



Société anonyme au capital de 3.924.322,50 €
Siège social : 42, rue de Bellevue 92100 Boulogne Billancourt
Siret n° 404 536 922 00192 / APE : 6202 A

RAPPORT FINANCIER

***EXERCICE CLOS LE
31 DECEMBRE 2016***

SOMMAIRE

Déclaration de la personne responsable du Rapport Financier Annuel	3
Rapport de gestion de l'exercice 2016	4
<i>Dont Rapport sur la Responsabilité Sociétale d'Entreprise 2016</i>	26
Comptes consolidés 2016	43
<i>Dont Honoraires des Commissaires aux Comptes</i>	85
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés 2016	86
Comptes sociaux 2016	88
Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes sociaux 2016	112

**DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE
DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL 2016**

Personne responsable du Rapport Financier Annuel

Monsieur Jean Michel BENARD, Président du Conseil d'Administration et Directeur Général de ITS GROUP SA.

Attestation de la personne responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion joint au présent rapport financier présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

A Boulogne Billancourt, le 5 mai 2017

Jean Michel BENARD
Président du Conseil d'Administration
Directeur Général



RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A
L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DES ACTIONNAIRES
DU 30 JUIN 2017

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Mixte, conformément aux dispositions légales et statutaires, pour vous rendre compte d'une part, de l'activité du groupe et de votre société durant l'exercice clos le 31 décembre 2016 et d'autre part, pour soumettre à votre approbation les comptes annuels et consolidés dudit exercice.

Tous les éléments sociaux et consolidés, comptes et renseignements s'y rapportant, ont été mis à votre disposition dans les conditions et délais réglementaires.

1. Faits marquants de l'exercice

Une année de consolidation

Après une année 2015 de transition, la performance opérationnelle courante s'est améliorée significativement et le résultat opérationnel courant progresse de +26%.

Grâce à un meilleur taux d'activité sur les effectifs facturables, les « prestations de services » ont connu une année en amélioration, marquée par le gain de nouveaux contrats significatifs pluriannuels. Un des enjeux majeurs sur ces activités est lié à la capacité de recrutement et de fidélisation des collaborateurs du groupe pour lesquels de nombreuses actions ont été entreprises et la croissance embarquée liée à la progression des effectifs facturables permettra d'accélérer la hausse de cette activité en 2017.

L'activité « hosting, cloud et services managés », après avoir souffert pendant près de deux années, a réalisé un bel exercice, portée à la fois par l'essor du cloud et la croissance de son chiffre d'affaires, et par la mutualisation et de la rationalisation des coûts de production. L'exercice 2017 devrait à nouveau confirmer cette bonne orientation, grâce à la forte récurrence de l'activité et au dynamisme commercial.

Enfin, les économies de coûts réalisées et l'adaptation des structures ont permis de préserver le résultat des métiers de « ventes d'infrastructures / intégration » malgré le net recul du chiffre d'affaires. La priorité en 2017 sera d'accélérer la transformation du modèle vers plus de valeur ajoutée et d'optimiser les marges.

Acquisition de la société Insyweb

Le 13 octobre 2016, ITS Group a acquis 100% du capital de la société Insyweb spécialisée dans la conception, l'évolution et la maintenance des Systèmes d'Information, notamment sur des projets de virtualisation. Spécialiste des infrastructures, Insyweb offre à ses clients un accompagnement sur mesure et les aide à optimiser les aspects techniques et organisationnels de leurs projets. Basée à Paris, Insyweb a développé une clientèle de grands comptes très complémentaire de celle d'ITS Group, notamment dans le domaine de la Banque Assurance. Cette société, non endettée, réalise un chiffre d'affaires rentable de plus de 2 M€. Les collaborateurs d'Insyweb ont rejoint les effectifs du pôle « prestations de services », ce qui permettant d'accélérer la croissance de cette activité conformément à la stratégie du Groupe.

Au 31/12/2016, les équipes opérationnelles étant déjà intégrées et pour une simplification juridique, la société Insyweb a été fusionnée avec ITS Group par le biais d'une Transmission Universelle de Patrimoine.

2. L'activité du groupe

L'activité de ITS GROUP SA

La société mère du groupe représente 37 % du chiffre d'affaires consolidé 2016, contre 38 % en 2015.

ITS Group S.A. regroupe les prestations de service sur site client : infogérance et assistance technique, exploitées dans les agences d'Ile de France et de Province. Elle offre une expertise à différents niveaux, du renforcement des compétences et de la flexibilité des équipes d'exploitation à la maîtrise d'ouvrage et au développement des solutions informatiques.

L'activité des filiales

↳ ITS INTEGRA SAS

ITS INTEGRA, spécialiste de l'infogérance informatique (hors site client) et de l'hébergement à valeur ajoutée est l'un des tous premiers hébergeurs français avec plus de 6000 serveurs hébergés et infogérés et plus de 400 clients. Ces services portent aussi bien sur des systèmes d'information, des applications Web grand public que sur des applications métier ou des messageries d'entreprise.

↳ ITS OVERLAP SAS

Cette filiale concentre les activités de négoce et d'intégration d'infrastructures sur le territoire français et dispose de toutes les compétences nécessaires à la réussite des grands projets :

- Une relation forte avec les principaux partenaires, constructeurs et éditeurs pour la mise en œuvre des architectures critiques ;
- Une expertise organisée en pôle de compétences.

↳ MIB Suisse Sarl

Réalise en Suisse les mêmes activités que ITS Overlap.

↳ THEMIS CONSEIL SAS

Themis Conseil est un cabinet de conseil en systèmes d'information, organisation et management qui intervient directement auprès des Directions Générales de grands donneurs d'ordres en s'appuyant sur ses grandes pratiques que sont :

- L'amélioration de la compétitivité ;
- Le management de la transformation ;
- L'alignement de la gouvernance.

Toutes les activités de conseil et d'assistance à maîtrise d'ouvrage du groupe y sont logées.

↳ ITS GROUP BENELUX Sprl

Filiale de droit belge, cette entité se développe, comme les provinces françaises, autour des métiers de gestion des infrastructures IT et propose également l'ensemble des métiers du groupe.

↳ IBELEM SA

Ibelem combine une expertise dans l'intégration et la distribution de solutions de mobilités, pour déployer tout type de projet relatif à la gestion de la mobilité en proposant un accompagnement global et sur mesure à chacun de ses clients.

Ibelem est désormais organisée en trois pôles :

- Terminaux mobiles : prestations de Services et intégration des solutions de marché ;
- Infrastructures WiFi : conception, réalisation et maintien en condition opérationnelles ;
- Édition de logiciels : éditeur de logiciels pour architecture informatique mobile.

3. Résultats

Examen des comptes de l'exercice 2016

Les chiffres clés de l'activité du groupe sont récapitulés dans le tableau suivant :

Données consolidées en M€	2015	2016	%
Chiffre d'affaires (*)	192 159	188 806	- 2 %
Résultat opérationnel courant	4 982	6 295	+ 26 %
<i>Marge opérationnelle courante (en %)</i>	2,6 %	3,3%	
Autres produits et charges opérationnels	(603)	(797)	- 32%
Provision litige juridique	-	(1 204)	
Résultat opérationnel	4 378	4 293	- 2 %
Résultat financier	(179)	(372)	
Impôt sur les résultats	(1738)	(1 746)	
Intérêts minoritaires	(27)	(62)	
Résultat net part du groupe	2 434	2 114	- 14 %
<i>Résultat net par action (*)</i>	0,31	0,27	- 14 %

(*) Sur la base d'un nombre d'actions de 7 848 645

Le chiffre d'affaires est en léger recul de -1,7% par rapport à 2015. La bonne dynamique de l'activité « hosting, cloud et services managés » (20,4 M€ / +7,3%) et la solidité de l'activité « prestations de services » (80,3 M€ +0,5%) compensent le recul des « ventes d'infrastructures / intégration » (88,1 M€ / -5,6%).

L'évolution du chiffre d'affaires de chaque business model s'est établie comme suit :

Chiffre d'affaires consolidé en M€	Exercice au 31/12 (12 mois)		
	2015	2016	Variation
Hosting, cloud, services managés	19,0	20,4	+ 7 %
Prestations de services	79,7	80,3	+ 1 %
Ventes d'infrastructures, intégration	93,4	88,1	- 6 %
TOTAL	192,2	188,8	- 2 %

Le chiffre d'affaires de ITS GROUP SA s'élève à 75 110 K€ contre 78 982 K€ pour l'exercice précédent (-4,9 %).

↳ **Résultat opérationnel courant**

La marge opérationnelle annuelle ressort à 3,3% sur l'ensemble de l'exercice en amélioration significative par rapport à l'exercice précédent, tout en restant en deçà du modèle cible du Groupe. Par pôle, la performance se répartit de la manière suivante :

- ✓ Prestations de services et de conseil : elles contribuent pour 4,3 M€ au résultat opérationnel courant du Groupe, ce qui représente une marge opérationnelle courante de 5,4% (4,4% en 2015). Cette progression est directement liée à la hausse du taux d'activité qui ressort à 88% contre 86% en 2015, alors que les autres indicateurs de gestion sont restés stables (prix de vente et, salaire moyens). Les marges sur les activités sous traitées continuent en revanche de s'éroder dans un contexte de pénurie des compétences disponibles. Enfin, les frais de fonctionnement sont stables sur l'exercice par rapport au précédent.
- ✓ Vente et intégration d'infrastructures génèrent un résultat opérationnel courant de 0,7 M€, soit une marge opérationnelle courante de 0,8%. La marge brute des ventes d'infrastructures est restée stable à près de 17% mais les prestations d'intégration se sont dégradées avec une diminution des prix de ventes et des effectifs facturables, pesant fortement sur la rentabilité. Les restructurations et économies mises en place depuis la fin de l'exercice 2015 ont permis de préserver le résultat de cette activité.
- ✓ Hosting / cloud / services managés : l'amélioration significative de la rentabilité opérationnelle courante (+1,3 M€ en 2016 contre +0,5 M€ en 2015) s'inscrit dans la poursuite du redressement et du développement de cette activité, tant d'un point de vue opérationnel que financier. Cette amélioration est liée à la fois à la croissance du Chiffre d'Affaires (+7%) qui permet de mutualiser certaines ressources, et à l'optimisation des coûts de production (rationalisation des data center, réduction très significative du recours à la sous traitance).

En conséquence, le groupe a enregistré un résultat opérationnel courant de 6,3 M€ contre 5,0M€ sur l'exercice précédent, et représentant une marge opérationnelle courante de 3,3 % (2,6% en 2015).

Résultat d'exploitation de ITS GROUP S.A.

Le résultat d'exploitation de la société mère ITS GROUP SA est de 1,5 M€ (1,9 % du CA) contre 0,6 M€ (0,8 % du CA) pour l'exercice 2015. Il bénéficie de l'amélioration du taux d'activité, qui concerne essentiellement les prestations de service sur site client logées dans ITS GROUP SA.

↳ **Résultat opérationnel**

Le Résultat Opérationnel s'établit à 4 293 K€ en baisse de 2 % par rapport à celui de 2015 et est impacté par les éléments suivants :

- Redressement URSSAF suite à des contrôles sur les trois principales sociétés du groupe, à hauteur de 708 K€ ;
- Une provision de 1 204 K€ liée à la perte en appel en mars 2017 d'un litige portant sur le paiement d'un complément de prix datant du rachat de Seevia Consulting en 2005.

↳ **Résultat financier**

Le résultat financier consolidé 2016 est de -372 K€ contre -179 K€ pour l'exercice 2015, la variation étant principalement liée aux différences de change EUR/USD moins favorables au cours de l'exercice qu'au précédent.

↳ **Résultat net**

Le résultat net consolidé s'établit à 2 176 K€ soit 1,1 % du chiffre d'affaires (2 461 K€ soit 1,3 % du chiffre d'affaires en 2015), avec une charge d'impôt sur les résultats de 1 746 K€ incluant la CVAE.

Le résultat net part du groupe s'élève à 2 114 K€ soit 1,1 % du chiffre d'affaires (2 434 K€ et 1,3 % du chiffre d'affaires en 2015). Les intérêts des minoritaires (62 K€) proviennent des filiales IBELEM SA et MIB Suisse dont respectivement 3,4 % et 33,0 % du capital sont hors groupe.

4. Proposition d'affectation du résultat

Fort de sa confiance en ses perspectives et en sa capacité à retrouver une meilleure rentabilité après une année structurante marquée par la consolidation de son activité, le conseil d'administration soumet ces comptes à votre approbation et vous propose la distribution d'un dividende de 0,10 centime par action, soit au maximum 784 864,50 € (1).

Le bénéfice net de ITS GROUP SA s'élevant à 223 970,44 € serait donc intégralement distribué, le complément soit au maximum 560 894,06 € serait prélevé sur le poste « Autres réserves ».

- (1) Compte tenu des programmes de liquidité et de rachat d'actions en vigueur ce montant sera diminué de 0,1 € x le nombre d'actions autodétenues dans ces programmes au moment de la mise en paiement du dividende. Au 31 mars 2017, la société détenait 171 552 de ses propres titres.

En application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé que la société ITS GROUP a procédé à la distribution d'un dividende de 765 K€ au titre de l'exercice 2015, 768 K€ au titre de l'exercice 2014 et aucun dividende au titre de l'exercice 2013.

5. Frais de recherche et développement

Le groupe est amené à engager des frais de recherche (veille technologique) et à réaliser des développements logiciels ayant vocation à être commercialisés ou à être intégrés dans des offres globales de services. Les coûts sont essentiellement constitués par la masse salariale chargée affectée à ces frais de recherche et développement.

Les coûts liés aux développements voués à être commercialisés sont comptabilisés en « Immobilisations en cours » pendant la phase de conception de ces logiciels, puis transférés au poste « Immobilisations incorporelles » dès lors qu'ils seront prêts à être commercialisés (324 K€ transférés en immobilisations incorporelles en 2016, 236 K€ en 2015).

Les autres frais sont conservés en charges d'exploitation et ne sont pas valorisés à l'actif du bilan.

Au titre de ces activités, le groupe a constaté sur l'exercice 2016 des « Crédits d'Impôts Recherche » à hauteur de 911 K€, dont 335 K€ au sein de la société mère ITS Group SA. En 2015, le montant total des « Crédits d'Impôts Recherche » s'élevait à 886 K€.

Par ailleurs, le groupe estime ne pas avoir de risque de dépendance à l'égard des brevets et licences.

6. Facteurs de risque

Risques particuliers liés à l'activité.

Risques liés aux prestations au forfait.

Les prestations de ITS Group et de ses filiales sont essentiellement facturées soit au temps passé, soit au forfait (le plus souvent projets avec livrables et risques de dépassement). Cette dernière modalité représentant une part de plus en plus significative du chiffre d'affaires des prestations de services, les procédures d'évaluation et de contrôle ont été développées au sein d'un pôle spécialisé dans la mise en œuvre des contrats d'infogérance sur site client :

- Dès l'initialisation du projet, le Responsable Technique propose un plan qualité décrivant la démarche, les étapes suivies, les pré-requis techniques et organisationnels demandés au client, et l'organisation de ses équipes ;

- ❑ Tous les budgets touchant des contrats au forfait intègrent une marge complémentaire de sécurité pouvant représenter jusqu'à 10 % du prix de vente total (« coût du risque ») et permettant de gérer les éventuels dépassements de charges ;
- ❑ Un plan de progrès est établi avec pour objectif l'optimisation de la rentabilité du projet sur le long terme ;
- ❑ Les projets sont suivis tout au long de leur réalisation par le Responsable Technique qui assure en permanence un contrôle de la qualité des réalisations devant conduire à la conformité des livrables. Corrélativement, le système de conduite de projets permet de réévaluer les budgets et les résultats à terminaison de chaque affaire lors de réunions périodiques avec le Contrôle de Gestion.

↳ **Risques liés au niveau d'activité.**

L'indicateur de performance utilisé est le taux d'activité congés exclus (TACE) dont la formule de calcul est la suivante :

Nombre de jours produits / (nombre de jours potentiels – CP & RTT)

En conséquence, le consultant qui a produit (jours travaillés donnant lieu à facturation) tous les jours à l'exception des CP et RTT a un TACE de 100 %. Les jours d'inter contrat, de formations, de maladies, d'absences exceptionnelles payées, etc... diminuent le TACE.

Au cours des trois derniers exercices, le TACE du groupe a évolué de la façon suivante : 88% pour l'exercice 2016, 86% en 2015 et 88% en 2014. Les niveaux de 2016 et 2014 permettent d'assurer un bon niveau de rentabilité pour les activités de prestations de services, conforme aux budgets, tandis que celui de 2015 est en deçà de l'objectif du groupe.

Risques clients.

Le poids des principaux clients du groupe (en % du CA consolidé) est le suivant :

Poids cumulé des principaux clients	% du CA consolidé 2016	% du CA consolidé 2015	% du CA consolidé 2014
premier client	7	9	7
5 premiers clients	30	30	26
10 premiers clients	45	44	41

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe est réalisé à 96 % sur les marchés de la production informatique moins sensible à la conjoncture (gestion des infrastructures) et dans des niches métiers extrêmement dynamiques (hébergement et infogérance outsourcée, mobilité).

Le chiffre d'affaires consolidé est réalisé essentiellement avec des grands comptes, le risque lié à l'insolvabilité de nos clients est donc très faible. Les clients de moindre envergure font l'objet d'une analyse et des encours leurs sont accordés par le biais d'un contrat d'assurance-crédit mis en place depuis le début de l'exercice 2014.

Risques fournisseurs.

Sur ses activités de prestations de services, le groupe n'a aucun de risque de dépendance envers ses fournisseurs qui sont essentiellement des sous-traitants et des indépendants.

L'activité « Négoce » (achats / ventes de logiciels et matériels) est réalisée pour l'essentiel de son volume avec un petit nombre de partenaires technologiques ou grossistes. Le groupe au travers de sa filiale spécialisée ITS Overlap s'est attaché à consolider les relations avec ses partenaires par la signature de contrats cadre et/ou de distribution,

ainsi que par la mise en place de garanties les sécurisant au regard des importants volumes traités. Les conditions opérationnelles sont ainsi prédéterminées contractuellement, sans qu'un des fournisseurs ne puisse modifier ou interrompre les relations commerciales unilatéralement.

La part du chiffre d'affaires sous-traité s'élève à 8 % en 2016 comme 2015 contre 10 % en 2014.

Risques liés aux personnes clés.

Compte tenu de la nature de l'activité de ITS GROUP, son succès dépend de sa capacité à retenir ses principaux managers. Néanmoins, la taille acquise par le groupe au cours de ces derniers exercices, et le nombre de relais opérationnels existants minimisent l'impact d'éventuels départs.

Par ailleurs, l'entreprise veille à ce que les process et contacts soient suffisamment connus et diffusés afin de limiter au mieux la déperdition d'informations.

Afin de prémunir l'entreprise contre le risque que fait peser sur elle la disparition d'un dirigeant dont l'activité est considérée comme indispensable, ITS GROUP a souscrit les contrats d'assurance suivants :

- Jean Michel BENARD, Président Directeur Général : décès / PTIA à hauteur de 2 000 K€
- Philippe SAUVÉ, Directeur Général Délégué : individuel accident à hauteur de 500 K€.
- Geoffroy DELAVENNE, Directeur Général de la filiale ITS INTEGRA : individuel accident à hauteur de 500 K€.

Risques juridiques.

Dans le respect des dispositions légales, le groupe veille à l'évaluation et à la prévention des risques professionnels particuliers à l'exercice de ses activités de prestations de services et d'intégration. Le service juridique de ITS GROUP est en charge de l'évaluation et de l'inventaire de ces risques encourus par les salariés dans le cadre d'un plan de prévention.

Et conformément à la norme IAS 37, des provisions sont comptabilisées lorsque, à la date de clôture de l'exercice, il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques. L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie probable de ressources. Les provisions sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

Risques de litige.

Un litige oppose ITS Group au vendeur d'une société acquise en 2000 par Seevia Consulting. Ce litige a donné lieu à trois actions judiciaires.

La première, de nature pénale, s'est conclue par un arrêt de la Cour d'Appel de Paris le 7 mars 2013 déclarant le vendeur coupable d'abus de confiance.

La deuxième, concerne le volet social dans lequel la Cour d'Appel de Versailles a condamné ITS Group à payer la somme de 259 K€ au titre de la prime variable pour l'exercice clos le 31 mars 2001 avec intérêts au taux légal à compter du 12 juin 2002. Le 7 septembre 2016, le demandeur a formé un pourvoi en cassation contre cette décision, et la date d'audience n'est pas connue à ce jour.

La troisième action concerne le volet commercial et le versement d'un complément de prix. La Cour d'Appel de Versailles du 7 mars 2017 a confirmé du jugement de première instance et condamne ITS Group à payer la somme de 915 K€ avec intérêts au taux légal à compter du 25 mai 2002, soit 1 205 K€.

ITS Group va former un pourvoi en Cassation de cette dernière décision et continue de mener avec détermination les actions judiciaires de défense de ses intérêts y compris à l'encontre du vendeur de Seevia Consulting et de tout autre protagoniste en relation avec cette affaire.

L'intégralité des sommes dues est provisionnée dans les comptes de la société au 31/12/2016.

Assurances et couvertures de risques.

La société ITS GROUP, ainsi que ses filiales sont titulaires d'un contrat GAN EUROCOURTAGE 86.081.088, garantissant les activités professionnelles suivantes :

- Conseil, développement de logiciels, revente de matériels et logiciels, proposition et intégration de solutions d'administration systèmes et réseaux.
- Intégration de logiciels (vente de logiciels, matériels, maintenance et prestations associées).
- Ingénierie réseaux télécommunication et accessoirement activités de web ; infogérance.

La garantie est accordée à concurrence des montants suivants et sous réserve des franchises absolues par sinistre suivantes :

Responsabilité civile « Exploitation » :

Nature des dommages	Montant des garanties	Franchises absolues
Dommages corporels, matériels et immatériels :	8 000 000 € par sinistre	
dont :		
-Faute inexcusable	300 000 € par victimes 3 000 000 € par année d'assurance	Néant
- Dommages matériels et immatériels consécutifs :	3 000 000 € par sinistre	304 € par sinistre
- Dommages immatériels non consécutifs :	500 000 € par sinistre	1 524 € par sinistre
- Atteinte à l'environnement accidentelle (corporel, matériel et immatériel) :	1 500 000 € par année d'assurance	1524 € par sinistre

Responsabilité civile « Professionnelle » :

Nature des dommages	Montant des garanties	Franchises absolues
Tous Dommages Confondus	5 000 000 € par année d'assurance	25 000 € par sinistre
-Biens Confiés – Reconstitution des supports informatiques :	150 000 € par sinistre	1 524 € par sinistre

Défense - Recours :

Défense devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives. Défense des intérêts civils devant les juridictions répressives :	Frais à la charge de l'Assureur, sauf dépassement du plafond de garantie en cause
Recours (préjudices supérieurs à 152 €) :	15 244 € par sinistre

Contrat RC des dirigeants :

AIG EUROPE police n° 7906887

RC des dirigeants : Limite 1 600 000 Euros par année d'assurance – sans franchise.

Contrats Hommes clés des dirigeants :

Nature des dommages	Montant des garanties	Assurés
Décès et PTIA (perte totale et irréversible d'autonomie) ALICO	2 000 000 €	Jean Michel BENARD - PDG
Individuelle accident GAN	500 000 € 500 000 €	Philippe SAUVÉ – DGD Geoffroy DELAVENNE – DG ITS INTEGRA

Contrats Multirisques Bureaux :

ITS GROUP dispose de plusieurs contrats multirisques bureaux :

Société	Adresse	Compagnie d'assurance	Police n°	Garantie contenu
Siège social ITS GROUP (contrat ITS Group pour toutes activités IDF des sociétés du groupe)	Boulogne Billancourt (92), 42 rue de Bellevue	ALLIANZ	26930152	1 800 000 €
ITS GROUP	Lyon (69), l'Européen - 19 bd Eugène Deruelle	ALLIANZ	27821605	104 500 €
	Nantes (44), 2, allée des Vieux Tilleuls		27839153	60 000 €
	Gradignan (33), Technoclub av de l'Hippodrome		27839156	60 000 €

Société	Adresse	Compagnie d'assurance	Police n°	Garantie contenu
ITS INTEGRA	Montpellier (34), Millénaire II 93 place Pierre Duhem	ALLIANZ	AN16082010	170 000 €
ITS OVERLAP	Bron (69) 1 rue Edison		27928286	110 000 €
	Toulouse (31), Futuropolis II, PA de la Plaine - 8 rue Maryse Hilsz		026929003	100 000 €
	La Madeleine (59), 105 av de la République		27832500	60 000 €
	Rungis (92), 29, rue de l'Estérel		26928083	Contrat spécifique (pas de contenu global car stockage - chaque garantie a son montant de capital) : Incendie : 300 000 € dégât des eaux : 150 000 € vol : 150 000 €
ITS BENELUX	Bruxelles, 55 av de la Toison d'Or	AXA	010720046385/A	33 546 €

Le montant annuel des primes versées en 2016 au titre de la RC professionnelle, RC dirigeants, multirisques bureaux, flotte auto, auto mission et autres assurances s'élève à 213 K€.

Risques de liquidité.

L'échéancier relatif à l'ensemble des engagements et dettes de la société est le suivant :

Créances par échéance (au 31 décembre 2016)

Nature	Montant total	Montant à 1 an au plus	Montant à plus d'1 an et à 5 ans au plus	Montant à plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations	13	13		
Prêts	1 847	6	-	1 841
Autres immo. financières	1 738	809	559	370
Clients	59 157	59 024	133	
Etat - Impôts différés	432	78	-	354
Personnel & comptes rattachés	54	54		
Organismes sociaux	84	84		
Etat & Impôts sur les bénéfiques	3 201	3 201		
TVA	2 203	2 203		
Débiteurs divers	1 283	1 283		
Charges constatées d'avance	2 201	2 201		
TOTAL DES CREANCES	72 214	68 957	692	2 565

Balance âgée des créances clients échues

VALEURS en K€	Total	Age des créances en fin de période			
		< 2 mois	2 mois à 6 mois	6 mois à 1 an	> 1 an
Créances clients TTC échues au 31/12/2016	8 647	5 446	2 222	681	298
Provisions HT	133	0	0	0	133

Dettes par échéance (au 31 décembre 2016)

Nature	Montant total	à 1 an au plus	à plus d'1 an et à 3 ans au plus	à plus de 3 ans et à 5 ans au plus	à plus de 5 ans
Emprunts, dettes / d'êts de crédit	10 848	3 816	4 493	2 488	52
Dettes fournisseurs et cptes rattachés	33 042	33 042			
Personnel et cptes rattachés	5 595	5 595			
SS et autres organismes sociaux	9 383	9 383			
Impôts différés Passif	374	80	83		211
Etat, IS et autres impôts & taxes	325	325			
TVA	9 029	9 029			
Créditeurs divers	1 442	1 442			
Produits constatés d'avance	3 457	3 457			
TOTAL DES DETTES	73 495	66 169	4 575	2 488	263

Le remboursement de la part à court terme des dettes financières est assuré par la marge brute d'autofinancement dégagée. En cas de diminution significative de celle-ci, le groupe estime être en mesure de faire face au remboursement de ses dettes à court terme compte tenu de sa capacité à mobiliser de nouveaux financements (du fait notamment de la qualité et du niveau de son actif circulant).

Décomposition du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance.

Conformément aux articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous informons qu'à la clôture de l'exercice, le solde des dettes de la Société ITS GROUP à l'égard des fournisseurs se décompose, par date d'échéance, comme suit :

Fournisseurs d'exploitation en K€	Exercice 2016	Exercice 2015	Exercice 2014
Solde non échu (y compris factures non parvenues)	25 929	18 104	29 625
Total Non échu	25 929	18 104	29 625
Echu depuis moins de 30 jours	4 236	4 395	1 180
Echu depuis 30 à 90 jours	2 510	2 196	165
Echu depuis plus de 90 jours	367	1 501	739
Total échu	7 112	8 092	2 084
Total des dettes fournisseurs et comptes rattachés	33 042	26 197	31 709

Risques de crédit.

Dettes garanties

Pour financer ses opérations de croissance externe et pour financer les travaux d'aménagements de son site de Boulogne, le groupe a souscrit plusieurs emprunts. Ceux restant en cours au 31/12/2016 sont les suivants :

- Convention de prêt du 1er juillet 2011, utilisée par tirages successifs entre juillet 2011 et novembre 2013 :
 - Montant : 10.000 K€ ;
 - Durée 6 ans, soit jusqu'au 30/06/2017 ;
 - Taux : Euribor + 0,90 pour les utilisations jusqu'au 30/06/2013 et Euribor + 1,30 pour les utilisations postérieures ;
 - Remboursement par annualités ;
 - Garantie : nantissement du fonds de commerce ou des titres si les structures acquises restent filiales.
- Contrat de Développement Participatif (BPI France) du 10 décembre 2013 :
 - Montant : 3.000 K€ ;
 - Durée 7 ans, soit jusqu'au 10/12/2020 avec deux ans de différé de remboursement du capital ;
 - Taux fixe : 2,91% avec complément de rémunération 0,0186% du CA HT ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.
- Contrat de Développement Participatif (BPI France) du 09 juillet 2015 :
 - Montant : 1.400 K€ ;
 - Durée 7 ans, soit jusqu'au 31/07/2022 avec deux ans de différé de remboursement du capital ;
 - Taux fixe : 2,08 % ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.
- Contrat de prêt (SOCIETE GENERALE) du 5 novembre 2015 :
 - Montant : 825 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 13/11/2020 ;
 - Taux fixe : 1,5% ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.
- Contrat de prêt (Banque TARNEAUD) du 10 novembre 2015 :
 - Montant : 825 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 13/11/2020 ;
 - Taux fixe : 1,5% ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de Prêt croissance (BPI France) du 18 février 2016 :
 - Montant : 1.000 K€ ;
 - Durée 7 ans, soit jusqu'au 28/02/2023 avec deux ans de différé de remboursement du capital ;
 - Taux fixe : 1,78 % jusqu'au 2/03/2016 puis TME à 0% ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.

Pour la réhabilitation des locaux de Boulogne la société a contracté les quatre emprunts suivants :

- Contrat de prêt d'Equipeement professionnel (BPVF) du 4 octobre 2014 :
 - Montant : 1.000 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 05/10/2019 ;
 - Taux : Euribor 3 mois + 0,90 ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.
- Contrat de prêt d'Equipeement professionnel (Banque TARNEAUD) du 9 décembre 2014 :
 - Montant : 500 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 09/12/2019 ;
 - Taux : Fixe 1,8 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.
- Contrat de prêt d'Equipeement professionnel (BNP PARIBAS) du 12 mars 2015 :
 - Montant : 400 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 05/03/2020 ;
 - Taux : Fixe 2 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.
- Contrat de prêt d'Equipeement professionnel (SOCIETE GENERALE) du 23 mars 2015 :
 - Montant : 500 K€ ;
 - Durée 55 mois, soit jusqu'au 23/10/2019 ;
 - Taux : Fixe 1,8 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

Echéancier de la dette au 31/12/2016

Caractéristiques des emprunts contractés	Taux fixe / Taux variable	Montant global des lignes au 31/12/2016	Échéances	Existence ou non de couvertures
Ouverture de crédit (BNPP) 3 500 000 € Contracté le 01/07/2011	Modalités ci-dessus	577 500 €	Remboursements annuels jusqu'au 30/06/2017	Modalités ci-dessus
Ouverture de crédit (SG) 3 500 000 € Contracté le 01/07/2011	Modalités ci-dessus	577 500 €	Remboursements annuels jusqu'au 30/06/2017	Modalités ci-dessus
Ouverture de crédit (Tarneaud) 3 000 000 € Contracté le 01/07/2011	Modalités ci-dessus	495 000 €	Remboursements annuels jusqu'au 30/06/2017	Modalités ci-dessus
Contrat de Développement Participatif (BPI) 3 500 000 € Contracté le 10/12/2013	Modalités ci-dessus	2 550 000 €	Remboursements trimestriels jusqu'au 10/12/2020	Modalités ci-dessus
Contrat de Développement Participatif (BPI) 1 400 000 € Contracté le 09/07/2015	Modalités ci-dessus	1 400 000 €	Remboursements trimestriels différé de 2 ans jusqu'au 31/07/2022	Modalités ci-dessus
Emprunt Bancaire (SG) 825 000 € Contracté le 05/11/2015	Modalités ci-dessus	660 000 €	Remboursements trimestriels jusqu'au 13/11/2020	Modalités ci-dessus
Emprunt Bancaire (Tarneaud) 825 000 € Contracté le 13/11/2015	Modalités ci-dessus	651 460 €	Remboursements mensuels jusqu'au 13/11/2020	Modalités ci-dessus
Contrat de Développement Participatif (BPI) 1 000 000 € Contracté le 18/02/2016	Modalités ci-dessus	1 000 000 €	Remboursements trimestriels différé de 2 ans jusqu'au 28/02/2023	Modalités ci-dessus
Contrat de Prêt Equipement - Travaux (BPVF) 1 000 000 € Contracté le 04/10/2014	Modalités ci-dessus	573 457 €	Remboursements mensuels jusqu'au 05/10/2019	Modalités ci-dessus
Contrat de Prêt Equipement - Travaux (Tarneaud) 500 000 € Contracté le 04/12/2014	Modalités ci-dessus	305 379 €	Remboursements mensuels jusqu'au 09/12/2019	Modalités ci-dessus
Contrat de Prêt Equipement - Travaux (BNPP) 400 000 € Contracté le 12/03/2015	Modalités ci-dessus	264 367 €	Remboursements mensuels jusqu'au 05/03/2020	Modalités ci-dessus
Contrat de Prêt Equipement - Travaux (SG) 500 000 € Contracté le 23/03/2015	Modalités ci-dessus	319 516 €	Remboursements mensuels jusqu'au 23/10/2019	Modalités ci-dessus

Conditions des Lignes de crédit court terme au 31 décembre 2016

Société Générale : 500 000 €, T4M + 1,20 % l'an,
 BNP Paribas : 1 000 000 €, T4M + 1,20 % l'an,
 Banque Tarneaud : 500 000 €, T4M + 1,20 % l'an,
 Banque Populaire Val de France : 500 000 €, T4M + 1,20 % l'an.

Au 31 décembre 2016, aucune de ces lignes de crédit court terme n'était utilisée.

Engagements

A l'exception des engagements décrits ci-après, ITS GROUP ne compte ni d'engagement complexe, ni d'autres engagements relatif à des clauses d'exigibilité liées aux dettes financières.

Les engagements financiers donnés par la société ont été actualisés par la convention de prêt signée le 1^{er} juillet 2011. Et sur la base de ses comptes annuels consolidés, les engagements sont :

1. Ratio Dettes financières nettes / EBE inférieur ou égal à :
 - 1,8 pour 2013 à 2015
 - 1,6 pour 2016
2. Ratio Cash-Flow libre / service de la dette supérieur ou égal à :
 - 1 pour 2011 à 2013
 - 1,2 pour 2014 à 2016
3. Ratio Dettes financières/ fonds propres inférieur ou égal à 0,75 pour la durée des prêts.

(les dettes nettes se définissent par les passifs financiers courants et non courants diminués de la trésorerie et des équivalents de trésorerie).

A la clôture des deux derniers exercices, ces ratios étaient les suivants :

	2015	2016
1 - DFN / EBE	1,41	0,21
2 - CF / SD	0,71	1,27
3 - DF / FP	0,36	0,24

Evolution de la trésorerie nette

Date	Actif Dispo. + VMP	Passif Emprunts et dettes fin.	Trésorerie nette Actif - Passif
31/12/2015	7 304	16 402	- 9 098
31/12/2016	9 494	10 848	- 1 354

La trésorerie nette s'est améliorée de 7 644 K€. Les éléments explicatifs de cette variation sont les suivants :

- Des flux nets générés par l'exploitation de + 10 064 K€, basés sur :
 - ✓ une Marge Brute d'Autofinancement de + 7 628 K€,
 - ✓ des impôts payés à hauteur de 1 551 K€,
 - ✓ et sur une variation positive du BFR de 3 987 K€ ;
- Un flux lié aux investissements de - 1 378 K€, lié :
 - ✓ aux investissements corporels et incorporels à hauteur de - 1 279 K€ (en nette diminution par rapport à l'exercice précédent impacté par la rénovation des locaux du siège de Boulogne) ;
 - ✓ aux autres variations: - 99 K€ (variation de périmètre lié à Insyweb -246 K€ et variation des immobilisations financières +147 K€).
- Des flux nets de financement pour -6 514 K€, dont :
 - ✓ des remboursements d'emprunts pour 6 582 K€ et souscriptions d'emprunts pour 1 013 K€ ;
 - ✓ un versement de dividendes 765 K€.

Risques de taux.

Deux emprunts en cours au 31/12/2016 sont à taux variable :

- la convention de crédit du 01/07/2011 dont la dernière échéance est au 30/06/2017 pour 1 595 K€ avec une part non couverte à hauteur de 1 375 K€ ;
- l'emprunt d'équipement souscrit en 2014 pour 1 000 K€ de nominal et dont le capital restant du au 31/12/2016 s'élève à 573 K€

L'impact sur le résultat avant impôts pour une variation du taux de référence Euribor 3 mois de +1% est une charge supplémentaire de 12 K€ pour l'exercice 2017. Cet impact ne tient pas compte des produits financiers liés aux placements en SICAV de l'excédent de trésorerie.

Risques liés au cours de Bourse.

Au 31/12/2016, la société détenait 169 793 de ses propres titres. Le risque lié à une variation du cours de bourse de :

- 5 % est de 60 K€,
- 10 % est de 120 K€,
- 15 % est de 180 K€.

Risques de change.

Le groupe facture la très grande majorité de son activité en euro. Seules ITS OVERLAP et IBELEM, réalisent une partie de leurs achats (équivalent à 9,5 M€ TTC) et uniquement ITS OVERLAP, de ses ventes (équivalent à 9,9 M€ TTC) en US dollar, traités sur un compte en devises.

La différence de change représente un gain sur l'exercice de 22 K€.

L'écart de conversion des comptes MIB Suisse sur l'exercice s'élève à 18 K€.

Risques industriels et environnementaux.

ITS GROUP est essentiellement une société de prestations de services intellectuels. Même pour les activités de négoce, les risques industriels et liés à l'environnement sont très faibles ; des détails sont apportés dans le rapport sur la Responsabilité Sociétale de l'Entreprise.

7. Politique d'investissement et financement

La marge brute d'autofinancement du Groupe, avant coût financier net et impôts, s'élève pour l'exercice 2016 à 7 628 K€ (contre 6 700 K€ en 2015).

Cette marge permet à ITS GROUP d'autofinancer ses investissements courants.

Les investissements liés à l'activité hébergement / cloud sont traités majoritairement par des contrats de location-financement ou de crédits-baux.

Concernant les opérations de croissance externe, la politique de financement s'articule autour des principaux axes que sont :

- des recours complémentaires à l'endettement bancaire, du fait notamment du faible niveau d'endettement net (3 % des capitaux propres) ;
- des opérations de haut de bilan (en cas d'opération d'envergure).

8. Informations liées au capital

Actionnariat.

A la clôture des deux derniers exercices, la répartition du capital social de ITS GROUP S.A. était la suivante :

Actionnaires détenant plus de 5% des actions	31/12/2016				31/12/2015			
	Nombre d'actions	%	Nombre de voix	%	Nombre d'actions	%	Nombre de voix	%
BENARD JM / Coud Invest	2 206 461	28,1	3 804 631	36,1	2 190 688	27,9	3 788 858	36,0
SPIEGL Robert	1 106 409	14,1	2 110 291	20,0	1 117 692	14,2	2 121 574	20,1
ALTO INVEST	595 240	7,6	595 240	5,7	595 240	7,6	595 240	5,6
EDRIP	267 316	3,4	267 316	2,5	301 250	3,8	301 250	2,9
BNP PARIBAS DEV	546 151	7,0	546 151	5,2	545 268	6,9	545 268	5,2
COIR HOLDINGS LTD	268 962	3,4	268 962	2,6				
BPVF	-	0,0	-	0,0	329 376	4,2	329 376	3,1
TWENTY FIRST CAPITAL	200 000	2,5	200 000	1,9				
TURENNE CAPITAL	-	0,0	-	0,0	167 004	2,1	167 004	1,6
Autres actionnaires (1) (2)	2 655 106	33,8	2 742 301	26,0	2 602 127	33,2	2 689 154	25,5
TOTAL	7 845 645		10 534 892		7 848 645		10 537 724	

(1) Nombre d'actions dont autodétention

Au 31/12/2016 :

Au 31/12/2015 :

(2) droits de vote théoriques

programme de rachat

147 246

programme de rachat

180 319

contrat de liquidité

22 547

contrat de liquidité

19 429

169 793 2,2%

199 748 2,5%

Salariés actionnaires

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du code de commerce, nous vous informons qu'à la date du 31 décembre 2016 0,7 % du capital social de la société ITS GROUP S.A. était détenu par des salariés, et qu'aucun de ces titres ne fait l'objet d'une gestion collective ou n'est frappé d'incessibilité.

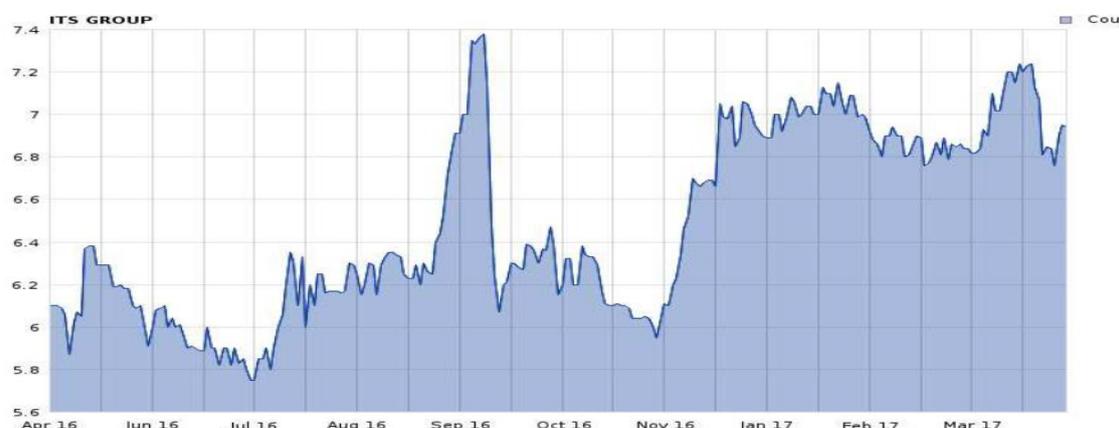
Dilution potentielle.

Toutes les opérations de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) et de bons de souscription d'actions remboursables (BSAR) sont arrivées à échéance au cours du premier semestre 2014 et il n'existe donc plus de dilution potentielle du capital liée à ces opérations.

Informations boursières.

La société est cotée sur le compartiment C de l'Eurolist de Euronext Paris (code 7384 - ITS).

L'évolution du cours a été la suivante:



Le résultat net par action (part du groupe) est de 0,27 € contre 0,31 € à la clôture précédente.

Franchissement de seuil et opérations réalisées par les dirigeants sur les titres

Néant au cours de l'exercice.

Opérations de rachats d'actions

Au cours de l'exercice 2016, dans le cadre du programme de rachats d'actions, la société a procédé aux opérations suivantes :

- Au titre du contrat de liquidité (exclusivement dans le cadre de l'animation du cours) : rachats de 46 372 actions au cours moyen de 6,01 €, ventes de 43 254 actions au cours moyen de 6,24 € ;
- Au titre d'acquisition d'actions propres : 8 140 titres au cours moyen de 5,63 €.

A la date du 31 décembre 2016, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- Nombre d'actions : 22 547
- Solde en espèce du compte de liquidité : 247 832,71 €

9. Administration de la société.**Conseil d'administration.**

M. Jean Michel BENARD, 54 ans, échéance du mandat actuel : 2019.

Président Directeur Général de ITS GROUP, Jean Michel BENARD est également :

- Président des SAS ITS INTEGRA, THEMIS CONSEIL et ITS OVERLAP et Président Directeur Général de la SA IBELEM ;
- Administrateur de la SA NEXWAY ;
- Administrateur délégué de EUCLEIDE (droit luxembourgeois).

M. Gilles RIDEL, 60 ans, échéance du mandat actuel : 2019.

Administrateur de ITS GROUP, Gilles RIDEL est également Président Directeur Général de la SA NEXWAY, gérant de la SCI CHAMOIS D'OR, gérant de la SARL DLGAMER et Président Directeur Général de la SA Pépita.

M. Robert SPIEGL, 60 ans, échéance du mandat actuel : 2019.

Administrateur de ITS GROUP, Robert SPIEGL est également administrateur de la SA IBELEM.

M. Georges ROUSSEAU, 72 ans, échéance du mandat actuel : 2019.

Administrateur de ITS GROUP, Georges ROUSSEAU a été jusqu'en 2007 administrateur des SA HEMISPHERE et HEMISPHERE INTELLIGENCE INFORMATIQUE.

M. Marc LAVINE, 48 ans, échéance du mandat actuel : 2020.

Administrateur de ITS GROUP, Marc LAVINE est également Président Directeur Général de la SA EXCLAMATION depuis 2000.

Mme. Ann BENARD, 63 ans, échéance du mandat actuel : 2019.

Administrateur de ITS GROUP

Mme. Pauline BENARD, 26 ans, échéance du mandat actuel : 2019.

Administrateur de ITS GROUP

Rémunération des dirigeants mandataires sociaux.

Conformément aux recommandations AFEP/MEDEF, les rémunérations des dirigeants mandataires sociaux sont détaillées dans les tableaux ci après.

1 - Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social (en K€)		
Jean Michel BENARD, PDG	Exercice 2016	Exercice 2015
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	167	164
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)	-	-
TOTAL	167	164
Philippe SAUVE, DGD	Exercice 2016	Exercice 2015
Rémunérations dues au titre de l'exercice (détaillées au tableau 2)	148	135
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 4)	-	-
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice (détaillées au tableau 6)	-	-
TOTAL	148	135

2 - Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social (en K€)				
Jean Michel BENARD, PDG	Exercice 2016		Exercice 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
- rémunération fixe	144	144	144	144
- rémunération variable	14	14	14	14
- rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
- jetons de présence	-	-	-	-
- avantages en nature				
véhicule	-	-	-	-
retraite art. 83	9	9	6	6
TOTAL	167	167	164	164
Philippe SAUVE, DGD	Exercice 2016		Exercice 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
- rémunération fixe	113	113	114	114
- rémunération variable	21	12	12	21
- rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
- jetons de présence	-	-	-	-
- avantages en nature				
véhicule	5	4	4	4
retraite art. 83	9	9	6	6
TOTAL	148	138	135	144

3 - Tableau des jetons de présence (en K€)

NEANT : aucun jeton de présence n'a jamais été versé.

4 - Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social.						
Options attribuées à chaque dirigeant mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe.	n° et date du plan	Nature des options	Valorisation des options (€)	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice (€)	Période d'exercice
Jean Michel BENARD, PDG	-	-	-	-	-	-
Philippe SAUVE, DGD	-	-	-	-	-	-

5 - Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social			
Options levées par les dirigeants mandataires sociaux	n° et date du plan	Nombre d'options levées durant l'exercice	Prix d'exercice (€)
Jean Michel BENARD, PDG	-	-	-
Philippe SAUVE, DGD	-	-	-

6 - Actions de performance attribuées à chaque dirigeant mandataire social.					
Actions de performance attribuées à chaque dirigeant mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe.	n° et date du plan	Nre d'actions attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions (€)	Date d'acquisition	Date de disponibilité
Jean Michel BENARD, PDG			NEANT		
Philippe SAUVE, DGD			NEANT		

7 - Actions de performance devenues disponibles durant l'exercice pour chaque dirigeant mandataire social.					
Actions de performance devenues disponibles pour chaque dirigeant mandataire social.	n° et date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions (€)	Date d'acquisition	Date de disponibilité
Jean Michel BENARD, PDG			NEANT		
Philippe SAUVE, DGD			NEANT		

Aucun dirigeant mandataire social ne bénéficie de rémunération conditionnelle ou différée.

Délégations de pouvoir accordées par l'Assemblée Générale au Conseil d'Administration

Les délégations de compétence accordées par l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2016 au Conseil d'Administration, en vigueur au 31 décembre 2016 sont les suivantes :

1. Par ses résolutions ordinaires, pour une durée de 18 mois ;
 - autorise, conformément aux articles L 225-209 et suivants du Code de commerce, la société à acheter ses propres actions, dans la limite d'un maximum de 784 864 actions, soit 10 % du montant du capital social existant au 28 avril 2017 ;
2. Par ses résolutions extra-ordinaires pour une durée de 26 mois :
 - émettre des actions ordinaires de la Société et des valeurs mobilières donnant accès au capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite d'un montant nominal de 2.000.000 €,
 - émettre des actions ordinaires de la Société et des valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, avec faculté de conférer un délai de priorité, dans la limite d'un montant nominal de 2.000.000 €,
 - augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 15 % de l'émission initiale,
 - émettre des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, la limite de 10 % du capital de la Société,
 - attribuer gratuitement des actions ordinaires de la Société, sans dépasser 2,5 % du capital social de la société,

10. Autres informations.

Filiales et participations.

Au 31 décembre 2016, les sociétés dans lesquelles ITS GROUP détenait une participation étaient les suivantes :

Société	Forme juridique	Localisation	Capital social		Droits de vote
			Montant en K€	% détenu	
ITS INTEGRA	S.A.S.	Boulogne Billancourt (92)	149	100%	100%
IBELEM	SA	Boulogne Billancourt (92)	148	97%	97%
ITS GROUP BENELUX	SPRL	Bruxelles - BE	60	100%	100%
TECHNECITE	SARL	Pantin (93)	8	33%	33%
THEMIS CONSEIL	SAS	Boulogne Billancourt (92)	37	100%	100%
ITS OVERLAP	SAS	Boulogne Billancourt (92)	1 500	100%	100%
ARIANN SOFTWARE (1)	SAS	Boulogne Billancourt (92)	100	100%	100%
MIB SUISSE	SA	Genève - CH	94	67%	67%
EUCLEIDE (1) (2)	SA	Luxembourg - L	31	100%	100%

(1) Filiales sans activité.

(2) Filiale non consolidée.

Conventions et engagements réglementés visés à l'article L.288-28 du Code de Commerce.

Nous vous informons que les commissaires aux comptes ont été régulièrement informés des conventions et engagements réglementés visés à l'article L. 225-38 du code de commerce et autorisées par votre Conseil d'Administration durant l'exercice écoulé.

La liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales ont été communiqués aux membres du Conseil d'Administration et aux Commissaires aux Comptes.

Résultats des cinq derniers exercices.

Le tableau prescrit par l'article 148 du décret du 23 mars 1967 sur les résultats de la société pour chacun des cinq derniers exercices clos est joint en Annexe 1 au présent rapport.

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux.

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes s'établit à 271 K€ au 31 décembre 2016 dont 152 K€ pour ITS Group et 119 K€ pour les filiales intégrées.

Charges non déductibles fiscalement.

Conformément à l'article 39-4 du CGI, il est signalé que le montant des dépenses et autres charges visées par cet article et supportées par la société au cours de l'exercice 2016 s'élèvent à 314 K€ et sont composées des amortissements excédentaires des véhicules de tourisme, des TVS associées et des amendes et pénalités non déductibles.

L'impôt s'y rapportant s'élève à 105 K€.

11. Evènements postérieurs à la clôture.

Néant.

12. Perspectives 2017.

ITS Group entend poursuivre prioritairement en 2017 l'amélioration de sa marge opérationnelle courante.

L'accélération de la croissance sur les activités « hosting, cloud et services managés » et « prestations de services » est également attendue en 2017 avec deux leviers :

- **Croissance organique** grâce notamment à la croissance déjà embarquée en début d'année (récurrence des contrats et croissance des effectifs)
- **Croissance Externe** avec la relance active d'une stratégie ambitieuse d'acquisitions ciblées soutenue par une situation financière très saine. Plusieurs dossiers sont actuellement à l'étude.

Le Conseil d'Administration

- ANNEXE 1 -

**RESULTAT ET ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE LA SOCIETE
AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES**

(Décret 83-1020 du 29.11.1983 - Article 53)

en EUROS

	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016
Capital en fin d'exercice					
Capital social	2 954 075	3 004 473	3 924 323	3 924 323	3 924 323
Nombre d'actions ordinaires	5 908 150	6 008 946	7 848 645	7 848 645	7 848 645
Nombre d'actions à dividende prioritaire sans droit de vote	-	-	-	-	-
Nombre maximum d'actions à créer :					
- par conversion d'obligations	-	-	-	-	-
- par droit de souscription	1 903 241	1 830 199	-	-	-
Opérations et résultat					
Chiffre d'affaires (H.T)	70 749 355	68 865 640	76 313 127	78 981 978	75 109 872
Résultat avant impôts, participation, dotations aux amort. et provisions	1 641 540	3 655 047	4 105 416	425 672	- 268 922
Impôts sur les bénéfices	- 108 870	93 983	140 155	- 705 238	- 968 285
Participation des salariés	-	252 336	-	-	-
Résultat après impôts, participation, dotations aux amort. et provisions	1 304 371	3 148 118	3 608 423	946 275	223 970
Résultat distribué	-	-	767 910	784 865	765 137
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation, avant dotation aux amort. et provisions	0,30	0,55	0,51	0,14	0,09
Résultat après impôts, participation, dotations aux amort. et provisions	0,22	0,52	0,46	0,12	0,03
Dividende attribué	-	-	0,10	0,10	0,10
Personnel					
Effectif moyen des salariés (à renseigner)	819	826	848	821	825
Montant de la masse salariale	34 865 515	34 957 360	35 085 973	35 778 131	36 222 360
Montant des sommes versées en avantages sociaux (S.S., œuvres sociales)	16 521 187	15 774 406	16 939 259	15 898 020	15 978 414

- ANNEXE 2 -

Rapport Responsabilité Sociétale d'Entreprise 2016

Contexte et méthodologie

La politique RSE du groupe

L'UES, composée des sociétés ITS GROUP, ITS Integra, IBELEM, ITS Overlap et Thémis Conseil, a signé le 16 Septembre 2009 la déclaration du Pacte Mondial des Nations Unies et s'est engagée dans une démarche globale de Développement Durable s'articulant autour de 4 volets :

- **le volet économique** afin d'instaurer des règles équitables dans les échanges commerciaux et de garantir sa pérennité
- **le volet social** dans lequel l'UES souhaite démontrer son attachement au respect des droits de l'Homme et aux règles fondamentales du travail.
- **le volet environnemental** visant à mettre en œuvre des principes de précaution écologiques
- **le volet sociétal** afin de tisser des liens durables avec son écosystème

L'UES est un acteur reconnu du développement durable des infrastructures informatiques de ces clients en France. Les principes d'action de l'UES s'inscrivent dans le cadre de textes de référence internationaux, notamment :

- la Déclaration universelle des droits de l'homme et ses Pactes additionnels,
- les conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT),

L'éthique est le fil conducteur de nos activités. Elle accompagne notre vision entrepreneuriale de long terme. Cela commence par l'application des valeurs du Groupe. L'éthique du Groupe se reconnaît dans des principes fondamentaux qui guident nos comportements : la conformité aux lois et réglementations, l'intégrité, la loyauté, l'honnêteté et le respect d'autrui. Ces valeurs, ces comportements concernent toutes et tous pour faire des objectifs suivants une réalité du terrain :

- Respect de l'environnement et des hommes
- Assurer l'employabilité des collaborateurs
- Conduire une politique de ressources humaines fondée sur l'équité, la diversité et le dialogue social
- Gestion de l'encadrement et gestion des compétences
- Développer la cohésion sociale et la solidarité

Les enjeux et les objectifs RSE

Face à l'urgence de la crise écologique et sociale dont les stigmates se manifestent désormais à une échelle mondiale (changement climatique, raréfaction des ressources naturelles, croissance de la population mondiale, augmentation et intensification des catastrophes naturelles), le développement durable apparaît comme une solution crédible aux yeux des différents acteurs mondiaux (Etats, Entreprises, Collectivités, etc.) pour une utilisation responsable et équitable des ressources de la planète tout en assurant la pérennité de celles-ci pour les générations futures.

L’UES, conscient des enjeux du millénaire et sensible aux valeurs universelles véhiculées par la mise en place d’une politique RSE, a fait le choix d’intégrer les dimensions du développement durable au sein même de sa stratégie. Afin d’atteindre la cohésion attendue et une performance dans la cadre de l’amélioration continue, les missions RSE ont été confiées au service Qualité en Mai 2015. Ainsi l’UES bénéficie d’un système de management intégré responsable (SMIR) cohérent avec les engagements RSE, les actions sont harmonisées et la synergie maîtrisée.

L’UES œuvre aujourd’hui à suivre une politique responsable dans ses activités, dans la gestion de ses collaborateurs et pour son impact sur l’environnement.

Cette politique de responsabilité sociétale d’entreprise (RSE), formalisée et diffusée en 2016, constitue un véritable enjeu pour l’UES ITS, un challenge à relever qui réunit l’ensemble des collaborateurs autour d’un thème fédérant les compétences de tous, afin de créer une véritable synergie d’entreprise.

L’UES ITS communique sur les 4 enjeux de la RSE (social, environnemental, économique et sociétal) à travers sa publication de sa Communication sur le Progrès (COP) 2016, disponible à compter du 12 mai prochain via <http://www.itsgroup.com/fr/societe/engagements/rse>

Note explicative

Objectifs du reporting

- Assurer des données fiables et garantir un comparatif valable d’une année sur l’autre.

Périmètre de reporting

Sauf indication spécifique par indicateur,

- Les données sociales sont consolidées pour la totalité des sociétés de l’Unité Economique et Sociale à savoir ITS Group, ITS Overlap, ITS Integra, Ibelem et Themis Conseil.
- Les entités situées hors France n’entrent pas dans le périmètre des données environnementales et sociétales.



	Données Sociales	Données Sociétales	Données Environnementales	Données Economiques
Méthode de collecte	logiciel de paie Sage	contrats de partenariats	factures fournisseurs, bordereau de suivi des déchets (BSD)	Logiciels financiers
Périmètre des indicateurs	100% des effectifs en France (hors sites situés à l’étranger)	Siège L’UES ITS	100% des surfaces de l’UES en France (eau, électricité, CO2) Recyclage : Siège ITS	Ensemble du groupe ITS
Services Impliqués	Services : - Ressources Humaines, - Qualité, - Administratif et Financier	Services : - Ressources Humaines, - Qualité, - Moyens généraux	Services : - Qualité, - Moyens généraux	Service Administratif et Financier

Période de reporting

L'ensemble des informations fournies dans le reporting RSE de l'UES couvre une période de 12 mois, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016, correspondant à l'exercice fiscal de la société.

Les informations 2015 sont fournies afin de permettre une comparabilité des données.

Planning

La collecte de données est réalisée au cours du premier trimestre de l'année afin de pouvoir extraire les données de l'année précédente.

Contrôle

Les données sont vérifiées en interne, avant publication, par comparaison avec les données de l'année précédente.

Vérification par un organisme tiers indépendant

La présence et la fiabilité des informations requises par l'article R225-105-1 du Code de Commerce ont été vérifiées par le Commissaire aux Comptes mandaté par la société ITS Group, le cabinet Grant Thornton. Son attestation et son avis sont joints au présent rapport. Ils détaillent les travaux réalisés par le Commissaire aux Comptes ainsi que ses observations et conclusions.

Indicateurs

Les indicateurs utilisés dans le reporting de l'UES ont été définis à partir de plusieurs référentiels internationaux reconnus en matière de RSE tels que la loi Grenelle II de l'Environnement, The Global Reporting Initiative (GRI 4), et la norme ISO 26000. Les chiffres 2016 ont été arrondis à l'entier supérieur.

Focus sur les indicateurs sociaux

Effectifs Groupe

Définition : Tous les contrats CDI, CDD, apprentissage, exprimés en équivalent temps plein moyenné sur l'année de référence

Exclusion : Les stages, contrats de professionnalisation, longues maladies, congés maternité et autres personnels non actifs

Entrées Groupe

Définition : Tous les démarrages de contrats des collaborateurs, y compris les conversions de stage en CDI et les transferts d'entité

Exclusion : Les conversions de contrat de travail de CDD à CDI

Sorties Groupe

Définition : Toutes les fins de contrats de collaborateurs y compris les transferts d'entité

Exclusion : Les conversions de contrat de travail de CDD à CDI

Absentéisme

Définition : Nombre de jours ouvrés non travaillés (de façon imprévue) comparé au nombre de jours ouvrés normalement travaillés sur la période

Exclusion : Les jours d'absences prévus (congés, RTT, congés sans solde, congés exceptionnels et sabbatiques, maternités, paternités)

Précisions : Taux d'absentéisme = Nombre de jours maladie / (effectif fin d'année x nombre de jours ouvrés = nombre de jours travaillés potentiellement) x 100

Le report des absences dans le logiciel de paie est effectif le mois suivant l'absence.

Accidents de travail

Définition : Tous les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail, quelle qu'en soit la cause, y compris les déplacements approuvés pour se rendre à un lieu de rendez-vous pendant ses heures de travail et en partant de son adresse professionnelle de rattachement

Accidents de trajet

Définition : Tout accident qui survient à un salarié pendant le trajet effectué :

- entre sa résidence et son lieu de travail
- entre son lieu de travail et le lieu de la pause déjeuner

Formation

Définition : 100% des effectifs ayant suivies des formations continues (7heures/jour)

Focus sur les indicateurs environnementaux

Energie

Définition : La consommation en matière d'électricité des bâtiments occupés par l'UES et les datacenters.

Emissions Gaz à effets de Serre (GES)

Définition : Les émissions de CO2 dues à l'électricité consommée par les bâtiments et les datacenters, aux véhicules de mission et aux véhicules de fonction.

Les facteurs d'émission proviennent du Bilan carbone de l'ADEME, v7.1.

Précision : Le calcul des émissions GES pour l'énergie des bâtiments et des datacenters repose sur la méthodologie proposée par l'ADEME.

Le calcul des émissions GES pour les véhicules de mission et de fonction est le suivant : (émissions de CO2 propres à chaque véhicule) X (le nombre de kilomètres réellement parcourus en 2016).

DEEE

Définition : Tous les déchets DEEE pour la région parisienne sont gérés en central. Les agences régionales quant à elles gèrent indépendamment leurs déchets ou les rapatrient au siège.

Thématiques non applicables au regard de l'activité du Groupe

- Les mesures de prévention, de réduction ou de réparation de rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement
- La prise en compte des nuisances sonores et le cas échéant de toute autre forme de pollution spécifique à une activité
- La consommation de matières premières et les mesures prises pour améliorer l'efficacité dans leur utilisation
- L'utilisation des sols
- L'adaptation aux conséquences du changement climatique
- Les mesures prises pour préserver ou développer la biodiversité
- Le montant des provisions et garanties pour risques en matière d'environnement : l'UES n'a pas de provisions au titre des garanties environnementales
- La consommation d'eau et l'approvisionnement en eau en fonction des contraintes locales
- Le gaspillage alimentaire

L’empreinte Sociale au cœur de la stratégie du groupe

L’emploi

Répartition de l’effectif des salariés par sexe, par âge et par zone géographique

SEXE	EFFECTIF FIN D’ANNEE 2015	EFFECTIF FIN D’ANNEE 2016
Féminin	255	255
Masculin	961	996
Total général	1216	1251

En 2016 le groupe comprend 20,3% de femmes au sein de ses effectifs contre 20,9% en 2015.

AGE	EFFECTIF FIN D’ANNEE 2015	EFFECTIF FIN D’ANNEE 2016
Moins de 26 ans	49	72
26 < 35 ans	394	365
36 < 49 ans	605	596
50 ans et plus	168	218

3,8 % des collaborateurs ont moins de 26 ans au sein du groupe et 15,4 % sont des seniors c’est-à-dire âgés de 50 ans et plus. On constate une stagnation sur les moins de 35 ans ainsi qu’une augmentation des plus de 35 ans.

ZONE GEOGRAPHIQUE	EFFECTIF FIN D’ANNEE 2015	EFFECTIF FIN D’ANNEE 2016
REGION PARISIENNE	845	860
PROVINCE	371	391
Total général	1216	1251

La proportion de collaborateurs en région parisienne et en province est stable depuis 2015 à savoir 69,4% en région parisienne et 30,5% en province.

Entrées et sorties

	2015	2016
Entrées	302	272
Licenciements	31	25
Démissions (départs volontaires en 2014)	133	132
Fin contrat (CDD, contrat pro)	22	33
Fin période essai (initiative employeur)	35	26
Fin période essai (initiative salariés)	18	13
Rupture conventionnelle	28	17
Décès	1	0
Retraite	1	6
Taux de tur-over	24%	21,5%

Les interruptions de périodes d’essai, que ce soit à l’initiative de l’employeur ou du salarié, sont en diminution. Cela s’explique par la révision qui a été faite du processus in/out en 2016 et par la mise en place d’un entretien d’étonnement un mois après l’embauche qui permet de déterminer si les besoins et attentes du nouveau collaborateur concordent avec celles de son manager. Ceci amène à une meilleure intégration des nouveaux collaborateurs et à des relations professionnelles plus efficaces.

L’augmentation du nombre de départs en retraite, ainsi que l’augmentation de la classe d’âge des plus de 35 ans vue au paragraphe 2.1.1, prouve l’efficacité des actions de fidélisation des collaborateurs.

La diminution du taux de turn-over de 3,5% entre 2015 et 2016 vient appuyer ces conclusions. L'évolution positive de ces indicateurs sociaux est encourageante.

Rémunération et évolution

MASSE SALARIALE 2015	MASSE SALARIALE 2016
56 053 933 €	58 502 651 €

La masse salariale a évolué de 4.3% entre 2015 et 2016. Cette augmentation s'explique par l'augmentation de l'effectif en 2016.

2% de la masse salariale est dédiée à l'augmentation de salaire des collaborateurs.

Organisation du travail

Organisation du temps de travail

Le temps de travail s'organise au sein de l'UES selon les modalités de notre accord d'entreprise.

Certains collaborateurs ont un temps de travail de 38h30 avec un nombre de RTT qui varie selon le nombre de jours ouvrés dans l'année de référence.

Les autres ont un temps de travail de 37h avec un nombre de RTT fixe de 12.

Absentéisme

	TAUX ABSENTEISME 2015	TAUX ABSENTEISME 2016
Total général	3,36 %	3,47 %

Le taux d'absentéisme est constant et jugé satisfaisant comparé au taux moyen d'absentéisme français (4,55% en 2015).

Relations sociales

Organisation du dialogue social

Les différentes entités formant l'UES ont des institutions représentatives du personnel communes.

La Direction organise des réunions mensuelles avec son Comité d'Entreprise (CE) et ses Délégués du Personnel de Sites.

Par ailleurs trimestriellement, le CHSCT se réunit.

Enfin, annuellement, la Direction ouvre des négociations obligatoires avec ses Organisations Syndicales représentatives en vertu du premier tour des dernières élections du Comité d'Entreprise ayant eu lieu en 2014.

Bilan et accord collectif

A ce jour, plusieurs accords collectifs d'entreprise sont en vigueur au sein de l'UES :

- Accord relatif au Temps de Travail
- Accord relatif à la participation
- Accord sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes
- Accord relatif au travail de nuit
- Accord relatif au télétravail
- Accord relatif à la Gestion Professionnelle de l'Evolution des Compétences

En avril 2016 les accords suivants ont été signés :

- Accord relatif aux astreintes et aux heures supplémentaires
- Accord intergénérationnel

Santé et sécurité

Les conditions de santé et de sécurité au travail

L'UES s'engage à garantir à ses collaborateurs un environnement de travail adapté, conformément à sa politique de prévention de la santé et de la sécurité en équipant le campus de Boulogne Billancourt par :

- des alarmes (barrières infrarouges, des détecteurs d'ouverture et des détecteurs de mouvement)
- des caméras de surveillance
- des accès biométriques BioVein ou par badge
- une infirmerie, composée d'un lit avec couverture, draps et housses jetables et d'une armoire de soin avec le nécessaire légal en entreprise
- des défibrillateurs qui ont été vérifiés et dont la batterie a été changée en 2016

Les collaborateurs bénéficient aussi de formations liées à la santé et sécurité au travail :

- Formations 1ers secours et manipulation des défibrillateurs
- Formations incendie et évacuation tous les deux ans (à vérifier avec Cécile)
- Habilitation électrique (dans les datacenters, ainsi que deux collaborateurs au siège)
- Formation pour les travailleurs isolés (dans les datacenters)

Les accidents du travail, fréquences, gravité et maladies professionnelles

Aucune maladie professionnelle n'a été déclarée et les accidents des collaborateurs sont essentiellement liés à leur trajet (voiture, deux roues ou piéton).

	Nombre d'accidents de travail	Nombre de jours d'absence dus à un accident de travail	Nombre d'accidents de trajet	Nombre de jours d'absence dus à un accident de trajet
2015	2	421	15	374
2016	3	69	7	190

Un collaborateur a été victime d'un AVC alors qu'il était en télétravail, qui a été reconnu accident du travail, il a été absent toute l'année 2015 et son arrêt s'est poursuivi sur le début de l'année 2016. Cet évènement explique que le nombre de jours d'absence dus à un accident du travail reste élevé en 2016.

La baisse d'accidents de trajet peut s'expliquer par la sensibilisation à la sécurité routière qui a été faite en 2016 auprès des collaborateurs par le CHSCT.

Bilan des accords signés avec les organisations syndicales ou les représentants du personnel en matière de santé et de sécurité du travail

Aucun accord n'a été signé relatif à la santé et à la sécurité du travail.

Formation

Les politiques mises en œuvre en matière de formation

L'objectif de formation pour notre groupe au vu de l'évolution de l'emploi est double. Il vise à développer à la fois le savoir-faire (connaissances techniques) et le savoir-être (compétences relationnelles) des collaborateurs. Nous sommes organisme de formation et organisons nos propres sessions de formation management.

Depuis 2016, nous proposons également des formations bureautiques et Coursus Solutions Groupe. Cette dernière est à destination des nouveaux embauchés aux services Commerce et Recrutement et comprend différents modules : culture générale IT, présentation de ses savoir-faire, jeu de rôles sur la présentation du groupe et des speed-learning sur les offres portées par le groupe.

Dans le cadre du développement stratégique de l'UES et de ses perspectives de croissance, l'effort de formation est absolument incontournable pour maintenir un fort niveau de compétitivité sur le marché des ESN (systèmes, réseaux, bases de données, virtualisation, etc.). L'UES propose également tous les trimestres des formations ITIL Foundation pour ses collaborateurs au sein du siège ou des agences en régions, ainsi que des formations d'anglais.

Chaque manager doit suivre le parcours de formation dédié mis en place par le service des Ressources Humaines avant de pouvoir accomplir ses fonctions de management et encadrer d'autres collaborateurs.

Les collaborateurs ont la possibilité de gérer leurs droits aux formations à travers un nouveau dispositif, le CPF (Compte Personnel de Formation). Cet outil est disponible tout au long de la vie professionnelle du collaborateur et lui permet d'obtenir des droits afin de se former et d'acquérir des compétences reconnues (qualification, certification, diplôme) en lien avec les besoins de l'entreprise, prévisibles à court ou moyen terme.

Le nombre total d'heures de formation

Le suivi de la formation constitue un de nos processus qualité RH. Cette année :

- 29 237,5 heures de formation ont été délivrées aux collaborateurs du groupe contre 12 188 heures en 2015.
- **51 % des collaborateurs ont donc été formés contre 39% en 2015.**
- **Soit 633 collaborateurs formés avec une moyenne de 46,2 heures chacun**

Les contrats de professionnalisation sont comptabilisés dans le temps de formation, ce qui n'était pas le cas en 2015. Cela explique en grande partie l'augmentation du nombre de formations en 2016. De plus, un rappel a été fait aux managers en 2016 de réaliser les entretiens annuels sans retard. Les besoins en formation étant abordés lors de ces entretiens, les formations ont été programmées plus rapidement, donc sur l'année 2016.

Egalité et Traitement

Les mesures prises en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

L'UES ITS mène une politique active pour garantir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. L'accord signé en 2011 a ainsi été renégocié et de nouveau signé fin 2014 par l'UNSA, organisation majoritairement représentative au sein de l'UES. Cet accord est en vigueur depuis le 1er janvier 2015.

Il regroupe un certain nombre de mesures dont :

- Une journée pour enfant malade
- Un service à la personne

Les mesures prises en faveur de l'emploi et de l'insertion des personnes handicapées

Aucun accord collectif relatif à l'emploi et au maintien des personnes handicapées. L'UES mène toutefois une politique active sur le sujet à travers diverses actions :

- Participation d'ITS à la 18ème édition de la course « Courir Ensemble » le 15 mai 2016 au profit de Handicap International, pour la seconde année. 9 collaborateurs ont représenté le groupe. L'UES a pris en charge les droits d'inscription à la manifestation, versés pour le financement des programmes de l'association.

- Organisation d'un « Café sourd » en février 2016 au siège de l'UES, amenant les collaborateurs à demander un café en langue des signes à deux intervenants malentendants, suivi d'un « atelier crêpes » animé par trois personnes d'un ESAT (Etablissement de Services d'Aide par le Travail).
- Renouvellement de l'« atelier bien-être » en décembre 2016, ainsi 32 collaborateurs ont pu bénéficier un massage non-thérapeutique réalisé par des praticiens malvoyants certifiés.
- Organisation d'un « atelier des sens » en décembre 2016 animé par deux intervenants malvoyants et dont le but était de reconnaître des saveurs les yeux bandés. 31 collaborateurs ont participé.

Au-delà de la prestation, ils ont pu échanger avec les intervenants d'Alter massage afin de parler librement du handicap.

En 2015, 30 travailleurs sont reconnus handicapés au sein du groupe, ils sont 42 en 2016.

Cette augmentation s'explique par les campagnes menées en 2016 pour accompagner les collaborateurs dans la reconnaissance de leur handicap, même non visible. En outre, ce nombre a été multiplié par six en six ans.

La politique de lutte contre les discriminations

La société attache une importance toute particulière à la lutte contre les discriminations relatives au sexe, à l'âge et aux origines, comme l'atteste sa ratification de la Charte à la diversité en entreprise en 2009. Nous avons signé avec les organisations syndicales un accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes avec notamment des engagements relatifs aux pratiques de recrutement. Nous avons également signé un plan d'action intergénérationnel afin d'accompagner et de maintenir dans l'emploi les collaborateurs seniors.

Taux de femmes cadres parmi les employées femmes en 2016 : 76% (il était de 75% en 2015)

Taux de femmes parmi tous les employés (hommes et femmes) en 2016 : 15% (il était de 18% en 2015)

On note une augmentation de femmes cadre de 20% les 5 dernières années.

Promotion et respect des stipulations des conventions fondamentales de l'OIT

L'UES est implantée majoritairement dans les pays qui respectent les droits de l'OIT.

L'UES respecte et s'engage à promouvoir les droits de l'Homme comme décrits par les conventions fondamentales de l'OIT et le Pacte Mondial des Nations Unies, dont il est signataire depuis 2009.

L'empreinte environnementale du groupe

La politique générale en matière environnementale

L'organisation de la société pour prendre en compte les questions environnementales et, le cas échéant, les démarches d'évaluation ou de certification

Volontairement, l'UES a pris des mesures pour réduire l'impact de ses activités sur l'environnement. Nous avons maintenu les actions mises en place les années précédentes et proposé des solutions innovantes pour réduire notre impact environnemental.

L'entité ITS Integra, certifiée ISO 14001 depuis janvier 2012, s'est conformée à la version 2015 en 2016. Cette certification atteste de l'engagement fort de la Direction dans la maîtrise des impacts de son activité sur l'environnement. Sous cette dynamique, ITS Integra affiche des objectifs chiffrés et non plus des tendances.

En 2016, ITS Group maintient son partenariat avec la société Echoline, société de conseil qui réalise la veille réglementaire. Ainsi, le registre de veille ITS Group, via la plate-forme Echoline, est parfaitement à jour et maîtrisé par le biais de la procédure associée.

Le Service QSE (Qualité, Sécurité du SI et Environnement) transverse à l'UES est en place afin d'harmoniser les pratiques au sein des diverses entités. Ce service s'est doté d'un réseau interne fort composé de leaders QSE sur chacun des sites de la société. Ces acteurs ont pour principaux objectifs la sensibilisation auprès des équipes ainsi que la remontée de l'ensemble des informations nécessaires au maintien et à l'amélioration du Système de Management de l'Environnement (SME).

Dans le cadre de ce SME des instances sont planifiées à intervalles réguliers : audits internes, Revue de Direction et audit externe de suivi de certification. Des indicateurs sont analysés périodiquement afin d'évaluer l'efficacité de nos actions.

Les actions de formation et d'information des salariés menées en matière de protection de l'environnement

L'UES est munie de nombreux moyens de communication tels que la messagerie, l'intranet, le site internet, les réseaux sociaux et des écrans internes aux lieux d'affluence (accueil, cantine, etc...).

Des sessions d'accueil ainsi que des formations managers contiennent donc systématiquement un volet RSE. Ces réunions sont un moment clef pour la sensibilisation aux thématiques de la RSE et en particulier de l'environnement conformément à notre engagement ISO 14001.

L'ensemble des collaborateurs a ainsi les moyens de bien comprendre les enjeux de la Responsabilité Sociétale d'Entreprise et l'impact de leurs actions dans l'entreprise et au-delà.

Cette sensibilisation est renforcée par la diffusion (site intranet, affiches dans les locaux, guide bonnes pratiques, etc.) des éco-réflexes.

En 2016 a été lancé le premier Dialogue parties prenantes aux fournisseurs, clients et collaborateurs. Le thème de l'environnement a été abordé, ce qui leur a permis d'exprimer leur opinion et suggestions à ce sujet. Les résultats de ce questionnaire permettent d'établir un plan d'actions.

Les moyens consacrés à la prévention des risques environnementaux et des pollutions

L'UES mène une politique de réduction des déplacements de son personnel entre ses différents établissements répartis sur le territoire nationale et européen. Ses actions reposent sur :

- L'utilisation d'un outil de gestion des déplacements avec un workflow de validation afin de bien gérer les déplacements professionnels
- Le partenariat avec une agence de voyage partageant notre politique de gestion des déplacements

En 2016, l'UES maintient sa volonté de stabiliser les émissions de CO2 de son parc automobile. Les émissions de CO2 affichent donc une moyenne de 112 grammes/km pour les mises en circulation sur l'année. L'UES ITS limite les émissions de CO2 à 120 grammes/km pour les nouveaux véhicules, sauf exception demandée par la direction.

En 2016, l'UES a organisé pour la deuxième fois la semaine européenne du développement durable, dans le but de sensibiliser ses parties prenantes à la protection de l'environnement.

Pollution et gestion des déchets

Les mesures de prévention, de recyclage et d'élimination des déchets

L'UES est responsable de la gestion et de la valorisation de ses déchets liés à son activité comme les déchets des équipements électriques et électroniques (DEEE), le papier, les cartouches d'encre et les capsules de café. La collecte et le recyclage de ces déchets sont réalisés en partenariat avec APR2, Paprec, et Cèdre.

En outre, le Groupe vise à sensibiliser ses employés au recyclage. A cet effet un point collecte pour leurs déchets professionnels et domestiques a été installé. Cette démarche a été initiée lors de la Semaine Européenne du Développement Durable (SEDD) organisée au siège de l'UES en juin 2015. Les déchets et objets en fin de vie concernés sont :

- Mobiles - En partenariat avec *Mon ExTel*, permettant le recyclage d'anciens mobiles au bénéfice d'associations.
- Vêtements - En partenariat avec *La Cravate Solidaire*, contribuant à la réinsertion professionnelle grâce au don des vêtements.
- Livres – En partenariat avec *Bibliothèque Sans Frontières*, favorisant l'éducation et la formation dans les pays en développement.
- Bouchons en plastique - En partenariat avec *Les bouchons de l'espoir*, participant au financement du matériel adapté à la pratique du sport chez les personnes handicapées.

Concernant les équipements de production électronique, ITS Group adopte une logique d'économie circulaire. En effet la virtualisation de ses offres contribue à diminuer l'utilisation de matières premières. Les filiales ne sont en revanche pas concernées. ITS Integra gère elle-même les désinstallations de ses équipements pour optimiser leurs réutilisations et maîtriser leurs consommations.

Recyclage papier

Pour la collecte et le recyclage du papier utilisé, l'UES fait appel à l'entreprise Cèdre. Chaque mois les conteneurs de papiers sont collectés, triés et conditionnés par des travailleurs en situation de handicap. Ensuite, cette quantité de papier est recyclée par des papeteries situées en France.

Grâce à des campagnes de sensibilisation des utilisateurs au recyclage du papier, le comportement des collaborateurs a évolué et les réflexes désormais acquis révèlent une prise de conscience de la valeur des matériaux utilisés et de leur cycle de vie. Cette sensibilisation reste néanmoins à entretenir auprès des nouvelles recrues lors de la session d'accueil.

En 2015, 5 482.5 kg de papier ont été collectés et recyclés. En raison d'une erreur de facturation de la part de nos prestataires, nous sommes en attente des données corrigées pour l'année 2016.

Le papier utilisé est labellisé FSC garantissant un mode de gestion responsable et durable des forêts et Ecolabel, label écologique officiel européen - 100% recyclable.

Recyclage DEEE :

La majorité de ces déchets est récoltée _dans le respect de la réglementation liée au recyclage par l'entreprise adaptée APR2_ atelier pro réseaux recyclage. Cette société adaptée et agréée recycle différents types de matériel : écrans, matériel informatique, baies de stockage, etc.

3047 kg de Déchets d'Equipement Electriques et Electroniques (DEEE) ont ainsi été collectés et recyclés par l'UES (contre 1956 kg en 2015) dans le respect des dispositions environnementales et réglementaires en vigueur en 2016. Cette augmentation est due à l'obsolescence de plus de

matériel cette année, et à l'interruption du don de DEEE à l'artiste Nicolas Delay cette année. En effet plus de 400 kg lui ont été donnés en 2015, avec un bordereau de suivi de déchet spécifique. Depuis ce volume est recyclé avec les autres DEEE par l'entreprise APR2.

En outre 100% des matériels bureautiques sont revalorisés.

Recyclage Cartouches d'encre :

En 2016, environ 80 kg de cartouches d'encre ont été collectés et recyclés par Cèdre, qui soutient l'emploi des personnes en situation de handicap.

En 2014, et conformément à notre politique environnementale qui vise à diminuer notre impact environnemental, l'UES a choisi de remplacer 2 copieurs Xerox par d'autres plus écoresponsables, qui, au lieu d'utiliser des cartouches d'encre/Toners, sont équipés de « pains » d'encre à base de colza et de maïs, complètement biodégradables. Grâce cette solution, le nombre de toners et de réceptacles à encre à recycler a été limité.

Recyclage capsules de café

L'UES confie la collecte et le recyclage de ses capsules de café à la société *Paprec*. Deux fois par mois les déchets sont collectés puis traités dans cinq centres de tri équipés de machines dites à courant de Foucault, qui isolent l'aluminium des autres matériaux. Compacté et fondu, l'aluminium est ensuite réutilisé par différentes industries.

En 2016, 431 kg de capsules de café ont été recyclés, contre 440 kg en 2015, ce qui représente 2 kg/personne par an.

Cette hausse de la quantité de capsules de café est due à la sensibilisation qui a été faite auprès des collaborateurs. De plus, en 2015, nous avons réceptionné deux nouveaux collecteurs et une grande poubelle (240L), pour optimiser le recyclage. Au total en 2015, tout le siège de l'UES est équipé d'un bac de 45 L, de huit bacs de 6 L et d'une grande poubelle de 240 L.

Utilisation durable des ressources

L'UES utilise pour son usage interne du matériel informatique dernière génération, et des méthodes de virtualisation d'infrastructures, d'applications et de postes de travail réduisant la consommation énergétique de façon significative. Grâce à son entité ITS Integra, l'UES bénéficie des services proposés de Cloud Computing et des datacenters qui permettent de réduire le nombre d'équipements utilisés (serveurs, stockage, réseau) réduisant ainsi la consommation d'énergie.

La consommation d'énergie, les mesures prises pour améliorer l'efficacité énergétique et le recours aux énergies renouvelables

Les consommations d'énergie concernent uniquement les consommations d'électricité.

En 2016, l'UES a consommé :

- 767,6 MWh pour ses bâtiments (contre 752 MWh en 2015)
- 1983 Mwh pour le datacenter Interxion (contre 1632 MWh en 2015)
- 457,8 Mwh pour le datacenter Equinix (contre 449 MWh en 2015)

De nombreuses actions sont mises en place pour réduire la consommation d'énergie au sein des établissements du groupe. Toutes ces actions ne sont pas systématiques sur l'ensemble des établissements mais appliquées dès que les moyens le permettent. Les principales sont citées comme suit :

- Remplacement des ampoules et spots par des systèmes basse consommation ;
- Déconnexion de lampes, néons ou ampoules non indispensables ;
- Système de mise en veille automatique des PC après 3 minutes sans action ;
- Système de coupure automatique des éclairages des lieux communs ;
- De façon générale, une préférence pour les fournisseurs ayant une démarche en cohésion avec la norme ISO14001 ;
- Participation au programme Equilibre + EDF : favoriser le recours aux énergies renouvelables dans les datacenters et le financement de programme de développement durable.

Les datacenters de ITS Integra, entité de l'UES spécialisée en hébergement et Système d'infogérance hors site, ont des spécificités prévues pour diminuer la consommation énergétique.

- Matériels choisis respectant :
 - Rapport puissance/efficacité,
 - Echangeurs et économiseurs d'air,
 - Cold corridor : confinement de l'air froid pour l'envoyer directement dans les serveurs. Cela permet aux climatisations de ne pas refroidir la salle entière mais d'envoyer seulement l'air frais au serveur. Mis en place pour les serveurs d'Interxion.
 - Installation de variateurs de vitesse : en limitant la survitesse dans les pompes d'eau glacée ces variateurs entraînent une économie d'énergie.
 - Aspiration de l'air froid/chaud réduisant la consommation d'énergie.
- Une configuration respectant :
 - Design des infrastructures de climatisation et électriques : refroidissement à air libre (free cooling) et réutilisation de la chaleur, réglages des seuils, dispersion énergétique, etc.
 - Gestion des lumières sur site : compact fluorescent light bulbs and LED lights,
 - Optimisation de l'utilisation des fluides (humidificateur, circuits d'eau, glycol)
 - Régulation et optimisation de la production de froid (pilotage centralisé des chillers)
 - La mise en place de serveurs plus puissants permet une utilisation optimale des machines.

Changement climatique : Les rejets de gaz à effet de serre

La gestion des émissions de Gaz à Effet de Serre fait partie intégrante de la politique de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) qui prend en compte l'impact de l'entreprise sur son environnement et sur les sociétés. Les émissions de GES (exprimées en tonne équivalent CO₂ (teqCO₂)) du groupe en 2016 sont les suivantes :

Résultats GES : comparatif 2016 vs 2015						
	Bâtiments		Datacenters		Véhicules	
Méthodologie	Méthodologie Bilan GES (ADEME)				Multiplication des émissions de CO2 propres à chaque véhicule par le nombre de kilomètres réellement parcourus en 2016	
	Périmètre	Valeurs	Périmètre	Valeurs	Périmètre	Valeurs
2016	100% des bâtiments de l'UES ITS	58,5 teqCO2	Datacenter Interxion Datacenter Equinix	219,7 teqCO2	Parc UES (140 voitures)	256 teqCO2
2015	100% des bâtiments de l'UES ITS	59 teqCO2	Datacenter Interxion Datacenter Equinix	162 teqCO2	Parc UES (163 voitures)	344 teqCO2

Résultats GES : Année de référence 2011			
	Bâtiments	Datacenters	Véhicules
Méthodologie	Base Carbone – Electricité 2011 (ADEME)	Base Carbone – Electricité 2011 (ADEME)	Base Carbone – Gasoil Routier (ADEME) Somme des notes de frais « Transport » et des cartes essences changées en équivalent carburant diesel
Périmètre	93% des bâtiments de l'UES ITS	Datacenter Integra	ITS Group (67 voitures)
Valeurs	104 teqCO2	76 teqCO2	251 teqCO2

Les postes les plus émetteurs de gaz à effet de serre sont liés à l'utilisation d'équipements de production électronique : en amont par leur utilisation pour les clients, et en aval par le recyclage des déchets d'équipement électriques et électroniques (DEEE). L'émission de ces équipements est donc du seul ressort de leurs constructeurs. L'UES n'a de marge de manœuvre que sur ses fournisseurs et ses datacenters.

Cependant l'UES en est consciente et a mis des mesures en place pour réduire l'empreinte carbone de sa flotte de véhicules : diminution de la limite d'émission de la flotte de véhicules à 120 g/km de CO2 (la moyenne est à 112 g/km de CO2) et retrait des véhicules les plus anciens et les plus consommateurs. En effet depuis 2011, les émissions de CO2 du parc automobile de l'UES est le même alors que le nombre de voitures a augmenté de 150%. Ceci montre la volonté de la Direction de [remplacer ses véhicules par des véhicules garantissant une empreinte carbone moins impactante](#).

De même, depuis 2011, le déménagement de l'UES de Nanterre à Boulogne-Billancourt vers des bâtiments moins énergivores a contribué à sa transition énergétique.

En 2016, l'UES continue ses actions visant à réduire les émissions. Elle incite d'une part ses employés à prendre les transports en commun et lance en 2017 une étude de mise en place d'un logiciel de covoiturage pour les collaborateurs du siège de Boulogne-Billancourt. Elle permet d'autre part le télétravail et met à disposition des outils de conférence téléphonique pour faciliter la communication.

Les engagements sociétaux en faveur du Développement Durable

Impact territorial, économique et social de l'activité de la société

En matière d'emploi et de développement régional

Le groupe est implanté dans 14 villes entre la France, la Belgique et la Suisse. Hormis l'évolution des effectifs associés à chacune des villes (volet social de ce rapport), l'UES n'est pas en mesure de quantifier l'impact territorial de ses activités.

Sur les populations riveraines ou locales

De même, l'UES n'est pas en mesure de quantifier l'impact de ses activités sur les populations riveraines ou locales.

Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées

Les conditions du dialogue avec ces personnes ou organisations

Afin de maintenir une offre de qualité, l'UES procède à des évaluations de la satisfaction de ses clients et au benchmark avec d'autres sociétés du numérique.

Les actions en partenariat ou de mécénat

L'UES tisse des liens avec 17 partenaires RSE.

- Pour ses démarches de collecte, recyclage et valorisation des déchets, l'UES fait appel à des entreprises du secteur adapté protégé. Voici quelques exemples :
 - Mon ExTel: Entreprise qui recycle nos anciens téléphones mobiles au bénéfice d'associations.
 - Cèdre distribue le papier collecté de nos locaux à des entreprises adaptés en France.
 - L'UES fait appel à l'entreprise adaptée « Les paniers du citoyen », qui fait confectionner des paniers de fruits, par des travailleurs handicapés de l'ESAT les Bouleaux, favorisant l'agriculture maraîchère de la région Ile de France.
 - Le restaurateur de l'entreprise choisi par l'UES a une forte politique RSE. Ce restaurant offre une aide intergénérationnelle, en recrutant des femmes de plus de 45 ans rencontrant une difficulté à trouver un emploi, et des jeunes sans diplôme ni formation. Des formations sur les bases d'hygiène et de l'incendie leurs sont proposées.

Dans le cadre de la Semaine Européenne du Développement Durable (SEDD) en juin 2016, l'UES a fait appel à l'entreprise Rêves d'enfants pour installer un stand « cyclos smoothies » consistant à mixer des fruits frais en pédalant sur un vélo. Les collaborateurs ont ainsi pu manger sain et prendre conscience de la valeur de l'énergie.

Pour chaque participation à la SEDD nous nous sommes engagés à verser 1 euro pour soutenir l'agroforesterie. 110 euros seront donc investis grâce à notre partenaire du développement durable Pur Projet.

1 euro pour ce même partenaire a été récolté pour chaque questionnaire rempli entièrement lors du Dialogue parties prenantes, ce qui a permis la récolte de 208 euros supplémentaire en faveur de l'agroforesterie.

L'UES adhère au Pacte des Nations Unies (Global Compact). Depuis plusieurs années, l'UES participe à des courses solidaires. En 2016, 9 collaborateurs de l'UES ont participé à la 18ème

édition de la course « Courir Ensemble » au profit de Handicap International. L'UES a pris en charge les droits d'inscription à la manifestation, versés pour le financement des programmes de l'association.

Sous-traitance et fournisseur

La prise en compte dans la politique d'achats des enjeux sociaux et environnementaux

Pour plus d'harmonisation, la charte d'achats responsables a été intégrée dans la politique RSE du système de management intégré responsable (SMIR). Elle respecte les engagements du Pacte mondial des Nations Unies et de l'organisation Internationale du Droit du Travail tout en incitant ses collaborateurs à veiller aux achats qu'ils entreprennent pour l'UES.

En 2017 va être adressé à nos fournisseurs un Pacte d'adhésion avec des clauses environnementales et sociales à respecter.

L'importance de la sous-traitance et la prise en compte dans les relations avec les fournisseurs et les sous-traitants de leur responsabilité sociale et environnementale

L'UES utilise la sous-traitance de consultants indépendants pour répondre à des besoins très spécifiques pour ses clients. Leurs prestations de services sont exécutées dans le respect des règles et recommandations de l'OIT et du Pacte Mondial, respectant ainsi les règles éthiques et déontologiques de l'UES.

L'UES sous-traite son parc de véhicules automobiles. Dans la mesure du possible, la priorité est donnée aux véhicules hybrides répondant aux normes environnementales en vigueur.

L'UES utilise les services d'un loueur de datacenters pour y héberger ses propres installations informatiques. Ces datacenters répondent à des normes de construction, d'installation, et de sécurité complexes. C'est pourquoi l'UES a souhaité faire appel à un spécialiste et sous-traiter ce domaine.

En 2016, 4 datacenters présents sur 3 différents sites sont sous-traités par deux fournisseurs. Deux datacenters le sont par EQUINIX (certificat Equilibre EDF) et deux autres le sont par INTERXION (certifiée ISO 14001 en 2013, certificats Equilibre et Equilibre+ EDF en 2014, certification ISO 50001 pour le management de l'énergie en 2015) pour le bon fonctionnement de nos activités.

Loyauté et pratique

Les actions engagées pour prévenir la corruption

Comme précisé dans la politique RSE, l'UES s'engage à respecter les Principes de la Convention des Nations Unies contre la corruption. En cela, l'UES se refuse d'offrir, recevoir ou fournir, directement et/ou indirectement, un avantage quelconque (qu'il soit monétaire ou en nature) à un représentant de l'État ou de la part de celui-ci, à un parti politique ou de la part de celui-ci, à un employé ou agent d'un client public ou privé ou de la part de ceux-ci, à un organisme de prêt ou d'une banque ou de la part de ceux-ci, dans le seul but d'obtenir ou de maintenir une transaction commerciale ou encore de recevoir une quelconque facilité ou faveur impliquant la transgression d'une réglementation.

Les mesures prises en faveur de la sécurité de l'information

Certifiée ISO 27001 depuis 2013, l'entité ITS Integra a renouvelé sa certification en 2016, ce qui garantit la bonne gestion du système de sécurité de l'information (disponibilité, intégrité, confidentialité et traçabilité de l'information).

Fort de cette reconnaissance, ITS Integra s'est également orientée vers l'hébergement spécifique des données de santé et pour ce faire est en cours de finalisation du dossier d'agrément auprès de l'ASIP Santé.

Dans la lignée de ces choix stratégiques, et pour intégrer au mieux les principes de la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978, ITS Integra a nommé un CIL (Correspondant Informatique et Libertés). Celui-ci tient à jour le registre de l'entreprise identifiant et contrôlant les applications contenant de la donnée personnelle afin de maîtriser leurs usages. De plus ITS Integra est en cours d'intégration des directives du RDGP (Règlement Européen des Données Personnelles) qui doit entrer dans le cadre légal en France le 25 mai 2018.

A noter :

L'ensemble de ces mesures ne concernent en 2016 que l'entité ITS Integra. Cependant, l'ensemble des bonnes pratiques en termes de sécurité du système d'information est déployé progressivement au niveau de l'UES. Pour ce faire, l'UES a mis en place une politique de classification des informations et des règles d'accès et d'usages, ainsi qu'une Charte d'usage des moyens informatiques et de télécommunications unique.

Un RSSI est également présent au sein de chaque filiale et au niveau du groupe. Un relais sécurité vient en appui dans chaque entité géographique pour garantir la fluidité de l'information.

Enfin une sensibilisation de l'ensemble des collaborateurs au respect des mesures de sécurité essentielles est assurée de façon régulière, comme par exemple via les sessions d'accueil – une campagne e-learning a été menée sur l'ensemble des collaborateurs sur les bases des connaissances sécurité essentielles, les résultats ont été traités.

Autres actions engagées en faveur des droits de l'Homme

L'UES a signé le Pacte des Nations Unies en 2011 et la déclaration du Pacte Mondial des Nations Unies en Septembre 2009. L'UES a choisi de s'engager dans une démarche globale de Développement Durable.

**COMPTES CONSOLIDÉS
AU 31 DECEMBRE 2016**

PRESENTATION DU GROUPE

Informations juridiques au 31 décembre 2016.

ITS GROUP est une Société Anonyme à Conseil d'administration.
Capital : 3.924.322,50 euros, divisé en 7.848.645 actions
Siège social : 42, rue de Bellevue – 92100 Boulogne-Billancourt
Immatriculation : RCS de Nanterre B 404 536 922
Code APE : 6202 A

Informations boursières.

Cotation : Eurolist - Compartiment C - Euronext Paris (Code : 7384)
Introduction en Bourse : en octobre 1999 au Marché Libre de la Bourse de Paris, et transfert en janvier 2001 au Second Marché.
Capitalisation Boursière : 55,9 M€ au 28 avril 2017

Informations financières.

Les comptes consolidés présentés dans ce document ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 28/04/2017 et sont soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires du 30 juin 2017.

Les données financières du présent document sont exprimées en milliers d'euro (sauf indication contraire)

Activités.

Supervision, Exploitation et Performance des Infrastructures Informatiques sont au cœur de la stratégie de ITSGROUP, société de conseil et d'intégration, qui s'est positionnée, dès sa création, en tant que spécialiste expert sur ces marchés porteurs.

ITS GROUP se différencie des SSII généralistes par un positionnement fort en « gestion des Infrastructures IT » et s'appuie sur les technologies phares des plus grands éditeurs de logiciels du marché pour un développement durable créateur de valeur autour de ses différents pôles de compétences :

- prestations réalisées sur site client (supervision et pilotage de l'ensemble des composants technologiques) ;
- prestations hors site client (hébergement à valeur ajoutée, l'infogérance et l'exploitation outsourcée de systèmes informatiques) ;
- solutions d'intégration d'infrastructures informatiques (négoce hardware et software) et prestations d'intégrations associées.

ITS GROUP intervient aussi en amont de ces activités par des prestations de conseil et d'accompagnement des projets de refonte des offres, d'évolution des systèmes d'information et de transformation des organisations.

Le groupe complète ses activités autour de la mobilité et de l'évolution applicative des Systèmes d'Information.

ETATS FINANCIERS

Etats de situation financière

ACTIF en K€	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Ecarts d'acquisition	A1	35 371	35 056
Immobilisations incorporelles	A2	2 177	1 732
Immobilisations corporelles	A2	4 042	5 546
Titres mis en équivalence	A3	-	53
Actifs financiers non courants	A4	3 599	3 736
Actifs d'impôts différés	A5	432	342
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		45 621	46 466
Stocks	A6	89	306
Clients	A7	59 157	58 456
Autres actifs courants	A8	9 027	10 543
		68 273	69 305
Trésorerie et équivalents	A9	9 494	7 304
TOTAL ACTIFS COURANTS		77 767	76 609
TOTAL ACTIF		123 389	123 075
PASSIF en K€	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Capital social	B1	3 924	3 924
Primes		7 307	7 307
Réserves consolidées		32 742	31 500
Résultat net		2 114	2 434
Capitaux propres part du groupe		46 087	45 164
Intérêts minoritaires		523	197
TOTAL CAPITAUX PROPRES		46 610	45 361
Provisions	B2	1 724	1 300
Passifs financiers non courants	B2	7 030	7 974
Passifs d'impôts différés	B4	374	376
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		9 129	9 651
Provisions	B3	356	574
Passifs financiers courants	B3	3 817	8 428
Instruments dérivés Passif		-	6
Fournisseurs		33 042	26 197
Dettes fiscales et sociales	B3	24 333	25 630
Autres passifs courants	B3	6 103	7 229
TOTAL PASSIFS COURANTS		67 650	68 063
TOTAL PASSIF		123 389	123 075

Compte de résultat consolidé

en K€	Notes	31/12/2016	31/12/2015
		12 mois	12 mois
Chiffre d'affaires		188 806	192 159
Achats consommés	C1	83 472	88 547
Achats et charges externes		8 933	9 288
Charges de personnel	C2	86 811	86 449
Impôts et taxes		691	648
Dotations aux amortissements et aux provisions		2 604	2 246
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		6 295	4 982
Autres produits opérationnels	C3	183	328
Autres charges opérationnelles	C4	2 185	931
RESULTAT OPERATIONNEL		4 293	4 378
Produits de trésorerie & équivalents de trésorerie		283	540
Coût de l'endettement financier		655	719
RESULTAT FINANCIER	C5	- 372	- 179
Résultat des sociétés mises en équivalence		-	-
Charge d'impôts sur le résultat	C6	1 746	1 738
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		2 176	2 461
Intérêts minoritaires		62	27
RESULTAT NET PART DU GROUPE		2 114	2 434
Résultat par action (en euros)	C7	0,27	0,31
Résultat dilué par action (en euros)	C7	0,27	0,31

Etat du résultat global consolidé

En K€	31/12/2016	31/12/2015
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	2 176	2 461
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL		
participations en équivalence	-	-
Impôt sur le résultat des autres éléments du Résultat Global		
Ecart actuariel et Ecart de conversion	- 247	
AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL NET D'IMPOTS	- 247	-
RESULTAT GLOBAL TOTAL	1 929	2 461
RESULTAT GLOBAL TOTAL ATTRIBUABLE	1 929	2 461
Aux Actionnaires d'ITS GROUP	1 867	2 434
Aux intérêts minoritaires	62	27
RESULTAT GLOBAL TOTAL	1 929	2 461

Tableaux de Flux de Trésorerie Consolidés

En K€	Notes	31/12/2016	31/12/2015
Résultat net		2 176	2 461
Elimination des amortissements et provisions		3 635	2 431
Elimination des plus ou moins-values de cessions		-193	-252
Marge brute d'autofinancement après coût financier net et impôt		5 618	4 639
Elimination des impôts	C6	1 746	1 738
Elimination coût endettement financier	C5	264	322
Marge brute d'autofinancement avant coût financier net et impôt		7 628	6 700
Incidence de la variation du BFR lié à l'activité	D1	-3 987	2 930
Impôts payés		-1 551	-1 703
Flux nets générés par (affectés à) l'exploitation (A)		10 064	2 066
Acquisitions d'immo. Corporelles et incorporelles nettes des cessions	A2	-1 279	-3 886
Variations nettes des immobilisations financières		147	-167
Incidence des variations de périmètre : Acquisitions	D2	-246	-1 046
Dettes sur immobilisations			
Flux net provenant des (affectés aux) investissements (B)		-1 378	-5 098
Dividendes versés aux actionnaires		-765	-768
Souscription d'emprunt	B3	1 013	6 416
Remboursements d'emprunts	B3	-6 582	-5 762
Actions propres		-45	-50
Intérêts versés	C5	-264	-322
Augmentation de capital en numéraire		0	0
Rachat - Cession de Minoritaires		129	-48
Flux net provenant du (affecté au) financement (C)		-6 514	-534
Incidence de la variation des taux de change (D)		16	65
Variation de trésorerie (A)+ (B) + (C)+ (D)		2 189	-3 501
Trésorerie et équivalent de trésorerie d'ouverture		7 304	10 805
Trésorerie et équivalent de trésorerie de clôture	A6	9 493	7 304
Trésorerie positive		9 494	7 304
Trésorerie négative et autres valeurs		-1	0
Trésorerie clôture		9 493	7 304

Variations des Capitaux Propres Consolidés

Capitaux propres, part du groupe (en K€)	Nombre d'actions (en milliers)	Capital	Primes	Résultat net part du groupe	Réserves consolidées	Capitaux propres part du groupe
Capitaux propres 01/01/2015	7 849	3 924	7 307	4 277	27 971	43 479
Résultat 31/12/2015				2 434		2 434
Affectation du résultat 2014				-4 277	4 277	-
Dividendes mis en distribution					-768	-768
Ecart de conversion effet de change					91	91
Variation des actions propres					-50	-50
Rachat des minoritaires IBELEM					-22	-22
Capitaux propres 31/12/2015	7 849	3 924	7 307	2 434	31 500	45 164
Capitaux propres 01/01/2016	7 849	3 924	7 307	2 434	31 500	45 164
Résultat 31/12/2016				2 114		2 114
Affectation du résultat 2015				-2 434	2 434	-
Dividendes mis en distribution					-765	-765
Ecart de conversion effet de change					12	12
Variation des actions propres					-45	-45
IFC - Ecart actuariel					-259	-259
Cession aux minoritaires MIB Suisse (1)					-125	-125
Autres variations					-10	-10
Capitaux propres 31/12/2016	7 849	3 924	7 307	2 114	32 742	46 087

Intérêts minoritaires (en K€)	Intérêts minoritaires
Intérêts minoritaires au 01/01/2015	198
Résultat 2015	27
Ecart de conversion effet de change	-2
Intérêts minoritaires au 31/12/2015	197
Intérêts minoritaires au 01/01/2016	197
Résultat 2016	62
Ecart de conversion effet de change	6
Cession aux minoritaires MIB Suisse (1)	226
Autres variations	33
Intérêts minoritaires au 31/12/2016	523

- (1) La diminution de 125 K€ correspond à la cession par ITS Group de 23 % de sa participation dans MIB Suisse, ce qui porte sa participation à 66,96 %.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1) Faits marquants de l'exercice

Une année de consolidation

Après une année 2015 de transition, la performance opérationnelle courante s'est améliorée significativement et le résultat opérationnel courant progresse de +26%.

Grâce à un meilleur taux d'activité sur les effectifs facturables, les « prestations de services » ont connu une année en amélioration, marquée par le gain de nouveaux contrats significatifs pluriannuels. Un des enjeux majeurs sur ces activités est lié à la capacité de recrutement et de fidélisation des collaborateurs du groupe pour lesquels de nombreuses actions ont été entreprises et la croissance embarquée liée à la progression des effectifs facturables permettra d'accélérer la hausse de cette activité en 2017.

L'activité « hosting, cloud et services managés », après avoir souffert pendant près de deux années, a réalisé un bel exercice, portée à la fois par l'essor du cloud et la croissance de son chiffre d'affaires, et par la mutualisation et de la rationalisation des coûts de production. L'exercice 2017 devrait à nouveau confirmer cette bonne orientation, grâce à la forte récurrence de l'activité et au dynamisme commercial.

Enfin, les économies de coûts réalisées et l'adaptation des structures ont permis de préserver le résultat des métiers de « ventes d'infrastructures / intégration » malgré le net recul du chiffre d'affaires. La priorité en 2017 sera d'accélérer la transformation du modèle vers plus de valeur ajoutée et d'optimiser les marges.

Acquisition de la société Insyweb

Le 13 octobre 2016, ITS Group a acquis 100% du capital de la société Insyweb spécialisée dans la conception, l'évolution et la maintenance des Systèmes d'Information, notamment sur des projets de virtualisation. Spécialiste des infrastructures, Insyweb offre à ses clients un accompagnement sur mesure et les aide à optimiser les aspects techniques et organisationnels de leurs projets. Basée à Paris, Insyweb a développé une clientèle de grands comptes très complémentaire de celle d'ITS Group, notamment dans le domaine de la Banque Assurance. Cette société, non endettée, réalise un chiffre d'affaires rentable de plus de 2 M€. Les collaborateurs d'Insyweb ont rejoint les effectifs du pôle « prestations de services », ce qui permettant d'accélérer la croissance de cette activité conformément à la stratégie du Groupe.

Au 31/12/2016, les équipes opérationnelles étant déjà intégrées et pour une simplification juridique, la société Insyweb a été fusionnée avec ITS Group par le biais d'une Transmission Universelle de Patrimoine.

2) Secteurs opérationnels

Conformément à la norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels, l'information financière publiée correspond à l'information sur laquelle la direction s'appuie en interne, pour évaluer la performance des segments et décider de l'affectation de ressources aux segments opérationnels.

La présentation de certains segments opérationnels a évolué et par conséquent, l'information financière comparative a été retraitée au titre des exercices 2015. Cette évolution a consisté au regroupement par business model de certains segments, tels que présentés ci-dessous.

- **1^{er} SEGMENT : les métiers centrés sur trois principaux pôles de compétences.**

Prestations de services : la gestion des infrastructures représente le cœur de l'activité du groupe. Ce segment se décompose en :

- prestations réalisées sur le site client (supervision et pilotage de l'ensemble des composants technologiques) ;
- conseil et accompagnement des projets de refonte des offres, d'évolution des systèmes d'information et de transformation des organisations.

Vente d'infrastructures / Intégration :

- le négoce et prestations d'intégration associées (ITS Overlap) ;
- mobilité (prestations de services et ventes de software liés au nomadisme informatique)

Hosting / cloud / services managés :

- prestations hors site client (hébergement à valeur ajoutée, l'infogérance et l'exploitation outsourcée de systèmes informatiques)

- **2ND SEGMENT : zone géographique.**

France et hors France (Belgique et Suisse).

Métiers	CHIFFRE D'AFFAIRES			
	au 31/12/2016		au 31/12/2015	
	en K€	en % du CA groupe	en K€	en % du CA groupe
Prestations de services	80 292	43%	79 734	41%
<i>Dont France</i>	76 113		75 077	
<i>Dont Belgique</i>	4 179		4 657	
Ventes d'infrastructures / intégrations	88 104	47%	93 409	49%
<i>dont France</i>	77 561		84 455	
<i>dont Suisse</i>	10 543		8 954	
Hosting / cloud / services managés	20 410	11%	19 016	10%
	188 806	100%	192 159	100%

Métiers	RESULTAT OPERATIONNEL COURANT			
	au 31/12/2016		au 31/12/2015	
	en K€	en % du CA groupe	en K€	en % du CA groupe
Prestations de services	4 231	67%	3 479	70%
<i>Dont France</i>	4 048		3 323	
<i>Dont Belgique</i>	183		156	
Ventes d'infrastructures / intégrations	788	13%	1 022	21%
<i>dont France</i>	577		824	
<i>dont Suisse</i>	211		198	
Hosting / cloud / services managés	1 276	20%	481	10%
	6 295	100%	4 982	100%

Métiers	RESULTAT NET			
	au 31/12/2016		au 31/12/2015	
	en K€	en % du CA groupe	en K€	en % du CA groupe
Prestations de services	1 275	59%	1 921	79%
<i>Dont France</i>	1 206		1 871	
<i>Dont Belgique</i>	69		50	
Ventes d'infrastructures / intégrations	169	8%	435	18%
<i>dont France</i>	16		313	
<i>dont Suisse</i>	153		122	
Hosting / cloud / services managés	732	34%	78	3%
	2 176	100%	2 434	100%

Métiers	Ecart d'Acquisition	
	au 31/12/2016	au 31/12/2015
	en K€	en K€
Prestations de services	27 993	27 723
<i>Dont France</i>	27 249	26 979
<i>Dont Belgique</i>	744	744
Ventes d'infrastructures / intégrations	2 882	2 837
<i>dont France</i>	1 759	1 778
<i>dont Suisse</i>	1 123	1 059
Hosting / cloud / services managés	4 496	4 496
	35 371	35 056

Métiers	Passifs financiers	
	31/12/2016	au 31/12/2015
	en K€	en K€
Prestations de services	2 479	5 533
<i>Dont France</i>	2 376	5 198
<i>Dont Belgique</i>	103	336
Ventes d'infrastructures / intégrations	4 813	6 152
<i>dont France</i>	4 732	5 852
<i>dont Suisse</i>	80	300
Hosting / cloud / services managés	3 496	4 951
	10 788	16 636

3) Bases de préparation des états financiers

▪ Base de préparation de l'information financière

Les comptes consolidés du Groupe ITS GROUP sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel qu'adopté dans l'union européenne.

En application des normes de présentation IFRS, ITS GROUP présente au bilan, de façon séparée, ses actifs et passifs courants et non courants en fonction que le Groupe s'attende ou non à les réaliser, consommer ou régler durant son cycle normal d'exploitation lequel s'entend au-dessous de 12 mois après la clôture.

Toutes les sociétés sont consolidées sur la base des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2016, ou de situations arrêtées à cette même date pour les sociétés dont la date d'arrêté comptable est différente du 31 décembre, en harmonisation avec les principes comptables du Groupe.

Les principales nouvelles normes, amendements, améliorations et interprétations applicables au 1er janvier 2016 n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés au 31 décembre 2016.

Par ailleurs, le Groupe n'a pas choisi d'appliquer de normes, amendements de normes ou interprétations par anticipation.

Les effets de l'application de la norme IFRS 15 sur la comptabilisation du chiffre d'affaires à partir du 1^{er} janvier 2018, et du projet d'application de la norme IFRS 16 relative aux contrats de location, applicable à partir du 1^{er} janvier 2019 (sous réserve d'adoption par l'Union européenne), sont en cours d'analyse par le Groupe.

▪ Estimation de la Direction

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par la Direction du Groupe qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans les notes annexes.

La Direction du Groupe revoit ses estimations et ses hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles. L'impact des changements d'estimations comptables est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes futures affectées.

Par ailleurs, outre l'utilisation d'estimations, la Direction fait appel à son jugement afin de déterminer le traitement comptable approprié de certaines opérations, dans l'attente de la clarification de certaines normes IFRS ou lorsque les normes en vigueur ne traitent pas des problématiques concernées.

Les résultats réels peuvent être différents des estimations. Les principales estimations faites par la Direction lors de l'établissement des comptes consolidés portent notamment sur les hypothèses retenues pour la valorisation des écarts d'acquisition (note A1), des actifs incorporels (note A2), des passifs non courants (note B2) et des IDR (chapitre Principes et Méthodes comptables - § Provisions) Ces hypothèses sont détaillées dans les méthodes comptables ci-après.

Principes et Méthodes Comptables

▪ **Écarts d'acquisition**

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition et la juste valeur à la date d'acquisition des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels. Ils sont testés au niveau de l'unité génératrice de trésorerie. Le Groupe dispose d'un délai de douze mois à compter de la date d'acquisition pour finaliser la valorisation de ces actifs et passifs. Au-delà de ce délai, les effets sont constatés en résultat.

Conformément à IFRS 3 révisée :

- Tout ajustement du prix d'acquisition est comptabilisé à la juste valeur dès la date d'acquisition ;
- Les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charge sur la période.

▪ **Dépréciation des écarts d'acquisition.**

La méthode de suivi mise en place pour l'évaluation des écarts d'acquisition est la méthode des DCF (Flux de Trésorerie Actualisés).

Pour effectuer ces tests, les écarts d'acquisition sont ventilés en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables. Le découpage en UGT est réalisé au niveau des entités juridiques : chaque société correspond à une UGT.

La valeur comptable de l'actif est comparée à sa valeur recouvrable, et correspond au maximum de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité, déterminée par la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés. Cette méthode utilise les projections de flux de trésorerie établies à partir d'estimations et plan à moyen terme (au maximum sur 5 ans). Les prévisions sont fondées sur des plans d'actions par entités. Au-delà, les flux de trésorerie sont extrapolés à partir d'un taux de croissance à l'infini.

En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite sur la ligne « Dépréciation d'actifs » en résultat opérationnel. Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles même si la valeur d'utilité de l'actif se rétablit dans les années futures.

Les hypothèses financières utilisées dans les calculs des valeurs d'utilité des UGT sont les suivantes :

- Coût moyen pondéré du capital (WACC) : 9,9 % pour 2016 et 10,1 % pour 2015
- Taux de croissance à l'infini : de 1 ou 2 % pour 2016 et 2015 selon les sociétés du groupe

Ces hypothèses ont été retenues par la direction générale en fonction de l'appréciation des résultats passés et de la situation financière actuelle du groupe. La tendance relative aux hypothèses d'activité demeure proche des réalisations enregistrées sur les exercices précédents. Les taux de marge opérationnels pris en compte sont cohérents avec les taux de marge historiquement constatés. Une analyse de sensibilité est effectuée sur le taux d'actualisation (WACC), sur le taux de croissance et sur la marge opérationnelle

▪ **Immobilisations incorporelles**

En application de la norme IAS 38, les fonds de commerce ne remplissant pas les critères de reconnaissance d'un actif identifiable sont en conséquence reclassés en écarts d'acquisition et font l'objet de tests de perte de valeur au moins une fois par an.

En revanche, lorsqu'une marque remplit ces critères et lorsqu'elle peut être évaluée de façon fiable, elle est reconnue en immobilisation incorporelle séparément du goodwill. Le groupe a choisi de valoriser celles-ci selon la méthode dite des « différentiels de marges ». Les marques non amortissables font l'objet d'un test de valeur annuel au même titre que les écarts d'acquisition.

Le groupe est amené à réaliser des développements logiciels ayant vocation à être commercialisés. Les coûts sont constitués par la masse salariale chargée affectée à ces développements et sont comptabilisés en « Immobilisations en cours » pendant la phase de conception de ces logiciels, puis transférés au poste « Immobilisations incorporelles » dès lors qu'ils sont prêts à être commercialisés. Ils sont amortis sur une durée de 1 à 3 ans en mode linéaire.

Les autres immobilisations incorporelles, notamment les logiciels à usage interne, sont amortis sur leur durée de vie probable par application de taux d'amortissement linéaire sur 3 à 5 ans.

▪ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Le groupe n'a pas opté pour la méthode de réévaluation de ses actifs.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie probable par application des taux suivants :

- Installation et agencement : linéaire sur 5 à 10 ans
- Matériel informatique et matériel de bureau : linéaire sur 3 à 5 ans
- Mobilier : linéaire sur 5 à 10 ans

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes.

Location-financement

Les contrats de location d'immobilisations pour lesquels le groupe supporte substantiellement la quasi-totalité des avantages et risques inhérents à la propriété des biens sont considérés comme des contrats de location financement et font à ce titre l'objet d'un retraitement.

Les actifs en location financement sont comptabilisés au bilan en immobilisations corporelles diminuées des amortissements cumulés. Ils sont amortis sur leur durée prévue d'utilisation ; au passif la contrepartie des contrats retraités figurent en dettes financières.

Les contrats de locations simples sont présentés dans les engagements hors bilan.

▪ Actifs financiers non courants

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils sont inclus dans les actifs non courants dès lors que leur échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture. Ils font l'objet d'une actualisation si l'effet est considéré comme significatif.

Actifs détenus jusqu'à l'échéance

Les actifs détenus jusqu'à l'échéance comprennent principalement les dépôts et cautionnements. Ils sont classés en actifs financiers non courants.

Il s'agit des sommes versées aux bailleurs en garantie des loyers. La valeur de ces actifs est réajustée régulièrement lors de la révision des loyers. Ils font l'objet d'une actualisation si l'effet est considéré comme significatif.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente correspondent à des titres de participation de sociétés non consolidées. Ils sont inclus dans les actifs non courants, sauf si le groupe compte les vendre dans les douze mois suivant la date de clôture. Ils sont maintenus au bilan à leur coût d'acquisition que le groupe estime représenter leur juste valeur, en l'absence d'un marché actif. En cas de baisse durable de leur valeur d'utilité, une perte de valeur est constatée. La valeur d'utilité est déterminée en fonction de critères financiers tels que quote-part de capitaux propres et perspective de rentabilité.

▪ Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « impôts sur le résultat », des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable.

Les impôts différés sont évalués au taux d'impôt dont l'application est connue à la date d'arrêté des comptes. L'imposition a été ajustée afin de tenir compte de l'incidence des changements de législation fiscale et des nouveaux taux d'imposition. A ce titre, les impôts différés à long terme, essentiellement relatifs aux marques acquises et sur les IDR, ont été réévalués selon le taux applicable à partir de 2020 de 28,92 %. Pour le reste le taux d'impôt différé retenu s'élève à 33,33 %, tout comme l'année précédente.

▪ CVAE

La Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée produite par les entreprises et présentant certaines caractéristiques la rapprochant d'un impôt sur le résultat au regard d'IAS 12.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016, le montant de la CVAE s'élève à 1 531 K€ et représente un impact positif sur le résultat opérationnel courant de 0,8 %.

▪ Stocks

Le stock est évalué au coût d'achat, et est déprécié, le cas échéant, afin de le ramener à la valeur nette probable de réalisation. En général les dépréciations sont progressives en fonction de l'ancienneté du matériel.

▪ Créances clients

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont appréciées individuellement, et le cas échéant font l'objet d'une provision pour dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

▪ Autres actifs courants

Ils sont évalués à leur valeur nominale, sous déduction des éventuelles dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

▪ Trésorerie et équivalents

La ligne Trésorerie et équivalents comprend les dépôts à vue et SICAV qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du groupe.

Les placements à court terme sont évalués à leur valeur liquidative à la date de clôture. Les écarts de valorisation sont comptabilisés en résultat financier de la période.

▪ Auto contrôle

Les actions de la société ITS GROUP détenues par ITS GROUP sont inscrites en diminution des capitaux propres consolidés pour leur valeur d'acquisition.

Le résultat des acquisitions/cessions éventuelles des actions auto-détenues est directement imputé dans les capitaux propres consolidés et n'affecte pas le résultat de l'exercice.

▪ Provisions

Conformément à la norme IAS 37, des provisions sont comptabilisées lorsque, à la date de clôture de l'exercice, il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un évènement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentative d'avantages économiques. L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation.

Les provisions sont actualisées conformément à la norme IAS 32 lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel :

- les provisions destinées à couvrir les litiges dont le dénouement est supérieur à un an,
- les engagements de retraite sont provisionnés conformément à la norme IAS 19, dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés sont évalués par un logiciel acquis auprès d'une société d'actuariat spécialisée en retraite et prévoyance. D'après cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée et enregistrée dans les comptes sociaux en provision pour charges.

Les éléments de calcul retenus sont les suivants :

☞	Méthode de calcul utilisée :	unité de crédit projeté
☞	Personnel concerné :	Ensemble des salariés,
☞	Mode de départ :	départs à la retraite,
☞	Taux de Turn over :	calculé en fonction des moyennes constatées par tranches d'âge au cours des 2 derniers exercices (35% pour les 20-30 ans, dégressif jusqu'à 12% pour les 50-60 ans et 0% à plus de 60 ans)
☞	Taux d'actualisation :	1,5 % en 2016 et 2 % en 2015
☞	Age de départ à la retraite :	67 ans,
☞	Taux de progression des salaires :	dégressif selon âge et catégorie (cadres / NC),
☞	Table de mortalité :	Tables prospectives par génération.

Une partie de l'engagement de retraite est couvert par des fonds externalisés (249 K€ au 31 décembre 2016) auprès d'établissements financiers spécialisés, CARDIF, filiale de BNP PARIBAS et SOGECAP filiale de la SOCIETE GENERALE.

Les provisions courantes incluent pour l'essentiel :

- Les provisions destinées à couvrir les litiges dont le dénouement est inférieur à un an.

▪ Passifs financiers

Les passifs financiers définis par la norme IAS 39 comprennent les emprunts et les contrats de location financement. La ventilation des passifs financiers entre courant et non courant est déterminée par leur échéance à la date d'arrêté suivant qu'elle soit inférieure ou supérieure à un an.

Tous les coûts relatifs aux emprunts et aux contrats de location financement sont comptabilisés en résultat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

▪ Instruments dérivés passif

ITS GROUP utilise des instruments dérivés pour la couverture de ses dettes à taux variable contre le risque de taux (couverture de flux de trésorerie futurs). Compte tenu des caractéristiques de son endettement, le Groupe ne qualifie pas sa comptabilité de couverture au sens de la norme IAS 39. Les instruments dérivés sont donc comptabilisés à leur juste valeur et les variations sont inscrites au compte de résultat.

Les instruments financiers dérivés sont enregistrés au bilan à la juste valeur. La juste valeur est déterminée à partir de techniques de valorisation faisant appel à des méthodes de calcul mathématiques fondées sur des théories financières. Cette valorisation est communiquée par la banque.

▪ Dettes fournisseurs et autres dettes

Les dettes fournisseurs et autres dettes sont comptabilisées au coût historique, considéré comme la meilleure approximation de leur juste valeur.

▪ Produits des activités ordinaires

Le chiffre d'affaires issu des activités de ITS GROUP est reconnu et présenté de la manière suivante en application des principes établis par IAS 18 « Produits des activités ordinaires » :

- Prestations de services : Les revenus du Groupe sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle les services sont rendus et sont constitués de la facturation (émise ou à établir) de prestations :
 - en régie : le revenu est égal au temps passé multiplié par un taux horaire, journalier ou mensuel ;
 - au forfait : le revenu est reconnu selon la méthode de l'avancement, proportionnellement aux dépenses engagées. Le pourcentage d'avancement est déterminé par le rapport entre le coût des services exécutés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution du contrat.
- Ventes de marchandises : la vente est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur. Cette activité de négoce concerne non seulement l'achat et revente de matériels et de logiciels informatique mais également de maintenance constructeur ou éditeur. Contrairement à la maintenance réalisée au sein du Groupe et qui relève de l'assistance technique, la maintenance éditeur ou constructeur achetée et revendue en l'état au client final et est comptabilisée en tant que marchandise.
- Les frais facturés aux clients sont comptabilisés au crédit du compte de charges correspondant.
- Commissions : lorsque le groupe agit en qualité d'agent dans une transaction, le revenu comptabilisé correspond au montant net de la marge perçue, de façon équivalente aux commissions d'apporteurs d'affaires. Les principaux critères considérés pour déterminer si le groupe agit en tant qu'agent sont la valeur ajoutée apportée et le mode de fixation des tarifs.

▪ Paiement en actions et assimilés

L'application de la norme IFRS 2 « Paiements en actions et assimilés » a pour conséquence la comptabilisation d'une charge au titre des plans d'options ou de souscription d'actions ou d'attribution gratuite d'actions accordés par le groupe à ses salariés à compter du 7 novembre 2002.

L'attribution d'options est en effet assimilée à un complément de rémunération qui doit être évalué à la juste valeur, laquelle doit être constatée en compte de résultat linéairement sur la période d'acquisition des droits à exercice pour les salariés.

La détermination de la juste valeur de ces options à la date d'attribution, confiée à un établissement spécialisé, a été effectuée en appliquant le modèle Black & Scholes.

▪ **Coût d'emprunt**

Les coûts d'emprunts sont comptabilisés en charge dans la période au cours de laquelle ils sont encourus.

▪ **Autres produits et charges opérationnels**

Les opérations non courantes de montant significatif et pouvant nuire à la lisibilité de la performance opérationnelle courante sont classées en « autres produits opérationnels et autres charges opérationnelles », conformément à la recommandation du CNC adoptée le 2 juillet 2009. Elles comprennent notamment :

- les plus ou moins-values de cessions ou dépréciations importantes et inhabituelles d'actifs, corporels ou incorporels, et de goodwill,
- les coûts de restructuration résultant de plans dont le caractère inhabituel et l'importance perturbent la lisibilité du résultat opérationnel courant,
- les provisions de matérialité très significative,
- les coûts sur opérations de croissance externe,
- les opérations à caractère non récurrents.

▪ **Résultat financier**

Le résultat financier se compose du coût de l'endettement financier net et des autres produits et charges financiers ;

Le coût de l'endettement financier net comprend :

- les produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (produits d'intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie, résultat de cession d'équivalents de trésorerie) ;
- le coût de l'endettement financier brut (charges d'intérêts sur opérations de financement).

Les autres composants à caractères financiers comprennent des produits et charges de nature financière qui ne sont pas de nature opérationnelle et ne font pas partie du coût de l'endettement financier net :

- le résultat de change (différence positive et négative de change).
- les produits financiers (produits d'intérêts et produits de cession des autres actifs financiers (hors trésorerie et équivalents de trésorerie), produits financiers d'actualisation).
- les charges financières (dépréciation et pertes sur cession des autres actifs financiers (hors trésorerie et équivalents de trésorerie), charges financières d'actualisation, autres charges financières).

▪ **Résultat par action**

Le résultat net par action est déterminé en divisant le résultat net (part du groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est déterminé en divisant le résultat net (part du groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

▪ **Tableau des flux de trésorerie**

Le tableau des flux de trésorerie consolidé présente pour l'exercice et le précédent les flux d'exploitation, d'investissement et de financement. Il est présenté selon la méthode directe à partir du résultat avant impôt des sociétés intégrées.

▪ **Factor**

Cession de créances clients

Pour son activité de Négoce, le groupe a contracté et signé en février 2014, un contrat d'affacturage avec BNP Paribas Factor. Le Groupe procède donc à des cessions de créances commerciales dans le cadre de ce contrat d'affacturage.

Ces cessions sont examinées selon les critères d'IAS 39 et sont ou non dé-comptabilisées selon que l'analyse conclut ou non à un transfert de la quasi-totalité des risques et avantages.

Le contrat d'affacturage concerne les créances commerciales d'ITS OVERLAP. Ce contrat se traduit par une cession sans recours pour la très grande majorité des créances cédées. L'analyse effectuée a permis de confirmer que le contrat permet de transférer substantiellement tous les risques et avantages liés aux factures cédées bénéficiant de la garantie sans recours.

Au 31.12.2016, la valeur comptable des actifs cédés est de 4 592 K€ et celle des passifs associés est du même montant.

1. Indicateurs financiers

Le Groupe utilise comme principaux indicateurs financiers :

- le Chiffre d'Affaires,
- la Marge Brute, c'est-à-dire la différence entre le chiffre d'affaires et les coûts directs de production, analysée à partir des principales composantes que sont le taux d'activité, les tarifs de ventes et les salaires des productifs,
- le Résultat Opérationnel Courant, c'est à dire le résultat opérationnel, avant prise en compte des résultats de cession d'actifs, dépréciation de goodwill, et autres éléments exceptionnels non récurrents et non directement liés à l'activité,
- la Marge Opérationnelle Courante qui est le rapport entre le Résultat Opérationnel Courant et le chiffre d'affaires, mesure la performance opérationnelle d'activité, hors éléments non récurrents et non directement liés à l'activité,
- les dettes financières nettes, soit la différence entre la trésorerie disponible et les dettes financières
- le ratio d'endettement financier (dettes nettes/capitaux propres).

2. Périimètre de Consolidation

▪ Critères retenus

Les filiales sont toutes les entités pour lesquelles le Groupe a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles, pouvoir s'accompagnant généralement de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les filiales dans lesquelles le groupe ITS GROUP exerce directement ou indirectement une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle, sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Le groupe ne détient pas d'entité ad hoc.

▪ Identification des entreprises consolidées

	Siège social	31/12/2016			31/12/2015		
		% contrôle	% intérêt	Méthode	% contrôle	% intérêt	Méthode
ITS GROUP	42,rue de Bellevue - 92100 Boulogne Billancourt	100%	100%	IG	100%	100%	IG
ITS INTEGRA	42,rue de Bellevue - 92100 Boulogne Billancourt	100%	100%	IG	100%	100%	IG
IBELEM	42,rue de Bellevue - 92100 Boulogne Billancourt	100%	97%	IG	100%	97%	IG
ARIANN Software	42,rue de Bellevue - 92100 Boulogne Billancourt	100%	97%	IG	100%	97%	IG
ITS BENELUX	Avenue de la Toison d'Or 55 Gulden Vlies Laan B-1060 BRUXELLES	100%	100%	IG	100%	100%	IG
THEMIS Conseil	42,rue de Bellevue - 92100 Boulogne Billancourt	100%	100%	IG	100%	100%	IG
ITS OVERLAP	42,rue de Bellevue - 92100 Boulogne Billancourt	100%	100%	IG	100%	100%	IG
MIB SUISSE	rte des jeunes 59-case postale 1423 CH1211 GENEVE -26	100%	70%	IG	100%	87%	IG
BLUESAFE	42,rue de Bellevue - 92100 Boulogne Billancourt				100%	97%	IG
TECHNE CITE	4, allée Bel Air 97410 Saint- Pierre Ile de la Réunion	33%	33%	MEE	33%	33%	MEE

▪ Exclusion de périmètre

Seule la société luxembourgeoise Eucléide, en sommeil, détenue à 100 % par ITS GROUP n'est pas consolidée.

Détail des Postes

Notes A. Bilan - Actif

Note A1.		Ecart d'acquisition			
En K€	01.01.15	Augm.	Variations de périmètre (1)	Autres variations	31.12.15
Valeurs brutes	34 139	-	1 103		35 241
Dépréciations	185		-		185
Valeurs nettes	33 953	-	1 103	-	35 056

En K€	01.01.16	Augm.	Variations de périmètre (1)	Autres variations	31.12.16
Valeurs brutes	35 241		270	46	35 557
Dépréciations	185				185
Valeurs nettes	35 056	-	270	46	35 371

(1) L'augmentation de l'écart d'acquisition sur l'exercice 2015 s'analyse comme suit :

Prix d'acquisition BLUESAFE	1 650 K€
Situation nette au 31/10/2015	- 547 K€
Total de	1 103 K€

L'augmentation de l'écart d'acquisition sur l'exercice 2016 s'analyse comme suit :

Prix d'acquisition du groupe INSYWEB	660 K€
Situation nette au 30/09/2016	- 390 K€
Total de	270 K€

Les goodwill sont regroupés en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) elles-mêmes regroupées en secteurs opérationnels (cf - « Segments opérationnels »), comme recommandé par la norme IFRS8. La valeur recouvrable de ces actifs à tester, estimée selon la méthode des DCF ressort supérieure à leur valeur nette au 31 décembre 2016.

Sensibilité des valeurs d'utilité DCF des goodwill

La sensibilité du résultat du test aux variations des hypothèses retenues pour la détermination fin 2016 de la valeur d'utilité DCF des goodwill est reflétée dans le tableau ci-dessous :

En K€	Valeur brute du Goodwill	Marge du test	Taux d'actualisation des flux +0,5%	Taux de croissance à l'infini -0,5%	Taux de MOC de la valeur terminale -0,5%
ITS GROUP - Infrastructures Fr	25 189	10 141	8 204	8 055	5 967
ITS OVERLAP - Négoce Intégration	508	16 660	16 116	16 068	13 573
ITS INTEGRA- Hébergement	4 496	23 060	21 700	21 595	21 799
IBELEM - Mobilité	1 251	6 341	5 956	5 927	5 851
THEMIS CONSEIL - Conseil AMOA	2 060	8 850	8 444	8 408	8 463
ITS GROUP Benelux - Infra Belgique	744	594	517	511	365
MIBS - Négoce Intégration Suisse	1 123	1 476	1 381	1 372	1 051

Note A2. Immobilisations incorporelles et corporelles.

VALEURS BRUTES En K€	01.01.15	Augm.	Variation de périmètre	Dimin.	31.12.15	Augm. (1)	Variation de périmètre (3)	Dimin. (2)	31.12.16
Immobilisations incorporelles									
Logiciels	1 633	897	1	243	2 288	878	-	264	2 903
Marque THEMIS (4)	730				730				730
Immobilisation en cours	400	353		615	138	481		386	234
TOTAL	2 763	1 250	1	858	3 157	1 359	-	649	3 866
Immobilisations corporelles									
Inst. Techn. & matériels	5 762	3 262	81	1 847	7 258	1 182	39	1 638	6 840
Location financement	1 696	1 988			3 684	-	-	635	3 049
Immobilisation en cours	238	59		238	59	-		59	-
TOTAL	7 696	5 309	81	2 085	11 001	1 182	39	2 332	9 889
AMORTISSEMENTS									
En K€	01.01.15	Augm.	Variation de périmètre	Dimin.	31.12.15	Augm.	Variation de périmètre	Dimin.	31.12.16
Immobilisations incorporelles									
Logiciels	1 140	381	1	98	1 424	535	-	264	1 696
TOTAL	1 140	381	1	98	1 424	535	-	264	1 696
Immobilisations corporelles									
Inst. Techn. & matériels	2 857	1 450	70	416	3 961	1 182	30	1 000	4 173
Location financement	749	745			1 494	808		635	1 668
TOTAL	3 606	2 195	70	416	5 455	1 990	30	1 635	5 840
VALEURS NETTES									
En K€	01.01.15	Augm.	Variation de périmètre	Dimin.	31.12.15	Augm.	Variation de périmètre	Dimin.	31.12.16
Immobilisations incorporelles									
Logiciels	500	516	-	145	871	343	-	-	1 214
Marque THEMIS (4)	730				730	-			730
Immobilisation en cours	400	353		615	138	481		386	234
TOTAL	1 630	869	-	760	1 739	824	-	386	2 177
Immobilisations corporelles									
Inst. Techn. & matériels	2 899	1 813	11	1 431	3 291	- 0	9	638	2 661
Location financement	947	1 243			2 190	- 808			1 382
Immobilisation en cours	238	59		238	59	-		59	-
TOTAL	4 084	3 114	11	1 669	5 540	- 808	9	697	4 042

(1) L'augmentation du poste « Logiciels » concerne pour l'essentiel la société ITS INTEGRA pour 425 K€.

L'augmentation du poste « Immobilisations en cours », pour 410 K€, correspond à des développements de logiciels réalisés au cours de l'exercice 2016 par la société IBELEM, et pour 61 K€ correspond au développement du logiciel de gestion de la société ITS OVERLAP puis transféré au poste « Logiciel ».

L'augmentation des immobilisations corporelles concerne pour l'essentiel l'achat de matériels informatiques de la filiale ITS INTEGRA pour un montant total de 1 028 K€ et pour 125 K€ à du matériel informatique et des agencements des locaux de la société ITS Group.

(2) La diminution des immobilisations incorporelles correspond pour l'essentiel à des mises aux rebuts de licences et logiciels de la société INTEGRA pour 262 K€.

La diminution des immobilisations corporelles « Installations Techniques et Matériels » correspond à hauteur de 817 K€ des matériels acquis par la société INTEGRA et cédés à un loueur, le reste correspond à des mises aux rebuts pour 820 K€.

- (3) La variation de périmètre correspond aux immobilisations de la société INSYWEB S.A.S.
- (4) Il s'agit de la marque THEMIS CONSEIL, valorisée à l'acquisition de cette société selon la méthode des différentiels de marge. Cet actif incorporel non amortissable ne présente pas d'indice de perte de valeur au 31 décembre 2016.

Note A3. Titres mis en équivalence

VALEURS BRUTES En K€	01.01.15	Augm.	Dimin.	31.12.15	Augm.	Dimin.	31.12.16
Titres TECHNE CITE (1)	53	-	-	53	-	-	53
TOTAL	53	-	-	53	-	-	53

DEPRECIATIONS En K€	01.01.15	Augm.	Dimin.	31.12.15	Augm.	Dimin.	31.12.16
Titres TECHNE CITE (1)	-	-	-	-	53	-	53
TOTAL	-	-	-	-	53	-	53

VALEURS NETTES En K€	01.01.15	Augm.	Dimin.	31.12.15	Augm.	Dimin.	31.12.16
Titres TECHNE CITE (1)	53	-	-	53	- 53	-	-
TOTAL	53	-	-	53	- 53	-	-

- (1) Les titres Technicité ont été dépréciés en totalité sur base de la dernière situation connue.

Note A4. Actifs financiers non courants

VALEURS BRUTES En K€	01.01.15	Variations			31.12.15	Variations			31.12.16
		Augm.	de périmètre (2)	Dimin.		Augm. (1)	de périmètre (2)	Dimin. (3)	
Titres de participation non consolidés	25				25	-		-	25
Créances rattachées	24	-			24				24
Dépôts de garanties et autres	3 545	327	12	160	3 723	435	9	582	3 585
TOTAL	3 594	327	12	160	3 772	435	9	582	3 634

DEPRECIATIONS En K€	01.01.15	Variations			31.12.15	Variations			31.12.16
		Augm.	de périmètre	Dimin.		Augm.	de périmètre	Dimin.	
Titres de participation non consolidés	25	-	-	-	25	-	-	-	25
Créances rattachées	11	-			11				11
TOTAL	36	-	0	-	36	-	0	-	36

VALEURS NETTES En K€	01.01.15	Variations			31.12.15	Variations			31.12.16
		Augm.	de périmètre	Dimin.		Augm. (1)	de périmètre	Dimin.	
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	13				13				13
Dépôts de garanties et autres (4)	3 545	327	12	160	3 723	435	9	582	3 585
TOTAL	3 558	327	12	160	3 736	435	9	582	3 598

(1) La hausse du poste « Dépôts de garantie et autres » pour 435 K€, correspond pour l'essentiel, aux prêts à l'effort construction (231 K€), le solde correspond aux divers dépôts de garanties versés.

(2) La variation de périmètre de 9 K€ correspond aux dépôts de garanties de la société INSYWEB S.A.S.

(3) La diminution est pour l'essentiel (289 K€) la variation entre le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2016 du dépôt de garantie du compte BNP Factor, et pour 200 K€ de remboursements du dépôt de garantie des locaux de Nanterre de ITS Group.

(4) Détail des dépôts de garanties et autres

Dépôts de garantis et autres En K€	31/12/2016	31/12/2015
Prêts (Effort construction)	1 732	1 505
Dépôts de garantis Locaux	647	898
BNP Factor	804	1 092
OSEO BPI France	278	227
CGA (*)	124	-
TOTAL	3 585	3 723

(*) ITS Group a financé et préfinancé les CICE des années 2013 à 2016, auprès de la société Compagnie Générale d'Affacturage.

Note A5. Actifs d'impôts différés

En K€	31.12.16	31.12.15
Indemnités fin de carrière	354	267
Autres décalages temporaires	18	14
IDA / Actualisation des prêts	60	60
IDA / Instruments dérivés Passif	-	2
TOTAL	432	342

Note A6. Stocks

Stocks En K€	31.12.16	31.12.15
Valeur brute	164	365
Dépréciations	- 75	- 59
TOTAL	89	306

Note A7. Créances clients

VALEURS BRUTES En K€	31.12.16	31.12.15
Clients et comptes rattachés	59 290	58 508
TOTAL	59 290	58 508

DEPRECIATIONS En K€	31.12.16	31.12.15
Clients et comptes rattachés	133	52
TOTAL	133	52

VALEURS NETTES En K€	31.12.16	31.12.15
Clients et comptes rattachés	59 157	58 456
TOTAL	59 157	58 456

Cession de créances clients

Pour son activité de Négoce, le groupe a contracté et signé en février 2014, un contrat d'affacturage avec BNP Paribas Factor. Le Groupe procède donc à des cessions de créances commerciales dans le cadre de ce contrat d'affacturage.

Ces cessions sont examinées selon les critères d'IAS 39 et sont ou non dé-comptabilisées selon que l'analyse conclut ou non à un transfert de la quasi-totalité des risques et avantages.

Le contrat d'affacturage concerne les créances commerciales d'ITS OVERLAP. Ce contrat se traduit par une cession sans recours pour la très grande majorité des créances cédées. L'analyse effectuée a permis de confirmer que le contrat permet de transférer substantiellement tous les risques et avantages liés aux factures cédées bénéficiant de la garantie sans recours.

Au 31.12.2016, la valeur comptable des actifs cédés est de 4 592 K€ et celle des passifs associés est du même montant.

▪ Balance âgée des créances échues

VALEURS en K€	Total	Age des créances en fin de période			
		< 2 mois	2 mois à 6 mois	6 mois à 1 an	> 1 an
Créances clients TTC échues au 31/12/2016	8 647	5 446	2 222	681	298
Provisions HT	133	0	0	0	133

▪ Le poids des principaux clients du groupe (en % du CA consolidé) est le suivant

Poids cumulé des principaux clients	% du CA consolidé 2016	% du CA consolidé 2015
premier client	7	9
5 premiers clients	30	30
10 premiers clients	45	44

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe est réalisé à 96 % sur les marchés de la production informatique moins sensible à la conjoncture (gestion des infrastructures) et dans des niches métiers extrêmement dynamiques (hébergement et infogérance outsourcing, mobilité).

Le chiffre d'affaires consolidé est réalisé essentiellement avec des grands comptes, le risque lié à l'insolvabilité de nos clients est donc très faible.

Note A8. Autres actifs courants

VALEURS NETTES En K€	31.12.16	31.12.15
TVA	2 203	2 085
CCA (1)	2 201	1 659
Etat, IS	3 154	4 308
Fournisseurs avoirs à recevoir	986	1 878
Autres créances	482	613
TOTAL	9 027	10 543

(1) Les charges constatées d'avance sont pour l'essentiel divers contrats de location, de maintenance et d'abonnements.

Note A9. Trésorerie et équivalents

VALEURS NETTES En K€	31.12.16	31.12.15
Disponibilités	9 004	7 004
SICAV	490	300
TOTAL	9 494	7 304

Notes B. Bilan - Passif**Note B1. Capitaux Propres**▪ **Composition du capital**

Le capital au 31 décembre 2016 s'élève à 3.924.322,50 euros divisé en actions d'une valeur nominale de 0,50 euro chacune. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 17 des statuts, les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

Note B2. Passifs non courants▪ **Provisions**

En K€	01.01.15	Augm.	Diminution	31.12.15	Augm.	Diminution	31.12.16
Litiges commerciaux (1)	500	-	-	500	-	-	500
Indemnités de fin de carrière	677	123	-	800	425	-	1 224
TOTAL	1 177	123	-	1 300	425	-	1 724

(1) Un litige oppose ITS Group au vendeur d'une société acquise en 2000 par Seevia Consulting. Ce litige a donné lieu à trois actions judiciaires.

La première, de nature pénale, s'est conclue par un arrêt de la Cour d'Appel de Paris le 7 mars 2013 déclarant le vendeur coupable d'abus de confiance.

La deuxième, concerne le volet social dans lequel la Cour d'Appel de Versailles a condamné ITS Group à payer la somme de 259 K€ au titre de la prime variable pour l'exercice clos le 31 mars 2001 avec intérêts au taux légal à compter du 12 juin 2002. Cette condamnation a fait l'objet d'une provision dans les comptes de la société. Le 7 septembre 2016, le demandeur a formé un pourvoi en cassation contre cette décision, et la date d'audience n'est pas connue à ce jour.

La troisième action concerne le volet commercial et le versement d'un complément de prix. La Cour d'Appel de Versailles du 7 mars 2017 a confirmé du jugement de première instance et condamne ITS Group à payer la somme de 915 K€ avec intérêts au taux légal à compter du 25 mai 2002, soit 1 205 K€. ITS Group va former un pourvoi en Cassation de cette dernière décision et continue de mener avec détermination les actions judiciaires de défense de ses intérêts y compris à l'encontre du vendeur de Seevia Consulting et de tout autre protagoniste en relation avec cette affaire. L'intégralité des sommes dues est constatée en Autres Passifs Courants dans les comptes de la société au 31/12/2016.

▪ Passifs financiers non courants

En K€	01.01.15	Augm.	Diminution (*)	31.12.15	Augm.	Diminution	31.12.16
Emprunts à plus d'un an (1)	10 010	3 532	6 967	6 574	1 000	1 338	6 236
Loc. financement à plus d'un an	592	1 400	592	1 400		606	795
TOTAL	10 602	4 932	7 559	7 974	1 000	1 944	7 030

(1) Au cours de l'exercice 2016, le groupe a contracté auprès de BPI un emprunt de 1 000 K€, cet emprunt est pour la totalité en Passifs financiers non courant, voir chapitre 3 Facteurs de risque financier § b Risques de crédit.

(*) Le ratio 2 des engagements concernant la dette n'étant pas respecté à la clôture de l'exercice 2015, l'intégralité de la dette y afférent a été présentée en passif courant, soit un reclassement de 1,6 M€. Au 31 décembre 2016, l'intégralité de la dette à échéance au 30 juin 2017 est déjà présente en Passifs financiers courants.

Note B3. Passifs courants

▪ Provisions

En K€	01.01.15	Augm.	Reprises : provisions utilisées	Variation de périmètre	31.12.15	Augm.	Reprises : provisions utilisées	Reprises : provisions non utilisées	31.12.16
Litiges prud'homaux (1)	257	234	165		326	95	90	24	307
Litiges commerciaux (2)	182	-	-	-	182		23	159	-
Inoccupation locaux de Nanterre	328		328		-				-
Provision pour charge	-			40	40				40
Provision pour risque de change	34	26	34		26	9	26		9
TOTAL	801	260	527	40	574	104	139	183	356

(1) L'augmentation de ce poste correspond à 4 litiges prud'homaux

(2) ITS INTEGRA a été condamnée par la cour d'appel de Versailles le 3 mai 2016 dans le litige commercial qui l'opposait à la société COMPLETEL à un montant de 23 K€.

▪ Passifs financiers courants

En K€	01.01.15	Augm.	Variation		31.12.15	Augm. (*)	Dimin.	31.12.16
			de	Dimin.				
Périmètre								
Concours bancaires courants	86	41		86	41	58	41	58
C/C d'Associés			5		5	2	5	2
Emprunts bancaires	4 731	7 878		5 027	7 582	151	4 581	3 152
Location financement	355	1 179		734	800		195	606
TOTAL	5 172	9 098	5	5 847	8 428	211	4 822	3 817

(1) Au cours de l'exercice 2016, le groupe a contracté auprès de BPI un emprunt de 1 000 K€, cet emprunt est pour la totalité en Passifs financiers non courant, voir chapitre 3 Facteurs de risque financier § b Risques de crédit.

(*) Le ratio 2 des engagements concernant la dette n'étant pas respecté à la clôture de l'exercice 2015, l'intégralité de la dette y afférent a été présentée en passif courant, soit un reclassement de 1,6 M€. Au 31 décembre 2016, l'intégralité de la dette à échéance au 30 juin 2017 est déjà présente en Passifs financiers courants.

▪ Dettes fiscales et sociales

En K€	31.12.16	31.12.15
Dettes sociales	5 595	5 947
Organismes sociaux	9 383	9 378
TVA	9 029	9 901
Etat, IS	102	77
Etat, autres dettes	223	327
TOTAL	24 333	25 630

▪ Autres passifs courants

En K€	31.12.16	31.12.15
Produits constatés d'avance	3 457	3 728
Avoirs à établir (1)	1 003	1 274
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours (2)	-	2 063
Charges à payer - condamnation (3)	1 204	
Autres	439	164
TOTAL	6 103	7 229

(1) Les avoirs à établir correspondent à des RFA (remises de fin d'année) de l'exercice 2015 et 2016.

(2) Sur 2016, lors de la mise en place du nouvel outil de gestion et facturation de la société ITS OVERLAP, nous avons également changé de process de facturation auprès de nos clients.

(3) Voir NOTE B2 « Passifs non courants » § Provisions.

Note B4. Passifs d'impôts différés

En K€	31.12.16	31.12.15
IDP sur Marque THEMIS (1)	211	243
IDP sur Amortissements dérogatoires	163	133
TOTAL	374	376

(1) La variation de 32 K€ sur IDP de la Marque THEMIS correspond la réduction du taux d'impôt en France votée dans la Loi de finances 2017, qui porte progressivement le taux d'impôt à 28,92% à partir de 2020.

Notes C. Compte de Résultat**Note C1. Achats Consommés**

En K€	31.12.16	31.12.15
Achats de marchandises	65 339	68 035
Variations des stocks	218	806
Marges arrières	(2 178)	(2 096)
S/Total coût d'achat des Marchandises	63 378	66 745
Achat d'études et de prestations de service	20 093	21 802
Total	83 472	88 547

Note C2. Charges de personnel et effectif

En K€	31.12.16	31.12.15
Salaires	59 447	58 896
Crédit d'impôt recherche	(905)	(991)
Crédit impôt compétitivité emploi (CICE)	(1 319)	(1 309)
Charges sociales	29 529	29 729
Dotation ou reprise à la provision pour retraite	60	123
Total	86 811	86 449

▪ Effectif moyen

En unité	2016	2015
Cadres	1 023	1 017
ETAM	254	270
Total	1 277	1 287

Note C3. Autres produits opérationnels

En K€	31.12.16	31.12.15
Reprise de Provision inoccupation locaux de Nanterre (1)	1	328
Reprise de Provision Litige commercial (2)	182	
Total	183	328

(1) Une provision a été constituée sur l'exercice 2014 pour les loyers restants à courir pour les locaux des différents sites de Nanterre. Le produit sur l'exercice représente 1 K€ contre 328 K€ de reprise de provision en 2015.

(2) ITS INTEGRA a été condamnée par la cour d'appel de Versailles le 3 mai 2016 dans le litige commercial qui l'opposait à la société COMPLETEL à un montant de 23 K€, une provision de 182 K€ avait été constituée au 31 décembre 2014.

Note C4. Autres charges opérationnelles

En K€	31.12.16	31.12.15
Condamnations et honoraires liés (3)	1 321	40
Provision et charges d' inoccupation des locaux de Nanterre (1)	0	570
Resdressement URSSAF et majorations liées (4)	708	
Restructurations organisationnelles (5)	104	82
Condamnation litige commercial (2)	23	
Honoraires d'acquisitions	29	47
Autres (6)		191
Total	2 185	931

(1) Une provision a été constituée sur l'exercice 2014 pour les loyers restants à courir pour les locaux des différents sites de Nanterre. La charge sur l'exercice 2015 représente 570 K€ (contre 328 K€ de reprise de provision).

(2) ITS INTEGRA a été condamnée par la cour d'appel de Versailles le 3 mai 2016 dans le litige commercial qui l'opposait à la société COMPLETEL à un montant de 23 K€, une provision de 182 K€ avait été constituée au 31 décembre 2014.

(3) Voir NOTE B2 Passifs non courants § Provisions, les honoraires liés représentent 117 K€.

(4) Durant le 1^{er} semestre 2016, s'est déroulé un contrôle URSSAF des sociétés ITS Group, ITS OVERLAP et ITS INTEGRA, le redressement s'est élevé à 613 K€, les majorations et pénalités à 95 K€.

(5) Concerne réorganisation de la société ITS OVERLAP.

(6) Il s'agit de charges sur exercices antérieurs pour la plus grande partie.

Note C5. Résultat financier

En K€	31.12.16	31.12.15
Revenus des VMP	8	5
Intérêts des emprunts	(264)	(322)
Provision et reprise de provision perte de change	18	8
Swap	6	29
Gain et perte de change	22	279
Commissions de financement	(113)	(131)
Plus value de cession	43	
Dépréciation des titres Techné Cité	(53)	
Autres produits et charges financières	(38)	(48)
Total	(372)	(179)

Note C6. Charge d'impôt

- **Variation des impôts différés**

En K€	31.12.16	31.12.15
Sur SWAP	(2)	(10)
Sur indemnités de retraites	17	41
Sur Production immobilisée	(30)	(12)
Sur actualisation de prêt et provision	0	10
Sur Crédit bail	3	4
Sur correction de taux ID Longt terme	(3)	
Autres	1	27
Total	(13)	59

▪ Taux effectif d'impôt

La différence entre le taux courant d'imposition en France et le taux effectif est présentée ci-dessous.

En K€	2016	2015
Résultat des sociétés intégrés avant impôts	3 922	4 199
Taux d'imposition	33,33%	33,33%
Impôt théorique (1)	1 307	1 400
Impôts sur les résultats	1 732	1 798
Charge d'impôt différé	13	(59)
Impôt constaté (2)	1 746	1 738
Taux d'impôt constaté	44,52%	41,40%
Ecart (2) - (1)	439	339
Incidence des différences permanentes	229	181
CVAE	1 531	1 482
CICE	(440)	(436)
CIR	(905)	(991)
Autres	23	102

Note C7. Résultat Net par action

En K€	31.12.16	31.12.15
Résultat <i>Part du Groupe</i>	2 114	2 434
Nombre d'actions	7 848 645	7 848 645
Résultat par action (en euros)	0,27	0,31
En K€	2016	2015
Résultat <i>Part du Groupe</i>	2 114	2 434
Nombre d'actions	7 848 645	7 848 645
Dilutions potentielles	-	-
Nombre d'actions moyen pondéré dilué	7 848 645	7 848 645
Résultat dilué par action (en euros)	0,27	0,31

Notes D. Tableau de Flux de Trésorerie Consolidés**Note D1. Variation du BFR**

En K€	Variation	31.12.16	31.12.15
Variation des stocks	-	217	778
Variation des Clients		702	115
Variation des Fournisseurs	-	6 845	5 513
Autres variations du BFR		2 373	1 920
Variation du BFR	-	3 987	2 930

Note D2. Variation de Périmètre

Acquisition des Titres INSYWEB (100 %) :	660 K€
Trésorerie à l'ouverture :	<u>- 414 K€</u>
Total	246 K€

Informations Complémentaires**1. Transactions avec les parties liées**

En K€	31/12/2016	31/12/2015
Bilan actif		
Titres de participation Eucléide	25	25
Provision / titres	(25)	(25)
Titres de participation Eucléide nets	0	0
Créances rattachées / Eucléide	24	24
Provisions / créances rattachées	(11)	(11)
Créances rattachées / Eucléide nettes	13	13
Compte de résultat		
Produits d'exploitation	0	88
Produits financiers	0	0
Total des produits	0	88
Achats consommés (sous traitance infor.)	0	0
Autres achats et charges externes	0	0
Total des charges	0	0

2. Engagements hors bilan

▪ Engagements reçus

BNPParibas a délivré une Garantie A première Demande à hauteur de 1 153 197 € dans le cadre du volet commercial du litige exposé au paragraphe « provisions » pour lequel ITS Group a été condamné.

▪ Engagements donnés

↳ Engagements en matière de cautionnement :

- ITS Group s'est porté caution solidaire de sa filiale ITS OVERLAP afin de s'engager solidairement avec celle-ci à régler à IBM France Financement toutes les sommes dues ou à devoir par la société ITS OVERLAP au titre du contrat de facilité de crédit à court terme "Plan Saphir". Cet engagement est consenti à concurrence d'un montant maximum de dix millions d'euros pendant toute la durée du plan.
- ITS Group s'est engagée à rembourser à BNP Paribas Factor toutes sommes dues par sa filiale ITS OVERLAP dans le cadre de l'exécution du contrat d'affacturage avec la société BNP Paribas Factor, à concurrence de la somme de neuf millions d'euros (9.000.000 euros), sans limitation de durée, mais résiliable par lettre recommandée avec un préavis de trois mois.

↳ Engagements en matière de location simple : les informations requises par la norme IAS 32 sont détaillées ci-dessous :

En K€	Comptabilisé en charges au cours de l'exercice 2016	Paiements minimaux futurs		
		à 1 an au plus	à plus de 1 an et moins de 5 ans	à plus de 5 ans
Baux commerciaux (1)	1 978	1 912	6 967	2 493
Véhicules en LLD (2)	1 031	621	687	-
TOTAL	3 008	2 533	7 654	2 493

(1) Le groupe loue des locaux par des baux commerciaux 3/6/9 dont les échéances sont les suivantes :

▪ Boulogne (92), 42 rue de Bellevue :	30/06/2023
▪ Lyon (69), 19 bd Eugène Deruelle :	21/07/2019
▪ Bron (69), 1, rue Edison :	31/01/2017
▪ Nantes (44), 2, allée des Vieux Tilleuls :	28/02/2019
▪ Toulouse (31) 2, rue Maryse Hilsz :	31/05/2017
▪ Montpellier(34), Place Duheim Millénaire II :	15/08/2019
▪ La Madeleine (59) 105 Av de la République :	30/11/2019
▪ Gradignan (33), Technoclub Catalan :	30/06/2018
▪ Rungis 29 rue de l'Estérel	14/01/2017
▪ Bruxelles (B-1060) 55 Ave de la Toison d'Or	31/01/2018
▪ Paris (75) 94 rue Saint-Lazarre	30/06/2019

(2) La flotte automobile du groupe est constituée de contrats de location longue durée, sans possibilité de résiliation anticipée.

↳ Garanties liées aux emprunts bancaires : les engagements donnés dans le cadre de la souscription des emprunts ayant servi au financement des différentes opérations de croissance externe sont mentionnés dans le paragraphe 4.2 « Facteurs de risques » ci-après.

3. Facteurs de risque financier

a. Risques de liquidité

L'échéancier relatif à l'ensemble des engagements et dettes de la société est le suivant :

Créances par échéance (au 31 décembre 2016)

Nature	Montant total	Montant à 1 an au plus	Montant à plus d'1 an et à 5 ans au plus	Montant à plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations	13	13		
Prêts	1 847	6	-	1 841
Autres immo. financières	1 738	809	559	370
Clients	59 157	59 024	133	
Etat - Impôts différés	432	78	-	354
Personnel & comptes rattachés	54	54		
Organismes sociaux	84	84		
Etat & Impôts sur les bénéfiques	3 201	3 201		
TVA	2 203	2 203		
Débiteurs divers	1 283	1 283		
Charges constatées d'avance	2 201	2 201		
TOTAL DES CREANCES	72 214	68 957	692	2 565

Dettes par échéance (au 31 décembre 2016)

Nature	Montant total	à 1 an au plus	à plus d'1 an et à 3 ans au plus	à plus de 3 ans et à 5 ans au plus	à plus de 5 ans
Emprunts, dettes / d'êts de crédit	10 848	3 816	4 493	2 488	52
Dettes fournisseurs et cptes rattachés	33 042	33 042			
Personnel et cptes rattachés	5 595	5 595			
SS et autres organismes sociaux	9 383	9 383			
Impôts différés Passif	374	80	83		211
Etat, IS et autres impôts & taxes	325	325			
TVA	9 029	9 029			
Créditeurs divers	1 442	1 442			
Produits constatés d'avance	3 457	3 457			
TOTAL DES DETTES	73 495	66 169	4 575	2 488	263

Le remboursement de la part à court terme des dettes financières est assuré par la marge brute d'autofinancement dégagée. En cas de diminution significative de celle-ci, le groupe estime être en mesure de faire face au remboursement de ses dettes à court terme compte tenu de sa capacité à mobiliser de nouveaux financements (du fait notamment de la qualité et du niveau de son actif circulant).

b. Risques de crédit.

Dettes garanties

Pour financer ses opérations de croissance externe et pour financer les travaux d'aménagements de son site de Boulogne, le groupe a souscrit plusieurs emprunts. Ceux restant en cours au 31/12/2016 sont les suivants :

- Convention de prêt du 1er juillet 2011, utilisée par tirages successifs entre juillet 2011 et novembre 2013 :
 - Montant : 10.000 K€ ;
 - Durée 6 ans, soit jusqu'au 30/06/2017 ;
 - Taux : Euribor + 0,90 pour les utilisations jusqu'au 30/06/2013 et Euribor + 1,30 pour les utilisations postérieures ;
 - Remboursement par annualités ;
 - Garantie : nantissement du fonds de commerce ou des titres si les structures acquises restent filiales.
- Contrat de Développement Participatif (BPI France) du 10 décembre 2013 :
 - Montant : 3.000 K€ ;
 - Durée 7 ans, soit jusqu'au 10/12/2020 avec deux ans de différé de remboursement du capital ;
 - Taux fixe : 2,91% avec complément de rémunération 0,0186% du CA HT ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.
- Contrat de Développement Participatif (BPI France) du 09 juillet 2015 :
 - Montant : 1.400 K€ ;
 - Durée 7 ans, soit jusqu'au 31/07/2022 avec deux ans de différé de remboursement du capital ;
 - Taux fixe : 2,08 % ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.
- Contrat de prêt (SOCIETE GENERALE) du 5 novembre 2015 :
 - Montant : 825 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 13/11/2020 ;
 - Taux fixe : 1,5% ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.
- Contrat de prêt (Banque TARNEAUD) du 10 novembre 2015 :
 - Montant : 825 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 13/11/2020 ;
 - Taux fixe : 1,5% ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.
- Contrat de Prêt croissance (BPI France) du 18 février 2016 :
 - Montant : 1.000 K€ ;
 - Durée 7 ans, soit jusqu'au 28/02/2023 avec deux ans de différé de remboursement du capital ;
 - Taux fixe : 1,78 % jusqu'au 2/03/2016 puis TME 0% ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.

Pour la réhabilitation des locaux de Boulogne la société a contracté les quatre emprunts suivants :

- Contrat de prêt d'Equipement professionnel (BPVF) du 4 octobre 2014 :
 - Montant : 1.000 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 05/10/2019 ;
 - Taux : Euribor 3 mois + 0,90 ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt d'Equipelement professionnel (Banque TARNEAUD) du 9 décembre 2014 :
 - Montant : 500 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 09/12/2019 ;
 - Taux : Fixe 1,8 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt d'Equipelement professionnel (BNP PARIBAS) du 12 mars 2015 :
 - Montant : 400 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 05/03/2020 ;
 - Taux : Fixe 2 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt d'Equipelement professionnel (SOCIETE GENERALE) du 23 mars 2015 :
 - Montant : 500 K€ ;
 - Durée 55 mois, soit jusqu'au 23/10/2019 ;
 - Taux : Fixe 1,8 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

Echéancier de la dette au 31/12/2016

Caractéristiques des emprunts contractés	Taux fixe / Raux variable	Montant global des lignes au 31/12/2016	Échéances	Existence ou non de couvertures
Ouverture de crédit (BNPP) 3 500 000 € Contracté le 01/07/2011	Modalités ci-dessus	577 500 €	Remboursements annuels jusqu'au 30/06/2017	Modalités ci-dessus
Ouverture de crédit (SG) 3 500 000 € Contracté le 01/07/2011	Modalités ci-dessus	577 500 €	Remboursements annuels jusqu'au 30/06/2017	Modalités ci-dessus
Ouverture de crédit (Tarneaud) 3 000 000 € Contracté le 01/07/2011	Modalités ci-dessus	495 000 €	Remboursements annuels jusqu'au 30/06/2017	Modalités ci-dessus
Contrat de Développement Participatif (BPI) 3 500 000 € Contracté le 10/12/2013	Modalités ci-dessus	2 550 000 €	Remboursements trimestriels jusqu'au 10/12/2020	Modalités ci-dessus
Contrat de Développement Participatif (BPI) 1 400 000 € Contracté le 09/07/2015	Modalités ci-dessus	1 400 000 €	Remboursements trimestriels différé de 2 ans jusqu'au 31/07/2022	Modalités ci-dessus
Emprunt Bancaire (SG) 825 000 € Contracté le 05/11/2015	Modalités ci-dessus	660 000 €	Remboursements trimestriels jusqu'au 13/11/2020	Modalités ci-dessus
Emprunt Bancaire (Tarneaud) 825 000 € Contracté le 13/11/2015	Modalités ci-dessus	651 460 €	Remboursements mensuels jusqu'au 13/11/2020	Modalités ci-dessus
Contrat de Développement Participatif (BPI) 1 000 000 € Contracté le 18/02/2016	Modalités ci-dessus	1 000 000 €	Remboursements trimestriels différé de 2 ans jusqu'au 28/02/2023	Modalités ci-dessus
Contrat de Prêt Equipement - Travaux (BPVF) 1 000 000 € Contracté le 04/10/2014	Modalités ci-dessus	573 457 €	Remboursements mensuels jusqu'au 05/10/2019	Modalités ci-dessus
Contrat de Prêt Equipement - Travaux (Tarneaud) 500 000 € Contracté le 04/12/2014	Modalités ci-dessus	305 379 €	Remboursements mensuels jusqu'au 09/12/2019	Modalités ci-dessus
Contrat de Prêt Equipement - Travaux (BNPP) 400 000 € Contracté le 12/03/2015	Modalités ci-dessus	264 367 €	Remboursements mensuels jusqu'au 05/03/2020	Modalités ci-dessus
Contrat de Prêt Equipement - Travaux (SG) 500 000 € Contracté le 23/03/2015	Modalités ci-dessus	319 516 €	Remboursements mensuels jusqu'au 23/10/2019	Modalités ci-dessus

Conditions des Lignes de crédit court terme au 31 décembre 2016

Société Générale : 500 000 €, T4M + 1,20 % l'an,
 BNP Paribas : 1 000 000 €, T4M + 1,20 % l'an,
 Banque Tarneaud : 500 000 €, T4M + 1,20 % l'an,
 Banque Populaire Val de France : 500 000 €, T4M + 1,20 % l'an.

Au 31 décembre 2016, aucune de ces lignes de crédit court terme n'était utilisée.

Engagements

A l'exception des engagements décrits ci-après, ITS GROUP ne compte ni d'engagement complexe, ni d'autres engagements relatif à des clauses d'exigibilité liées aux dettes financières.

Les engagements financiers donnés par la société ont été actualisés par la convention de prêt signée le 1^{er} juillet 2011. Et sur la base de ses comptes annuels consolidés, les engagements sont :

1. Ratio Dettes financières nettes / EBE inférieur ou égal à :
 - 1,8 pour 2013 à 2015
 - 1,6 pour 2016
2. Ratio Cash-Flow libre / service de la dette supérieur ou égal à :
 - 1 pour 2011 à 2013
 - 1,2 pour 2014 à 2016
3. Ratio Dettes financières/ fonds propres inférieur ou égal à 0,75 pour la durée des prêts.

(les dettes nettes se définissent par les passifs financiers courants et non courants diminués de la trésorerie et des équivalents de trésorerie).

A la clôture des deux derniers exercices, ces ratios étaient les suivants :

	2015	2016
1 - DFN / EBE	1,41	0,21
2 - CF / SD	0,71	1,27
3 - DF / FP	0,36	0,24

Evolution de la trésorerie nette

Date	Actif Dispo. + VMP	Passif Emprunts et dettes fin.	Trésorerie nette Actif - Passif
31/12/2015	7 304	16 402	- 9 098
31/12/2016	9 494	10 848	- 1 354

La trésorerie nette s'est améliorée de 2 189 K€. Les éléments explicatifs de cette variation sont les suivants :

- Des flux nets générés par l'exploitation de + 10 064 K€, basés sur :
 - ✓ une Marge Brute d'Autofinancement de + 7 628 K€,
 - ✓ des impôts payés à hauteur de 1 551 K€,
 - ✓ et sur une variation positive du BFR de 3 987 K€ ;
- Un flux lié aux investissements de - 1 378 K€, lié :
 - ✓ aux investissements corporels et incorporels à hauteur de - 1 279 K€ (en nette diminution par rapport à l'exercice précédent impacté par la rénovation des locaux du siège de Boulogne) ;
 - ✓ aux autres variations: - 99 K€ (variation de périmètre lié à Insyweb -246 K€ et variation des immobilisations financières +147 K€).
- Des flux nets de financement pour -6 514 K€, dont :
 - ✓ des remboursements d'emprunts pour 6 582 K€ et souscriptions d'emprunts pour 1 013 K€ ;
 - ✓ un versement de dividendes 765 K€.

c. Risques de taux

Deux emprunts en cours au 31/12/2016 sont à taux variable :

- la convention de crédit du 01/07/2011 dont la dernière échéance est au 30/06/2017 pour 1 595 K€ avec une part non couverte à hauteur de 1 375 K€ ;
- l'emprunt d'équipement souscrit en 2014 pour 1 000 K€ de nominal et dont le capital restant dû au 31/12/2016 s'élève à 573 K€

L'impact sur le résultat avant impôts pour une variation du taux de référence Euribor 3 mois de +1% est une charge supplémentaire de 12 K€ pour l'exercice 2017. Cet impact ne tient pas compte des produits financiers liés aux placements en SICAV de l'excédent de trésorerie.

d. Risques de change

Le groupe facture la très grande majorité de son activité en euro. Seules ITS OVERLAP et IBELEM, réalisent une partie de ses achats (équivalent à 9,5 M€ TTC) et uniquement, ITS OVERLAP, de ses ventes (équivalent à 9,9 M€ TTC) en US dollar, traités sur un compte en devises. La différence de change représente un gain sur l'exercice de 22 K€.

L'écart de conversion des comptes MIB Suisse sur l'exercice s'élève à 18 K€.

4. Rémunération des dirigeants mandataires sociaux

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social (en K€)				
Jean Michel BENARD, PDG	Exercice 2016		Exercice 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
- rémunération fixe	144	144	144	144
- rémunération variable	14	14	14	14
- rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
- jetons de présence	-	-	-	-
- avantages en nature véhicule	-	-	-	-
retraite art. 83	9	9	6	6
TOTAL	167	167	164	164
Philippe SAUVE, DGD	Exercice 2016		Exercice 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
- rémunération fixe	113	113	114	114
- rémunération variable	21	12	12	21
- rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
- jetons de présence	-	-	-	-
- avantages en nature véhicule	5	4	4	4
retraite art. 83	9	9	6	6
TOTAL	148	138	135	144

Les avantages consentis sont constitués par les avantages en nature liés à la mise à disposition de véhicules de fonction, ainsi que de cotisations versées dans le cadre de régime de retraites à prestations définies (article 83 cc).

Aucun administrateur du groupe ne perçoit aucune sorte de rémunération au titre de l'exercice de son mandat.

5. Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leurs réseaux.

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes s'établit à 271 K€ au 31 décembre 2016 dont 152 K€ pour ITS Group et 119 K€ pour les filiales intégrées. En 2015, ces honoraires s'élevaient à 271 K€ dont 160 K€ pour la société mère.

6. Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés
Société ITS GROUP
Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société **ITS GROUP**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- Les écarts d'acquisition sont évalués sur la base de leur valeur recouvrable selon les modalités décrites dans la note « Dépréciation des écarts d'acquisition » figurant au chapitre « Principes et méthodes comptables » des états financiers et dans la note A1 « Ecart d'acquisition ». Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs recouvrables, notamment à revoir l'actualisation des flux futurs de trésorerie attendus, à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les prévisions budgétaires établies et à vérifier que les notes aux états financiers donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Versailles, le 5 mai 2017

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

Laurent Bouby

Associé

Victoire Audit et Conseil

Thierry Thibaut de Ménonville

Associé

**COMPTES ANNUELS
AU 31 DECEMBRE 2016**

ETATS FINANCIERS

Bilan actif

	31/12/2016			31/12/2015
	Brut	Amort.prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisation incorporelles				
Frais d'établissement	13 500		13 500	13 500
Frais de recherche et développement				-
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	56 270	47 948	8 321	8 734
Fonds commercial	24 311 369		24 311 369	24 095 046
Immobilisations incorporelles en cours	9 911		9 911	
Immobilisations corporelles				
Autres immobilisations corporelles	2 796 027	838 893	1 957 134	2 127 524
Immobilisation corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisation financières				
Participations	8 304 653	36 463	8 268 189	8 394 852
Créances rattachées à des participations	24 256	11 000	13 256	13 256
Autres titres immobilisés	390 984		390 984	383 859
Prêts	1 755 095		1 755 095	1 597 505
Autres immobilisation financières	849 869		849 869	873 370
	38 511 933	934 305	37 577 627	37 507 645
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Clients et comptes rattachés	20 825 096	6 709	20 818 387	24 819 697
Autres créances	8 637 633		8 637 633	9 035 851
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres	1 069 125		1 069 125	844 125
Autres titres				
Disponibilités	3 171 370		3 171 370	2 825 477
Charges constatées d'avance	373 888		373 888	255 047
	34 077 112	6 709	34 070 404	37 780 197
Frais d'émission d'emprunt à étaler	21 154		21 154	16 760
TOTAL GENERAL	72 610 199	941 014	71 669 185	75 304 603

Bilan passif

	31/12/2016	31/12/2015
	NET	NET
CAPITAUX PROPRES		
Capital (dont versé : 3 924 323)	3 924 323	3 924 323
Primes d'émission, de fusion, d'apport	7 306 608	7 306 608
Ecart de réévaluation		
Boni de fusion	59 510	59 510
Réserves :		
- Réserve légale	392 432	392 432
- Réserves réglementées		
- Autres réserves	23 308 677	23 208 067
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	223 970	865 747
	35 215 520	35 756 687
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	669 866	701 000
Provisions pour charges	481 538	250 097
	1 151 404	951 097
DETTES		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	9 416 010	14 162 135
Emprunts et dettes financières	5 763 467	4 589 884
Avances et acomptes reçue sur commandes en cours		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 194 593	3 294 403
Dettes fiscales et sociales	13 987 470	14 109 762
Dettes sur immobilisation et comptes rattachés		
Autres dettes	2 194 189	1 179 945
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	746 532	1 260 689
	35 302 261	38 596 819
TOTAL GENERAL	71 669 185	75 304 603

Compte de résultat

	31/12/2016	31/12/2015
	Net	Net
Ventes de marchandises	259 436	1 299 079
Production vendue (services)	74 850 436	77 682 899
Chiffre d'affaires net	75 109 872	78 981 978
Production immobilisée		-
Subventions d'exploitation	6 995	14 541
Reprises sur provisions et transfert de charges	132 176	195 211
Autres produits	2 751	1 161
PRODUITS D'EXPLOITATION	75 251 794	79 192 891
Achats de marchandises	294 236	1 595 732
Achats de matières premières et autres approvisionnements		2 258
Autres achats et charges externes	18 389 676	22 362 827
Impôts, taxes et versements assimilés	2 542 455	2 416 567
Salaires et traitements	36 222 360	35 778 131
Charges sociales	15 978 414	15 898 020
Dotations aux amortissements et provisions :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	317 038	295 082
Sur actif circulant : dotations aux provisions		-
Pour risque et charges : dotations aux provisions	47 866	210 420
Autres charges	6 687	40 992
CHARGES D'EXPLOITATION	73 798 733	78 595 513
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 453 061	597 379
Produits financiers		
De participations	83 242	65 693
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo. participations	814	3 722
Autres intérêts et produits assimilés	7 126	19
Reprises sur provisions et transfert de charges	-	60
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	91 182	69 494
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions	11 662	
Intérêts et charges assimilées	324 579	338 724
Différences négatives de change	34	183
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-
	336 275	338 907
RESULTAT FINANCIER	(245 093)	(269 413)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 207 969	327 966
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	18 935	11 922
Sur opérations en capital	129 047	
Reprises sur provisions et transferts de charges	-	147 265
	147 982	159 187
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	543 626	1 260
Sur opérations en capital	1 325 636	244 856
Dotations aux amortissements et aux provisions	231 003	
	2 100 266	246 115
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(1 952 283)	(86 928)
Participation des salariés aux résultats		-
Impôts sur les bénéfices	- 968 285	- 624 710
Total des produits	75 490 959	79 421 573
Total des charges	75 266 988	78 555 826
BENEFICE	223 970	865 747

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

L'activité de ITS GROUP SA

La société mère du groupe représente 37 % du chiffre d'affaires consolidé 2016, contre 38 % en 2015.

ITS Group S.A. regroupe les prestations de service sur site client : infogérance et assistance technique, exploitées dans les agences d'Ile de France et de Province. Elle offre une expertise à différents niveaux, du renforcement des compétences et de la flexibilité des équipes d'exploitation à la maîtrise d'ouvrage et au développement des solutions informatiques.

Faits marquants de l'exercice.

Une année de consolidation

Après une année 2015 de transition, la performance opérationnelle courante s'est améliorée significativement et le résultat opérationnel courant progresse de +26%.

Grâce à un meilleur taux d'activité sur les effectifs facturables, les « prestations de services » ont connu une année en amélioration, marquée par le gain de nouveaux contrats significatifs pluriannuels. Un des enjeux majeurs sur ces activités est lié à la capacité de recrutement et de fidélisation des collaborateurs du groupe pour lesquels de nombreuses actions ont été entreprises et la croissance embarquée liée à la progression des effectifs facturables permettra d'accélérer la hausse de cette activité en 2017.

L'activité « hosting, cloud et services managés », après avoir souffert pendant près de deux années, a réalisé un bel exercice, portée à la fois par l'essor du cloud et la croissance de son chiffre d'affaires, et par la mutualisation et de la rationalisation des coûts de production. L'exercice 2017 devrait à nouveau confirmer cette bonne orientation, grâce à la forte récurrence de l'activité et au dynamisme commercial.

Enfin, les économies de coûts réalisées et l'adaptation des structures ont permis de préserver le résultat des métiers de « ventes d'infrastructures / intégration » malgré le net recul du chiffre d'affaires. La priorité en 2017 sera d'accélérer la transformation du modèle vers plus de valeur ajoutée et d'optimiser les marges.

Acquisition de la société Insyweb

Le 13 octobre 2016, ITS Group a acquis 100% du capital de la société Insyweb spécialisée dans la conception, l'évolution et la maintenance des Systèmes d'Information, notamment sur des projets de virtualisation. Spécialiste des infrastructures, Insyweb offre à ses clients un accompagnement sur mesure et les aide à optimiser les aspects techniques et organisationnels de leurs projets. Basée à Paris, Insyweb a développé une clientèle de grands comptes très complémentaire de celle d'ITS Group, notamment dans le domaine de la Banque Assurance. Cette société, non endettée, réalise un chiffre d'affaires rentable de plus de 2 M€. Les collaborateurs d'Insyweb ont rejoint les effectifs du pôle « prestations de services », ce qui permettant d'accélérer la croissance de cette activité conformément à la stratégie du Groupe.

Au 31/12/2016, les équipes opérationnelles étant déjà intégrées et pour une simplification juridique, la société Insyweb a été fusionnée avec ITS Group par le biais d'une Transmission Universelle de Patrimoine.

Principes et Méthodes Comptables

1. Principes appliqués

Le règlement de l'ANC n°2016-07 du 4 novembre 2016, modifiant le règlement n°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général (PCG) a été homologué par arrêté du 26 décembre 2016 (JO du 28). Il est applicable aux exercices clos le 31 décembre 2016 et respecte les principes suivants : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les chiffres sont exprimés en euros.

La société établit des comptes consolidés. ITS GROUP est la société mère du Groupe intégré fiscalement depuis le 1^{er} janvier 2014.

2. Méthodes comptables

▪ Immobilisations incorporelles

Les frais de développement sont amortis selon la méthode linéaire sur 3 ans. La société est amenée à réaliser des développements logiciels ayant vocation à être commercialisés. Les coûts sont constitués par la masse salariale chargée affectée à ces développements et sont comptabilisés en « Immobilisations en cours » pendant la phase de conception de ces logiciels, puis transférés au poste « Immobilisations incorporelles » dès lors qu'ils sont prêts à être commercialisés. Ils sont amortis sur une durée de 1 à 3 ans en mode linéaire.

Les autres immobilisations incorporelles, notamment les logiciels à usage interne, sont amortis sur leur durée de vie probable par application de taux d'amortissement linéaire sur 1 à 5 ans.

Les fonds commerciaux sont évalués à leurs coûts d'acquisition. Ils ne sont pas amortis, mais font l'objet d'une dépréciation si du fait d'évènements ou de circonstances intervenus au cours de l'exercice leur valeur économique apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable.

La méthode de suivi des fonds de commerce est identique à celle des titres de participation présentée dans le paragraphe « Participations et créances rattachées ».

Conformément aux nouvelles règles issues du règlement 2015-06 de l'ANC, les malis techniques figurant au bilan d'ouverture de l'exercice au poste « fonds commercial » ont été reclassés dans un compte spécifique : 2081 « Mali de fusion sur actif incorporel », et ils bénéficient de la même présomption de non amortissement que les fonds commerciaux.

▪ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition

Les durées et modes d'amortissements retenus sont les suivantes :

- Agencements aménagements installations	Linéaire	5 à 10 ans
- Matériels de bureau et informatiques	Linéaire	3 à 5 ans
- Mobilier de bureau	Linéaire	5 à 8 ans

Dans le cas de biens immobiliers ou mobiliers acquis par voie d'option au terme d'un contrat de crédit-bail, la base amortissable s'entend de la valeur effectivement payée à terme.

La valeur utile des immobilisations est proche de la valeur inscrite dans les comptes. Une réévaluation de ces actifs ne serait pas significative compte tenu de la typologie des immobilisations.

▪ Participations et créances rattachées

Les titres de participation et autres actifs financiers sont évalués à leur coût d'acquisition.

La méthode de suivi mise en place pour l'évaluation des titres de participation est la méthode des DCF (Flux de Trésorerie Actualisés).

Pour effectuer ces tests, les titres de participation sont ventilés en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables. Le découpage en UGT est réalisé au niveau des entités juridiques : chaque société correspond à une UGT.

La valeur comptable de l'actif est comparée à sa valeur recouvrable, et correspond au maximum de la juste valeur diminuée des coûts de cession et de la valeur d'utilité, déterminée par la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés.

En cas de perte de valeur, il est constaté une provision pour dépréciation.

Les principaux critères retenus pour l'application de la méthode d'évaluation selon les DCF sont les suivants :

- Plan d'affaires sur 5 ans,
- Actualisation à l'infini de 1 ou 2 % en 2015 et en 2016 selon les sociétés du groupe.
- Coût moyen pondéré du Capital (WACC) : 9,9 % en 2016 et 10,1 % en 2015
- Endettement net (sauf pour la valorisation des fonds de commerce).

Ces hypothèses ont été retenues par la direction générale en fonction de l'appréciation des résultats passés et de la situation financière actuelle du groupe.

▪ Autres immobilisations financières

A la date du 31 décembre 2016, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité (Autres titres immobilisés) :

- Nombre d'actions : 22 547 actions pour un prix de revient de 138 150,99 €, et sont évaluées à 158 956,36 €,
- Solde en espèce du compte de liquidité : 247 832,71 €.

Les autres immobilisations financières incluent également le dépôt de garantie des locaux de Boulogne pour 414 K€, le fonds de garantie de 277 K€ sur les emprunts OSEO, le dépôt de garantie concernant la créance CICE pour 124 K€ et des immobilisations financières diverses (prêts à l'effort construction, dépôts de garantie).

▪ Créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation des créances est constituée lorsqu'il apparaît que leur recouvrement est incertain. Cette provision, déterminée au cas par cas, est égale à la différence entre la valeur nominale hors taxes et la valeur de recouvrement estimée.

▪ Valeurs mobilières de placement

Elles sont constituées de sicav monétaires dont la valeur comptable au 31 décembre correspond au cours moyen pondéré.

Au 31 décembre 2016, dans le cadre du programme de rachats d'actions, la société détenait 147 246 d'actions ITS GROUP pour un prix de revient total 886 326,27 €, évaluées à 1 038 084,30 €.

▪ Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont destinées à couvrir des risques et des charges, nettement précisées quant à leur objet, que des événements survenus ou en cours à la clôture de l'exercice rendent probables.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que la société doive supporter pour éteindre son obligation.

▪ Indemnité de fin de carrière

Elles sont provisionnées : conformément à la norme IAS 19, dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraite et assimilés sont évalués par outil acquit auprès d'une société d'actuariat spécialisée en retraite et prévoyance. D'après cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée et enregistrée dans les comptes sociaux en provision pour charges.

Les éléments de calcul retenus sont les suivants :

- ☞ Méthode de calcul utilisée : unité de crédit projeté
- ☞ Personnel concerné : Ensemble des salariés,
- ☞ Mode de départ : départs à la retraite,
- ☞ Taux de Turn over : calculé en fonction des moyennes constatées par tranches d'âge au cours des 2 derniers exercices (35% pour les 20-30 ans, dégressif jusqu'à 12% pour les 50-60 ans et 0% à plus de 60 ans)
- ☞ Taux d'actualisation : 1,5 % en 2016 et 2 % en 2015,
- ☞ Age de départ à la retraite : 67 ans,
- ☞ Taux de progression des salaires : dégressif selon âge et catégorie (cadres/non cadres),
- ☞ Table de mortalité : Tables prospectives par génération.

Une partie de l'engagement de retraite est couvert par des fonds externalisés (249 K€ au 31 décembre 2016) auprès d'établissements financiers spécialisés, CARDIF, filiale de BNP PARIBAS et SOGECAP filiale de la SOCIETE GENERALE.

▪ Crédit impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi) comptabilisé dans les comptes de notre entité à la clôture de l'exercice s'élève à 986 K€.

Au compte de résultat, notre entité a retenu la comptabilisation du CICE en diminution des charges de personnel (charges sociales).

Au bilan, il a été imputé en Autres créances.

Ce produit traduit le droit au CICE acquis par notre entité relatif aux rémunérations éligibles comptabilisées dans l'exercice, et va faire l'objet d'une demande de préfinancement.

▪ Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires issu des activités de ITS GROUP est reconnu et présenté de la manière suivante :

- Prestations de services : Les revenus du Groupe sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle les services sont rendus et sont constitués de la facturation (émise ou à établir) de prestations :
 - en régie : le revenu est égal au temps passé multiplié par un taux horaire, journalier ou mensuel ;
 - au forfait : le revenu est reconnu selon la méthode de l'avancement, proportionnellement aux dépenses engagées. Le pourcentage d'avancement est déterminé par le rapport entre le coût des services exécutés à la date de clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution du contrat.
- Ventes de logiciels / matériels : la vente est comptabilisée en chiffre d'affaires lorsque l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés à l'acheteur. Cette activité de négoce concerne non seulement l'achat et revente de matériels et de logiciels informatiques mais également de maintenance constructeur ou éditeur. Contrairement à la maintenance réalisée au sein du Groupe et qui relève de l'assistance technique, la maintenance éditeur ou constructeur achetée et revendue en l'état au client final est comptabilisée en tant que marchandise.

Par ailleurs, ITS Group étant la société mère du groupe, elle supporte directement certaines charges et les refactures à ses filiales en fonction de l'utilisation que celles-ci en ont. Ces charges concernent :

- Les locaux (le bail du siège social de Boulogne Billancourt est porté par ITS Group), ainsi que toutes les charges et taxes associées ;
- Les services centraux mutualisés, y compris la Direction Générale.

- **Coûts des emprunts**

Les coûts d'emprunts sont comptabilisés en charge dans la période au cours de laquelle ils sont encourus.

Détail des postes

1. Bilan actif

▪ Immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations		
		Réévaluations	Acquisitions	Apport
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et de développement	Total I	13 500		-
Logiciels	53 215		3 055	
Fonds de Commerce	262 500			
Fonds de Commerce et mali de Fusion SEEVIA	7 131 989			
Fonds de commerce et mali de Fusion Groupe HEMISPHERE	3 139 506			
Mali de Fusion PRISME	1 779 992			
Fonds de Commerce et Mali de Fusion Groupe AXIALOG	11 743 720			
Fonds de Commerce OVERLAP Groupe	37 339			
Mali de fusion INSYWEB (1)				216 323
	Total II	24 148 260	3 055	216 323
Immobilisations incorporelles en cours	Total III	-	9 911	-
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagement divers	2 080 491		63 333	11 225
Matériel de transport	16 231		-	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	536 282		61 018	27 446
Immobilisations corporelles en cours	-			
Avances et acomptes	-			
	Total IV	2 633 005	124 351	38 671
Immobilisations financières				
Autres participations et créances rattachées (2)	8 443 908		659 552	
Autres titres immobilisés	5 000			
Prêts et autres immobilisations financières	2 849 734		360 337	8 824
	Total V	11 298 642	1 019 889	8 824
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	38 093 408	-	1 147 296	263 818

(1) Mali Technique suite à la fusion par transmission universelle de patrimoine des sociétés INSYWEB SAS et INSYWEB Consulting au 31 décembre 2016.

(2) Prix d'acquisition en octobre 2016 des sociétés du groupe INSYWEB :

Titres INSYWEB SAS	570 000 €
Titres INSYWEB Consulting	<u>89 552 €</u>
Total	659 552 €

	Diminutions			Valeur brute fin d'exercice
	Par virement	Apport partiel d'actif	Par cession	
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement, de recherche et de développement				13 500
Total I	-	-	-	13 500
Logiciels				56 270
Fonds de Commerce				262 500
Fonds de Commerce et mali de Fusion SEEVIA				7 131 989
Fonds de commerce et mali de Fusion Groupe HEMISPHERE				3 139 506
Mali de Fusion PRISME				1 779 992
Fonds de Commerce et mali de Fusion Groupe AXIALOG				11 743 720
Fonds de Commerce OVERLAP Groupe				37 339
Mali de fusion INSYWEB				216 323
Total II	-	-	-	24 367 638
Immobilisations incorporelles en cours				9 911
Total III	-	-	-	9 911
Immobilisations corporelles				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménag. Divers			-	2 155 050
Matériel de transport				16 231
Matériel de bureau et informatique, mobilier				624 747
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				-
Total IV	-	-	-	2 796 027,37
Immobilisations financières				
Autres participations (3) (4)	659 552		115 000	8 328 908
Autres titres immobilisés				5 000
Prêts et autres immobilisations financières			227 948	2 990 948
Total V	659 552	-	342 948	11 324 856
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	659 552	-	342 948	38 511 933

(3) Sortie des titres du Groupe INSYWEB 659 552 € à l'issue des Transmissions universelles de patrimoine.

(4) ITS Group a cédé 20 % de ses titres MIB Suisse, ce qui porte sa participation à 69,96 %.

▪ Amortissements

Cadre A						SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE						
IMMOBILISATIONS		Valeurs en début d'exercice	Augmentations dotations	Augmentations apports	Diminutions sorties/ reprises (1)	Valeurs en fin d'exercice						
AMORTISSABLES												
Immobilisations incorporelles												
Frais d'établissement recherche développ.	(I)	-				-						
Logiciels		44 480	3 468			47 948						
Fonds de Commerce		-				-						
Autres immobilisations incorporelles	(II)	44 480	3 468			47 948						
Immobilisations incorporelles en cours	(III)	-				-						
Immobilisations corporelles												
Instal générales, agenc. et aménagement divers		194 692	211 774	6 366		412 831						
Matériel de transport		15 973	258			16 231						
Matériel de bureau et informatique, mobilier		294 816	90 496	24 520		409 831						
	(IV)	505 481	302 527	30 885	-	838 893						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		549 962	305 995	30 885	-	886 842						

▪ Liste des filiales et participations

	Valeur brute des titres	Valeur nette des titres	Prêts et avances consenties	Dépréciation	Dividendes	Cautions et Avals	Quote-part du capital détenue en pourcentage	Capitaux Propres	Résultat du dernier exercice clos
A - RENSEIGNEMENTS DETAILLES CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS									
1- Filiales (plus de 50 % du capital détenu)									
EUCLIDE S.A. (Luxembourg)	24 801	-	24 256	11 000			100%	NC	NC
IBELEM S.A.	1 687 316	1 687 316					97%	4 113 094	266 152
ITS INTEGRA S.A.S.	1 831 330	1 831 330	3 666 136				100%	6 888 896	673 223
ITS OVERLAP S.A.S	1 500 000	1 500 000				10 000 000	100%	1 633 611	430 322
ITS GROUP BENELUX SPRL	348 542	348 542	557 936				100%	488 941	19
THEMIS Conseil S.A.S	2 516 002	2 516 002	355 155				100%	2 786 152	795 091
MIB Suisse	385 000	385 000	8 325				67%	1 300 293	153 173
2- Participations (de 10 à 50 % du capital détenu)									
TECHN E CITE S.A.R.L.	11 662	-		11 662			33,33%	130 060	-
	8 304 653	8 268 189	4 611 808	22 662		10 000 000		17 341 047	1 457 337
B - RENSEIGNEMENTS GLOBAUX SUR LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS									
1 - Filiales non reprises en A :									
a) françaises									
b) étrangères									
2 - Participations non reprises en A :									
a) françaises									
b) étrangères									

ITS GROUP est la société mère consolidant les comptes de IBELEM, ITS INTEGRA, THEMIS Conseils, ITS OVERLAP, ITS GROUP BENELUX Sprl, MIB Suisse et de TECHN E CITE, ainsi que de ARIANN Software filiale détenue à 100% par IBELEM. Les comptes consolidés du groupe sont disponibles au siège social sur simple demande, ainsi que sur le site www.itsgroup.com

▪ **Etat des créances**

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d' 1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	24 256		24 256
Prêts (1) (2)	1 755 095	1 200	1 753 895
Autres immobilisations financières	849 869	11 670	838 199
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	6 709	-	6 709
Autres créances clients	20 818 387	20 818 387	-
Créances représentatives d'effets de commerce		-	
Personnel et comptes rattachés	22 072	22 072	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	65 119	65 119	
Impôts sur les bénéfices	3 154 370	3 154 370	-
Taxe sur la valeur ajoutée	656 745	656 745	
Autres impôts taxes et versements assimilés	-	-	
Débiteurs divers	151 776	151 776	
Groupe et associés (2)	4 587 552	4 587 552	
Charges constatées d'avance	373 888	373 888	
Total	32 465 837	29 842 778	2 623 059

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice	169 240
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice	11 650
(2) Prêts et avances consenties aux associés	-

▪ **Charges constatées d'avance**

Charges constatées d'avance	31/12/2016	31/12/2015
Charges d'exploitation	373 888	255 047
Charges financières	-	-
Charges exceptionnelles	-	-
Total	373 888	255 047

▪ **Produits à recevoir**

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2016	31/12/2015
Fournisseurs avoirs à recevoir	22 146	118 428
Créances clients et comptes rattachés	2 528 357	4 840 162
Organismes sociaux	65 063	106 990
Autres créances dont Etat	-	40 470
Total	2 615 566	5 106 051

▪ **Actions propres**

Au 31/12/2016, la société ITS GROUP détenait 169 793 de ses propres titres, dont 147 246 titres sur un Programme de rachat valorisé à 7,05 €, le solde concernant un contrat de Liquidité valorisé à 7,05 €.

2. Bilan passif

▪ Composition du capital social

Le capital au 31 décembre 2016 s'élève à 3.924.322,50 euros divisé en actions d'une valeur nominale de 0,50 euro chacune. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 17 des statuts, les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

▪ Variation des capitaux propres

VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (en milliers d'euros)		Exercice clos 31/12/2016
A		
1.	Capitaux propres à la clôture de l'exercice N-1 avant affectation	34 891
2.	Affectations du résultat à la situation nette par l'AGO	866
3.	Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice N	35 757
B	(=A3) Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice	35 757
C	Variations en cours d'exercice :	
1.	Variation du capital	
2.	Variation des primes, réserves, report à nouveau (1)	-765
3.	Variations des provisions relevant des capitaux propres	0
4.	Contrepartie des réévaluations	0
5.	Variations des provisions réglementées et subventions d'équipement	0
6.	Résultat de l'exercice	224
D	(=B+C) Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice N avant AGO	35 216
E	VARIATION TOTALE DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE (D-B)	-541
F	dont variations dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	0
G	VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU COURS DE L'EXERCICE HORS OPERATIONS DE STRUCTURE (E-F)	-541

1) Distribution d'un dividende de 765 K€

▪ Provisions

Montant au début de l'exercice	Augmentations Dotations exercice ou apport	Diminutions : Reprises exercice		Montant à la fin de l'exercice
		Non consommées ou transférées par apport	Consommées	

Provisions réglementées					
Provisions pour investissements					
Amortissements dérogatoires					
Provisions fiscales pour implant. à l'étranger					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées	-				
Total I	-	-		-	-
Provisions pour risques et charges					
Prov pour litiges (1)	701 000	47 866	24 000	55 000	669 866
Prov pour garanties données aux clients					
Prov pour amendes et pénalités					
Prov pour impôts					
Prov pour charges sociales et fiscales sur CP					
Autres prov pour risques et charges	250 097	231 441			481 538
Total II	951 097	279 307	24 000	55 000	1 151 404
Provisions pour dépréciations					
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mis en équivalence					
Sur titres de participation	24 801	11 662			36 463
Sur autres immobilisations financières	11 000				11 000
Sur autres titres immobilisés	-				-
Sur stocks et en-cours	-				-
Sur comptes clients	-	6 709		-	6 709
Autres provisions pour dépréciations	-			-	-
Total III	35 801	18 371	-	-	54 172
TOTAL GENERAL (I + II +III)	986 898	297 678	24 000	55 000	1 205 576

Dont dotations et reprises :	- d'exploitation	47 866	24 000	55 000
	- financières	11 662	-	-
	- exceptionnelles	231 003	-	-

(1) Un litige oppose ITS Group au vendeur d'une société acquise en 2000 par Seevia Consulting. Ce litige a donné lieu à trois actions judiciaires.

La première, de nature pénale, s'est conclue par un arrêt de la Cour d'Appel de Paris le 7 mars 2013 déclarant le vendeur coupable d'abus de confiance.

La deuxième, concerne le volet social dans lequel la Cour d'Appel de Versailles a condamné ITS Group à payer la somme de 259 K€ au titre de la prime variable pour l'exercice clos le 31 mars 2001 avec intérêts au taux légal à compter du 12 juin 2002. Cette condamnation a fait l'objet d'une provision dans les comptes de la société. Le 7 septembre 2016, le demandeur a formé un pourvoi en cassation contre cette décision, et la date d'audience n'est pas connue à ce jour.

La troisième action concerne le volet commercial et le versement d'un complément de prix. La Cour d'Appel de Versailles du 7 mars 2017 a confirmé le jugement de première instance et condamne ITS Group à payer la somme de 915 K€ avec intérêts au taux légal à compter du 25 mai 2002, soit 1 205 K€. ITS Group va former un pourvoi en Cassation de cette dernière décision et continue de mener avec détermination les actions judiciaires de défense de ses intérêts y compris à l'encontre du vendeur de Seevia Consulting et de tout autre protagoniste en relation avec cette affaire. L'intégralité des sommes dues est comptabilisée dans les comptes de la société au 31/12/2016, voir § Etat des dettes, poste « Autres dettes ».

- **Etat des dettes**

Etat des dettes	Montant	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunt et dettes financières (1)				
- à un an maximum à l'origine	41 831	41 831		
- à plus d'un an à l'origine	9 375 699	3 138 513	6 185 666	51 520
Fournisseurs et comptes rattachés	3 194 593	3 194 593		
Personnel et comptes rattachés	3 235 649	3 235 649		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 919 117	5 919 117		
Impôts sur les bénéficiaires	-	-		
Taxe sur la valeur ajoutée	4 536 149	4 536 149		
Autres impôts, taxes et versements assimilés	296 555	296 555		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-		
Groupe et associés (2)	5 761 947	5 761 947		
Autres dettes (3)	2 194 189	2 194 189	-	
Produits constatés d'avance	746 532	746 532		
Total	35 302 261	29 065 075	6 185 666	51 520

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 000 000
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	5 765 552
(2) Emprunts, dettes contractés auprès des associés	

(3) Litige commercial pour 1 205 K€, voir § « Provision » note (1).

- **Charges à payer**

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2016	31/12/2015
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	28 709	13 364
Emprunts et dettes financiers divers	13 121	13 041
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	519 713	684 661
Dettes fiscales et sociales	5 668 807	6 093 392
Autres dettes : Clients AAE	946 803	1 107 163
Total	7 177 153	7 911 620

- **Produits constatés d'avance**

Produits constatés d'avance	31/12/2016	31/12/2015
Produits d'exploitation	746 532	1 260 689
Produits financiers		
Produits exceptionnels	-	-
Total	746 532	1 260 689

- **Etat des entreprises liées**

POSTES DU BILAN	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	

Immobilisations financières			
Participations	8 304 653		
Créances rattachées à des participations	24 256		
Prêts			
Autres titres immobilisés	-		
Autres immobilisations financières			
Total immobilisations	8 328 909		
Créances			
Créances clients et comptes rattachés	46 934		
Autres créances	4 587 552		
Capital souscrit, appelé, non versé			
Total créances	4 634 486		
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Dettes			
Autres emprunts convertibles			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	62 875		
Autres dettes	5 759 533		
Total dettes	5 822 408		

POSTES DU COMPTE DE RÉSULTAT	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes ou des créances représentées par des effets de commerce
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation	

CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS			
Produit financiers	83 242		
Charges financières	79 475		
Total	3 767		

3. Compte de résultat

▪ Ventilation du chiffre d'affaires

Ventilation par secteur d'activité propres et marchés géographiques	31/12/2016			31/12/2015
	France	Etranger	Total	Total
Prestations de services informatique	71 264 207	- 35 721	71 228 487	73 992 845
Ventes de logiciels/matériels	259 436		259 436	1 299 079
Produits des activités annexes	3 621 949		3 621 949	3 690 054
Total	75 145 592	- 35 721	75 109 872	78 981 978

Ventilation par secteur d'activité clients et marchés géographiques	31/12/2016			31/12/2015
	France	Etranger	Total	Total
Banques / Assurances	18 034 942		18 034 942	18 963 505
Industries	23 295 134		23 295 134	13 423 323
Informatique	6 763 103		6 763 103	7 106 465
Sociétés de Services	15 029 118		15 029 118	17 379 684
Administrations Publiques	12 023 295	- 35 721	11 987 574	22 109 002
Total	75 145 592	- 35 721	75 109 872	78 981 978

▪ Résultat financier

Produits Financiers	31/12/2016	31/12/2015
Dividendes	-	-
Intérêts des Comptes courants groupe	83 242	65 693
Produits nets de valeurs mobilières de placement et autres Immo. financières	814	3 722
Autres produits financiers	-	79
Boni sur Actions propres	7 126	-
Total	91 182	69 494

Charges Financières	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts des Emprunts	219 073	282 446
Intérêts des Comptes courants groupe	79 475	46 116
Agios bancaires	172	1 162
Dot. Aux Provisions financières	11 662	-
Autres charges financières	25 893	9 183
Total	336 275	338 907

▪ **Produits et charges exceptionnels**

Produits exceptionnels	31/12/2016	31/12/2015
Produit cession élément actif	129 047	-
Régularisations diverses	18 935	11 922
Reprise de provision innocupation locaux de Nanterre		147 265
Total	147 982	159 187

Charges exceptionnelles	31/12/2016	31/12/2015
Charges exceptionnelles diverses	- 40	200
Charges sur exercices antérieurs	1 362	176
Amendes et Pénalités ND	198	50
Pénalités sociales et majorations de retard	72 928	834
VNC des immobilisations financières cédées	115 000	-
Charges et provision innocupation des locaux de Nanterre		216 493
Condamnations	7 500	
Redressement contrôle URSSAF	468 048	-
Condamnation litige commercial	1 204 266	-
Provision pour IFC (Changement d'hypothèses)	231 003	
Mali provenant du rachat d'actions propres	-	28 363
Total	2 100 266	246 115

▪ **Ventilation de l'impôt sur les sociétés**

	Avant impôt	Impôt théorique	Crédit d'impôt à imputer (1)	Resultat comptable après impôts
+ Résultat courant	1 207 969	655 985	335 423	887 407
+ Résultat exceptionnel	- 1 952 283	- 650 696	-	- 1 301 587
- Participation des salariés	-	-	-	-
+ Economie IS intégration fiscale		- 638 151		638 151
Résultat comptable	- 744 314	- 632 862	335 423	223 971

Au 31 décembre 016, il n'existe pas de déficit reportable.

(1) Le crédit d'impôt recherche s'élève à 335 423 €, le montant des dépenses de frais de recherche comptabilisées en charge s'élève à 1 118 075 €.

Accroissement et allègement de la dette future d'impôts

Accroissements de la dette future d'impôt	Montant
Provisions réglementées :	
- Amortissements dérogatoires	
- Provisions pour hausse des prix	
- Provisions pour fluctuation des cours	
Autres :	0
Total	
Allègements de la dette future d'impôt	Montant
Provisions non déductibles l'année de leur comptabilisation :	
- Provisions pour congés payés	
- Participation des salariés	0
Autres :	
- Provisions IFC	163 845
Dépréciation créance Eucléide et titres Techné Cité	22 662
Organic	94 677
Provision pour dépréciation des actifs circulants	0
Total	281 184
Amortissements réputés différés	0
Carry back	0
Déficits reportables	0
Moins-values à long terme	0

- **Effectif et rémunération des dirigeants**

	31/12/2016	31/12/2015
	Personnel salarié	Personnel salarié
Cadres	649	638
Employés	176	196
TOTAL	825	834

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social (en K€)				
Jean Michel BENARD, PDG	Exercice 2016		Exercice 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
- rémunération fixe	144	144	144	144
- rémunération variable	14	14	14	14
- rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
- jetons de présence	-	-	-	-
- avantages en nature				
véhicule	-	-	-	-
retraite art. 83	9	9	6	6
TOTAL	167	167	164	164
Philippe SAUVE, DGD	Exercice 2016		Exercice 2015	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
- rémunération fixe	113	113	114	114
- rémunération variable	21	12	12	21
- rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
- jetons de présence	-	-	-	-
- avantages en nature				
véhicule	5	4	4	4
retraite art. 83	9	9	6	6
TOTAL	148	138	135	144

Les avantages consentis sont constitués par les avantages en nature liés à la mise à disposition de véhicules de fonction, ainsi que de cotisations versées dans le cadre de régime de retraites à prestations définies (article 83 cc).

Aucun administrateur du groupe ne perçoit aucune sorte de rémunération au titre de l'exercice de son mandat.

4. Engagements hors bilan

▪ Engagements reçus

BNPParibas a délivré une Garantie à première demande à hauteur de 1 153 197 € dans le cadre du volet commercial du litige exposé au paragraphe « provisions » pour lequel ITS Group a été condamné.

▪ Engagements donnés

Engagements en matière de cautionnement :

ITS Group s'est porté caution solidaire de sa filiale ITS OVERLAP afin de s'engager solidairement avec celle-ci à régler à IBM France Financement toutes les sommes dues ou à devoir par la société ITS OVERLAP au titre du contrat de facilité de crédit à court terme "Plan Saphir". Cet engagement est consenti à concurrence d'un montant maximum de dix millions d'euros pendant toute la durée du plan.

ITS Group s'est engagée à rembourser à BNP Paribas Factor toutes sommes dues par sa filiale ITS OVERLAP dans le cadre de l'exécution du contrat d'affacturage avec la société BNP Paribas Factor, à concurrence de la somme de neuf millions d'euros (9.000.000 euros), sans limitation de durée, mais résiliable par lettre recommandée avec un préavis de trois mois.

Dettes garanties

Pour financer ses opérations de croissance externe et pour financer les travaux d'aménagements de son site de Boulogne, le groupe a souscrit plusieurs emprunts. Ceux restant en cours au 31/12/2016 sont les suivants :

- Convention de prêt du 1er juillet 2011, utilisée par tirages successifs entre juillet 2011 et novembre 2013 :
 - Montant : 10.000 K€ ;
 - Durée 6 ans, soit jusqu'au 30/06/2017 ;
 - Taux : Euribor + 0,90 pour les utilisations jusqu'au 30/06/2013 et Euribor + 1,30 pour les utilisations postérieures ;
 - Remboursement par annualités ;
 - Garantie : nantissement du fonds de commerce ou des titres si les structures acquises restent filiales.

- Contrat de Développement Participatif (BPI France) du 10 décembre 2013 :
 - Montant : 3.000 K€ ;
 - Durée 7 ans, soit jusqu'au 10/12/2020 avec deux ans de différé de remboursement du capital ;
 - Taux fixe : 2,91% avec complément de rémunération 0,0186% du CA HT ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de Développement Participatif (BPI France) du 09 juillet 2015 :
 - Montant : 1.400 K€ ;
 - Durée 7 ans, soit jusqu'au 31/07/2022 avec deux ans de différé de remboursement du capital ;
 - Taux fixe : 2,08 % ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt (SOCIETE GENERALE) du 5 novembre 2015 :
 - Montant : 825 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 13/11/2020 ;
 - Taux fixe : 1,5% ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt (Banque TARNEAUD) du 10 novembre 2015 :
 - Montant : 825 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 13/11/2020 ;
 - Taux fixe : 1,5% ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de Prêt croissance (BPI France) du 18 février 2016 :
 - Montant : 1.000 K€ ;
 - Durée 7 ans, soit jusqu'au 28/02/2023 avec deux ans de différé de remboursement du capital ;
 - Taux fixe : 1,78 % ;
 - Remboursement par trimestrialités ;
 - Garantie : aucune.

Pour la réhabilitation des locaux de Boulogne la société a contracté les quatre emprunts suivants :

- Contrat de prêt d'Equipeement professionnel (BPVF) du 4 octobre 2014 :
 - Montant : 1.000 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 05/10/2019 ;
 - Taux : Euribor 3 mois + 0,90 ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt d'Équipement professionnel (Banque TARNEAUD) du 9 décembre 2014 :
 - Montant : 500 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 09/12/2019 ;
 - Taux : Fixe 1,8 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt d'Équipement professionnel (BNP PARIBAS) du 12 mars 2015 :
 - Montant : 400 K€ ;
 - Durée 5 ans, soit jusqu'au 05/03/2020 ;
 - Taux : Fixe 2 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

- Contrat de prêt d'Équipement professionnel (SOCIETE GENERALE) du 23 mars 2015 :
 - Montant : 500 K€ ;
 - Durée 55 mois, soit jusqu'au 23/10/2019 ;
 - Taux : Fixe 1,8 % l'an ;
 - Remboursement par mensualités ;
 - Garantie : aucune.

Echéancier de la dette au 31/12/2016

Caractéristiques des emprunts contractés	Taux fixe / Raux variable	Montant global des lignes au 31/12/2016	Échéances	Existence ou non de couvertures
Ouverture de crédit (BNPP) 3 500 000 € Contracté le 01/07/2011	Modalités ci-dessus	577 500 €	Remboursements annuels jusqu'au 30/06/2017	Modalités ci-dessus
Ouverture de crédit (SG) 3 500 000 € Contracté le 01/07/2011	Modalités ci-dessus	577 500 €	Remboursements annuels jusqu'au 30/06/2017	Modalités ci-dessus
Ouverture de crédit (Tarneaud) 3 000 000 € Contracté le 01/07/2011	Modalités ci-dessus	495 000 €	Remboursements annuels jusqu'au 30/06/2017	Modalités ci-dessus
Contrat de Développement Participatif (BPI) 3 500 000 € Contracté le 10/12/2013	Modalités ci-dessus	2 550 000 €	Remboursements trimestriels jusqu'au 10/12/2020	Modalités ci-dessus
Contrat de Développement Participatif (BPI) 1 400 000 € Contracté le 09/07/2015	Modalités ci-dessus	1 400 000 €	Remboursements trimestriels différé de 2 ans jusqu'au 31/07/2022	Modalités ci-dessus
Emprunt Bancaire (SG) 825 000 € Contracté le 05/11/2015	Modalités ci-dessus	660 000 €	Remboursements trimestriels jusqu'au 13/11/2020	Modalités ci-dessus
Emprunt Bancaire (Tarneaud) 825 000 € Contracté le 13/11/2015	Modalités ci-dessus	651 460 €	Remboursements mensuels jusqu'au 13/11/2020	Modalités ci-dessus
Contrat de Développement Participatif (BPI) 1 000 000 € Contracté le 18/02/2016	Modalités ci-dessus	1 000 000 €	Remboursements trimestriels différé de 2 ans jusqu'au 28/02/2023	Modalités ci-dessus
Contrat de Prêt Equipement - Travaux (BPVF) 1 000 000 € Contracté le 04/10/2014	Modalités ci-dessus	573 457 €	Remboursements mensuels jusqu'au 05/10/2019	Modalités ci-dessus
Contrat de Prêt Equipement - Travaux (Tarneaud) 500 000 € Contracté le 04/12/2014	Modalités ci-dessus	305 379 €	Remboursements mensuels jusqu'au 09/12/2019	Modalités ci-dessus
Contrat de Prêt Equipement - Travaux (BNPP) 400 000 € Contracté le 12/03/2015	Modalités ci-dessus	264 367 €	Remboursements mensuels jusqu'au 05/03/2020	Modalités ci-dessus
Contrat de Prêt Equipement - Travaux (SG) 500 000 € Contracté le 23/03/2015	Modalités ci-dessus	319 516 €	Remboursements mensuels jusqu'au 23/10/2019	Modalités ci-dessus

Conditions des Lignes de crédit court terme au 31 décembre 2016

Société Générale :	500 000 €, T4M + 1,20 % l'an,
BNP Paribas :	1 000 000 €, T4M + 1,20 % l'an,
Banque Paribas :	500 000 €, T4M + 1,20 % l'an,
Banque Populaire Val de France :	500 000 €, T4M + 1,20 % l'an.

Engagements

A l'exception des engagements décrits ci-après, ITS GROUP ne compte ni d'engagement complexe, ni d'autres engagements relatif à des clauses d'exigibilité liées aux dettes financières.

Les engagements financiers donnés par la société ont été actualisés par la convention de prêt signée le 1^{er} juillet 2011. Et sur la base de ses comptes annuels consolidés, les engagements sont :

1. Ratio Dettes financières nettes / EBE inférieur ou égal à :
 - 1,8 pour 2013 à 2015
 - 1,6 pour 2016
2. Ratio Cash-Flow libre / service de la dette supérieur ou égal à :
 - 1 pour 2011 à 2013
 - 1,2 pour 2014 à 2016
3. Ratio Dettes financières/ fonds propres inférieur ou égal à 0,75 pour la durée des prêts.

(les dettes nettes se définissent par les passifs financiers courants et non courants diminués de la trésorerie et des équivalents de trésorerie).

A la clôture des deux derniers exercices, ces ratios étaient les suivants :

	2015	2016
1 - DFN / EBE	1,41	0,21
2 - CF / SD	0,71	1,27
3 - DF / FP	0,36	0,24

5. Passifs éventuels

Néant

6. Evènements postérieurs à la clôture

Néant.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels
Société ITS GROUP
Exercice clos le 31 décembre 2016

Paris et Versailles, le 5 mai 2017

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société **ITS GROUP**, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Immobilisations incorporelles » figurant au chapitre « Principes et Méthodes Comptables » de l'annexe qui expose un changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement n°2015-06 de l'ANC.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

Les titres de participation et les fonds de commerce sont évalués sur la base de leur valeur recouvrable selon les modalités décrites dans les notes « Immobilisations incorporelles » et « Participations et créances rattachées » figurant au chapitre « Principes et Méthodes Comptables » de l'annexe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs recouvrables, notamment à revoir l'actualisation des flux futurs de trésorerie attendus, à contrôler la cohérence des hypothèses retenues avec les prévisions budgétaires établies et à vérifier que les notes de l'annexe donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Versailles, le 5 mai 2017

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International

Laurent Bouby
Associé

Victoire Audit et Conseil

Thierry Thibaut de Ménonville
Associé